



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13497 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MARDI 21 JUIN 1988

Rock et « valeurs »

Concert pour Nelson Mandela à Wembley, « tricontinentale » de SOS-Racisme, guerre des deux rocks par-dessus le mur de Berlin : la musique a sa saison, son langage et sa liturgie. Son message est-il, pour autant, limpide ?

En France, l'immense rassemblement, à Vincennes, des amis d'Harlem Désir a confirmé le succès d'un courant dépassant les clivages politiques, rendant dérisoires (à court terme...) les tentatives de récupération. La réplique aux tentations de l'exclusion, à la montée des intolérances, ne devrait appartenir à personne. Les « valeurs » exprimées samedi soir ne sont, au fond, que celles figurant au fronton des édifices de la République. Les jeunes de Vincennes symbolisaient une aspiration estivale à l'unité des différences dans la société civile, bien plus qu'une révolte.

A Berlin, le rock aura servi d'enjeu directement politique. Rien ne montre mieux l'ambiguïté de son « message » que le comportement des autorités est-allemandes. Au moment même, dimanche soir, où la police de Berlin-Est empêchait brutalement des Occidentaux de filmer un rassemblement de jeunes épris de liberté, venus, près de la porte de Brandebourg, tendre l'oreille aux concerts qui se déroulaient de l'autre côté du mur, la télévision officielle diffusait en différé le concert de Wembley. Bon rock, mauvais rock !

La veille, à Berlin-Ouest, à l'issue d'un concert de Nina Hagen, la police avait dû disperser plusieurs centaines de jeunes néo-nazis. Là encore, l'ambiguïté d'un rock rassembleur, capable d'attirer à lui les chœurs des bons sentiments comme les illuminés de la haine.

Le rock, en soi, n'est rien. Il ne vaut que par l'interprétation. Son message peut être fluctuant ou même contradictoire. A Berlin-Est, les autorités ont organisé des contre-concerts pour dissuader les jeunes de se presser le long du mur : rock contre rock...

Les concerts de SOS-Racisme, a dit M. Mitterrand, sont « une langue universelle qui dit, mieux que les discours, la possible et courageuse fraternité des hommes ». Il est vrai que la musique, avec ou sans paroles, est un langage qui a ceci de préférable aux autres que chacun peut y entendre ce qu'il souhaite. Il est des musiques à plusieurs usages (qu'on songe à Wagner...).

Si le rock fait tellement plaisir, en Occident, aux générations plus anciennes, c'est qu'il n'est plus chargé de cette révolte anti-autoritaire, dont il fut pendant les années 60 le symbole. Il s'est inséré dans la société marchande.

L'heure est au rock-charité, au rock-générosité, au rock-bon cœur, plutôt qu'au rock-violence : qui s'en plaindrait ? Et qui, à l'heure où les plus riches s'assemblent à Toronto pour s'inquiéter de la dette des plus pauvres, regretterait que des jeunes lancent un message de fraternité à l'état brut ?

La musique est le carrefour des émotions et des évidences. La fête de la musique, qui a lieu mardi en France, mais aussi dans toute l'Europe où l'initiative de Jack Lang a été imitée, la montrera : plus que langage, la musique est parenthèse, trêve des rapports de forces et des égoïsmes. Elle unit, elle accorde les générations, les cultures et les classes. De la musique avant toute chose, donc. Mais elle ne peut pas tout.

(Lire nos informations pages 3 et 11.)

M 0147 - 0621 0 - 4,50 F

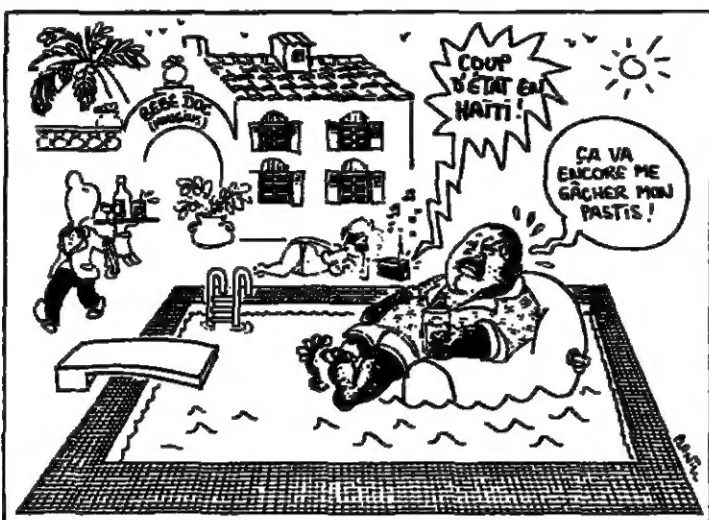


3790147004500 06210

Le président Manigat évincé par un coup d'Etat

Le général Namphy reprend le pouvoir en Haïti

L'épreuve de force entre le pouvoir civil en Haïti et les autorités militaires de ce pays vient de connaître un spectaculaire rebondissement. Deux jours après son limogeage par le président Leslie Manigat, le général Henri Namphy, commandant en chef des forces armées, a pris l'initiative d'un coup d'Etat, dimanche 19 juin, et s'est installé au palais national, dans le centre de Port-au-Prince.



Lire nos informations page 4

Le sommet des pays les plus industrialisés à Toronto

Les Sept souhaitent éviter l'affrontement sur les politiques agricoles

Ouvert dimanche, à Toronto, le sommet des sept principales démocraties industrielles devait adopter, le lundi 20 juin, une déclaration politique, saluant notamment le dégel des relations est-ouest. Au cours d'un premier tour de table consacré aux questions économiques, les participants ont fait en sorte que soit évité l'affrontement, que l'on redoutait, sur le problème des aides à l'agriculture.

TORONTO
de nos envoyés spéciaux

Tout était calme à Toronto, dimanche soir, mises à part quelques légères escarmouches sur les subventions des prix agricoles. Et alors que se dessinait un accord sur les pays les plus défavorisés susceptible de donner satisfaction à tous les participants, les Sept s'apprêtaient à adopter, lundi, une déclaration politique relativement optimiste sur les relations Est-Ouest.

Durant l'après-midi, le premier tour de table des chefs d'Etat et de gouvernement sur la situation économique et le développement des échanges n'avait annoncé aucune controverse. Certains se demandaient si le débat agricole qui oppose les Etats-Unis (ainsi

que le Canada) à la Communauté, ne risquait pas d'altérer l'ambiance. Le suspense, très relatif, était accru par l'intention prônée à M^{me} Margaret Thatcher d'adopter sur ce terrain sensible une position plus voisine de celle du président Reagan que de celle de ses partenaires européens. Or le premier ministre britannique, qui ouvrait le tour de table, a réussi à exprimer ses idées sur les réformes à apporter aux politiques agricoles - idées qui ne coïncident pas exactement, c'est le moins que l'on puisse dire, avec celles des Français, des Allemands et des Italiens, - sans pour autant rompre avec la solidarité communautaire.

JACQUES AMALRIC
et PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 2.)

Les élections en Pologne

Un pourcentage d'abstentions sans précédent
PAGE 3

Canonisation de Vietnamiens

Cent dix-sept catholiques martyrisés aux 18^e et 19^e siècles
PAGE 5

La baisse des tarifs aériens

Un entretien avec M. Jacques Maillot, PDG de Nouvelles Frontières
PAGE 27

Le sommaire complet se trouve en page 32

Un week-end de polémiques entre les centristes et les libéraux

L'heure de M. Valéry Giscard d'Estaing

Les « libéraux » du Parti républicain ont vivement pris à partie, ce week-end, M. Barre ainsi que les centristes qui viennent de s'engager dans une démarche « autonome ». MM. Léotard et Madelin considèrent que le CDS, en constituant son groupe à l'Assemblée nationale, s'est placé en dehors de l'UDF. A

« L'heure de vérité », le lundi 20 juin, M. Giscard d'Estaing devait s'efforcer de calmer le jeu, tout en relançant son offensive contre M. Mitterrand. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, explique ci-dessous les raisons pour lesquelles, à ses yeux, le centre n'existe pas encore.

POINT DE VUE

Gouverner mieux

par Lionel Jospin

Après le 8 mai et le 12 juin, trois questions sont dans l'air du temps et nous sont posées, à nous socialistes : avons-nous perdu ou gagné les élections ? Faut-il nous ouvrir ou non sur le centre ? Pourrions-nous gouverner ou pas ? Sur ces trois points, où je sens beaucoup de confusion, je voudrais, sinon faire la clarté, du moins donner mon éclairage. Sans céder aux effets de mode mais en tenant compte de ce qui a bougé dans le paysage politique.

1) Avons-nous perdu ou gagné ? Gagné bien sûr. Certains socialistes sont imprévisibles. Battus en 1986, ils riaient. Vainqueurs en 1988, ils voudraient que

l'on pleure. Et pourtant, n'aurions-nous pas tous signé des deux mains, il y a six mois, avec le dieu, ou le démon, des élections un pacte qui nous aurait promis le maintien de François Mitterrand à la présidence de la République et le départ de la droite du gouvernement ? C'est fait ! Et voilà que certains font la fine bouche, parce que nous raions la majorité absolue de treize voix...

Quel manque de réalisme ! Les Français ont voté majoritairement pour François Mitterrand parce qu'il le préféraient à Jacques Chirac comme chef de l'Etat. Cela prouve qu'ils ont du bon sens ! Ils ne se sont pas pour autant tous convertis aux idées

socialistes. François Mitterrand a su gagner. Nous avons su ne pas perdre. Constatons la différence sans la lui reprocher. Et sans en faire reproche à certains d'entre nous.

Peut-être aurions-nous gagné vingt sièges de plus si nous nous étions mieux rappelés que les rôles du président de la République, du gouvernement et du Parti socialiste ne sont pas identiques ou si, au lieu de surfer sur la vague promise par les sondages, nous avions pagayé davantage. Mais sur ces deux points, notre responsabilité a été collective. Je n'ai pas vu dans cette période d'analyses ou de comportements différents.

(Lire la suite page 6.)

Dans « le Monde économique » et « le Monde affaires »

L'Espagne en mouvement

L'Espagne est en mouvement. Ses résultats sont brillants : une croissance vive, qui a dépassé 6 % - en rythme annuel - au cours du premier trimestre, et qui est tirée surtout par les investissements des entreprises ; une inflation en net recul, qui se situe au-dessous de 4 %, trois fois moins qu'en 1983.

Cette expansion accrue, certes, le déficit du commerce extérieur, qui a doublé de 1986 à 1987 ; mais les exportations progressent et les recettes du tourisme - plus de cinquante millions de visiteurs en 1988 - combinent pratiquement le trou, sans oublier les entrées de capitaux étrangers. Cependant, elle ne suffit pas à résorber le chômage qui, malgré le travail « souterrain », frappe un Espagnol sur cinq. La population active, tout en restant encore relativement faible, ne cesse de s'accroître, notamment chez les femmes.

Le phénomène traduit une mobilisation du pays et une adaptation de ses structures, qui sont liées notamment à l'entrée dans la

CEE, début 1986, et à la préparation du grand marché, en 1992.

Les socialistes espagnols, au pouvoir depuis 1982, qui avaient tiré les leçons des erreurs de leurs amis français, ont mené une politique réaliste d'assainissement - les sacrifices avant les bénéfices - au risque d'aggraver les tensions sociales et géographiques.

Le Monde consacre cette semaine à l'Espagne ses deux suppléments économiques, « Le Monde Economie » de ce jour a effectué un inventaire des forces et des faiblesses d'une économie qui rattrape son retard, avec une agriculture très présente, une industrie quelque peu disparatée et des services abondants.

Un reportage au Pays basque, très confiant en son avenir, illustre cette présentation générale, complétée par des enquêtes sur les agrumes à Valence, l'élevage en Galicie et le tourisme. La chronique de Paul Fabra est quant à elle intitulée « Du rêve à la réalité de la modernité ».

Le Monde Affaires, daté samedi 25 juin, traitera des enjeux micro-économiques : la modernisation du patronat, le dynamisme des PME à travers un portrait de firme, le renouveau des banques et assurances, la réforme de la Bourse.

1992, c'est aussi l'année des Jeux olympiques à Barcelone et de la Foire internationale de Séville. Dans ce numéro spécial, le ministre espagnol de l'Industrie, M. Luis Carlos Croisier, évoque les privatisations et le rôle de l'Etat.

(Lire « Le Monde Economie » pages 17 à 20.)

L'embellie autrichienne

La croissance économique en Autriche sera cette année sensiblement plus forte que prévu. Cette embellie est due à la reprise de la conjoncture européenne.

Page 28

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 150 dr. ; Japon, 90 y. ; Liban, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (New Conn.), 2 S.

مكتبة من الصحف

Etranger

Le sommet des sept pays les plus industrialisés à Toronto

Eviter l'affrontement sur les politiques agricoles

(Suite de la première page.)

Son exposé a été, certes, dominé par une critique longue et vive adressée aux politiques de subventions à l'agriculture, lesquelles, a-t-elle souligné, menacent l'équilibre des échanges internationaux et gênent les pays du tiers-monde qui veulent développer leur propre agriculture. Mais elle a immédiatement ajouté que la proposition faite par les Etats-Unis dans le cadre de l'« Uruguay round » (le cycle actuel des négociations tarifaires mondiales) d'éliminer en dix ans toutes les subventions agricoles était peut-être courageuse, mais irréaliste. Elle a rejeté les diverses mesures mises en œuvre récemment par Washington, qui vont à l'encontre de l'engagement pris lors du sommet de Venise de ne rien faire qui accroisse les tensions ou les déséquilibres entre l'offre et la demande de produits agricoles.

M. Thatcher a également évoqué les efforts accomplis par la Communauté, en particulier lors du Conseil européen de Bruxelles en février, pour maîtriser la production agricole. Elle a souligné que les Douze avaient décidé alors de strictement plafonner les dépenses affectées au soutien des marchés. Bref, son intervention, sans être dépourvue d'ambiguïté, fut accueillie avec soulagement par ceux qui redoutaient que la Communauté appaie divisée.

Autre signe rassurant, M. Reagan s'est abstenu de s'appuyer sur les propos du premier ministre britannique pour relancer la critique contre les subventions agricoles. Il s'est contenté de constater que le problème posé n'était pas simple, que tous les pays industrialisés subventionnaient au-delà du raisonnable des productions sans marché. Le chancelier Kohl a expliqué que l'aide à l'agriculture était également justifiée par la défense de l'environnement. « Ce n'est pas encore certain, mais je ne pense pas que les Etats-Unis insisteront pour avoir ici une discussion détaillée et polémique sur l'agriculture. »

« Nous devrions pouvoir éviter un éclat et nous mettre d'accord sur les signaux politiques qu'il convient de donner pour faire progresser le débat agricole dans l'Uruguay round », commentait d'ailleurs M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures. Selon M. De Clercq, les Sept agiraient avec sagesse en répétant ce sur quoi on s'était entendu il y a quelques semaines lors de la session ministérielle de l'OCDE :

1) L'Uruguay round est une entreprise globale où les résultats, pour satisfaire l'ensemble des parties, devront être équilibrés. Il n'est donc pas raisonnable de chercher de façon isolée des décisions sur l'agriculture ;

2) Il faut parvenir à s'entendre aussi bien sur des solutions à court terme (afin de redresser les cours, comme le demande la Communauté), que sur des solutions à long terme (celles que privilégient les Etats-Unis) ;

3) Washington devrait enfin respecter l'engagement d'éviter des décisions qui enveniment le débat. Or au cours de ces dernières mois, les autorités américaines ont augmenté

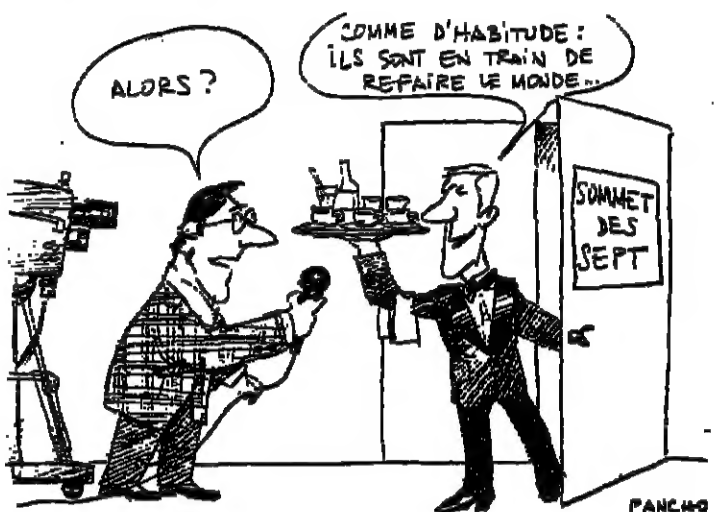
leurs subventions à l'exportation et réduit de manière sensible le programme de gel des terres, ce qui conduira à une forte augmentation de la production ;

L'alerte agricole étant au moins provisoirement passée, les Sept ont pu évoquer sur un ton parfaitement consensuel la situation économique internationale. M. Thatcher avait constaté le contraste saisissant entre le premier cycle des sommets (1975-1981), une période très agitée, et le second (1982-1988), durant lequel les pays industrialisés ont renoué avec la croissance. Ce redressement spectaculaire, le premier ministre britannique l'a attribué, comme les orateurs suivants, à la coopération internationale et à la politique des sommets. Cette capacité de résistance collective à la crise s'est par-

tir cet ajustement sans freiner la croissance exigera une gestion très fine, des mesures homéopathiques, pour ne pas troubler le marché », a expliqué M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne. Les ministres des finances sont en majorité favorables à un dollar stable et comprennent que l'augmentation des taux d'intérêt pourrait susciter des réactions dangereuses. Ce débat ne fait que s'amorcer.

Optimisme sur les relations Est-Ouest

Comme il était prévu, les relations Est-Ouest ont dominé la partie politique des entretiens, c'est-à-dire les diners de dimanche des chefs d'Etat et de gouvernement, des



culièrement vérifiée après le krach financier d'octobre 1987, a fait remarquer le chancelier Kohl.

M. François Mitterrand a souligné le refus du président Reagan de s'associer à la démagogie protectionniste : « Cependant, a-t-il observé, depuis un an le protectionnisme s'est accru et nous avons encore des progrès à faire ». A propos de l'aide à apporter aux pays du tiers-monde les moins avancés, le président de la République a pris acte que d'autres pays que la France, y compris le Japon, avaient annoncé leur intention d'annuler d'une manière ou d'une autre une partie de la dette. Toronto, a-t-il fait valoir, fournit l'occasion de se mettre d'accord sur une méthode pour accomplir cet effort de solidarité.

La satisfaction que procure la bonne santé actuelle de l'économie internationale ne signifie pas, chacun en est conscient, que tout danger soit écarté. L'inflation est maîtrisée mais menace de repartir et les marchés financiers demeurent nerveux. Les Sept devaient donc s'efforcer, lundi et mardi, d'adresser un message équilibré sans pessimisme ni euphorie. « La question passionnante est de savoir si les efforts que devront consentir les Etats-Unis pour réduire leur déficit commercial budgétaire peuvent l'être sans ralentissement de l'économie mondiale. Cette question, impossible il y a quelques mois, peut être posée aujourd'hui. Réus-

ministres des affaires étrangères, ainsi que la séance de travail tenue par ces derniers plus tôt dans l'après-midi. Le ton général de ces échanges peut être résumé par la formule utilisée par M. Schultz pour qualifier la situation au lendemain de la visite de M. Reagan à Moscou : « Des progrès énormes ont été accomplis, mais la vigilance s'impose toujours. »

A quelques nuances près, cette idée a été reprise par la plupart des participants, c'est-à-dire qui dominera la déclaration politique qui devait être publiée lundi après-midi. Ce texte, que les « sherpas », les assistants des chefs de délégation, ont mis en forme dans la nuit de dimanche à lundi devrait aussi faire référence à un développement des échanges commerciaux Est-Ouest, sous condition que la sécurité des pays occidentaux ne souffre pas. C'est dire qu'il ne fera aucune allusion à un assouplissement des restrictions imposées par le GOCOP à l'organisation occidentale de contrôle des échanges avec l'Est, à la livraison de matériel de haute technologie à l'URSS, il fera encore moins référence à l'abolition de l'amendement Jackson, qui lie le développement des échanges américains-soviétiques à un plus grand respect des droits de l'homme en Union soviétique. La déclaration pourrait saluer en revanche comme un pas dans la bonne direction la récente conclusion d'un accord entre la CEE et le COMECON.

La mieux organisée des rencontres

TORONTO
de nos envoyés spéciaux

D'exceptionnelles mesures de sécurité ont été prises pour assurer la protection des chefs d'Etat et de gouvernement dans la capitale de l'Ontario : plus de trois mille policiers — dont bon nombre sont bilingues pour ne pas faire mentir leur badge « Sécurité-E » — ont été mobilisés et contrôlent l'accès des lieux « stratégiques », qu'il s'agisse des hôtels où sont « logés » les délégations ou du très fonctionnel Centre des congrès, où ont lieu la plupart des entretiens et où est installé le centre de presse, tout à fait efficace.

Mais si les contrôles d'identité sont très nombreux, ils se font dans la bonne humeur et la courtoisie. De ce point de vue et du point de vue des facilités de travail faites aux milliers de journalistes présents, le sommet de Toronto restera sans aucun doute comme le mieux organisé.

Samedi, à la veille de l'ouverture du sommet, les responsables de la sécurité avaient eu un moment de frayeur rétrospective en mettant la main sur un Irlandais, sympathisant de l'IRA, entré un mois, et qui vivait illégalement à Toronto depuis.

Cette arrestation avait été précédée par la découverte d'une importante cache d'armes dans la ville. La police de Toronto a toutefois démenti que l'IRA ait réussi à introduire un missile sol-air Stinger sur le territoire canadien. Cette arrestation n'a pas, bien sûr, contribué à alléger le dispositif mis en place, tout particulièrement autour de l'hôtel où loge M. Thatcher.

Dimanche, près de deux mille manifestants, pacifistes en majorité, n'ont pas réussi à s'approcher de l'enceinte du Centre des congrès. Au cours de « tribunaux populaires », organisés la semaine dernière, ils avaient décidé d'arrêter symboliquement, dimanche, les chefs d'Etat et de gouvernement du sommet, accusés de se livrer à des « crimes contre l'humanité » en laissant « les marchands d'armes entretenir les conflits mondiaux et affamer les pays du tiers-monde ». Leur « verdict » n'a pas impressionné les forces de l'ordre : une soixantaine de protestataires ont été arrêtés au moment où ils essayaient de franchir par petits groupes les cordons de sécurité. Le reste de la manifestation s'est dispersé dans le calme.

J. A. et M. J.

La hausse des taux d'intérêt : sujet d'inquiétude

La question des taux d'intérêt a fait une entrée inattendue mais remarquée au sommet de Toronto, et elle sera — au cœur des entretiens bilatéraux — que la délégation française aura avec ses partenaires, a indiqué un responsable français, précisant que M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, était « très préoccupé ».

Selon un rumeur propagée la semaine dernière par le quotidien allemand *Handelsblatt*, la Bundesbank aurait l'intention de relever, prochainement, le mardi 21 ou le jeudi 23 juin, ses taux directeurs, qui pourraient être portés de 3,25 % à 3,50 %. Elle avait été quasiment forcée de le ramener de 3,50 % à 3,25 % en novembre dernier et, à l'heure actuelle, estime qu'il est temps de revenir sur cette mesure. A Francfort, on estime que les taux d'intérêt allemands sont trop bas, ce qui contribue à affaiblir le mark, et serait donc de nature à relancer l'inflation en renchérissant les prix des produits importés.

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a, depuis quinze jours, déclaré à plusieurs reprises que le mark était trop faible, par rapport au dollar notamment. Par ailleurs, la masse monétaire croît trop vite en RFA, autre sujet de préoccupation pour la banque centrale. Notons que, d'ores et déjà, les marchés financiers ont anticipé un relèvement des taux directeurs de la Bundesbank : en huit jours, les

Cette prudence relative s'explique non pas par les doutes que nourrissent certains des participants sur les motivations de M. Gorbatchev, mais par la nécessité de juger sur un plus long laps de temps sa capacité de mener à bien ses projets. Aucun intervenant, toutefois, ne paraît s'être attaché sur ce dernier point, ni sur les difficultés que pourrait rencontrer le secrétaire général pour imposer ses réformes.

Un tour d'horizon a eu lieu sur la réduction des armements et le réajustement des forces conventionnelles. M. Mitterrand a rappelé la position française selon laquelle cette négociation-là ne peut-être américaine-soviétique ; elle concerne en premier lieu les pays européens et doit être menée sous couvert de la CSCE. « Ces négociations doivent se rapprocher de nous », avait dit en début d'après-midi le président de la République, avant de rencontrer M. Reagan pendant trente-cinq minutes. Leur entretien avait été lui aussi dominé par les relations Est-Ouest, les deux chefs d'Etat estimant que M. Gorbatchev « désire de la paix et agit en conséquence ».

Certaines crises régionales ont été évoquées, notamment par M. Schultz, qui a fait état d'une nette évolution de la politique soviétique en ce qui concerne le Proche-Orient, l'Afrique australe et le Cambodge, notamment du rôle qu'y pourrait jouer le prince Sihanouk. Aucun de ces sujets ne devrait cependant figurer dans la déclaration politique, pas plus, dit-on, que la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment des capitaux qui ne seront pas mentionnés et sur lesquels M. Reagan avait pourtant insisté : l'Afghanistan et l'aide aux Philippines. Tous ces sujets, dit-on, feraient simplement l'objet d'une déclaration orale du ministre canadien des affaires étrangères. La lutte contre le terrorisme sérien pourrait en revanche être incluse dans la déclaration politique, à la demande pressante de la Grande-Bretagne.

Les relations franco-canadiennes

M. Mitterrand, qui devait prendre lundi son petit déjeuner avec le chancelier Kohl, rencontrera le premier ministre canadien, M. Mulroney, mardi matin. Cette réunion sera loin d'être de pure forme, puisqu'elle vise à débloquer la voie à un règlement du problème de la pêche, qui envenime les relations entre Paris et Ottawa. Au-delà de ce conflit qui oppose les marins de Saint-Pierre-et-Miquelon à ceux de Terre-Neuve, se profile la conclusion d'un accord sur la livraison au Canada de huit à douze sous-marins français nucléaires d'attaque. On affirme toujours ici que les chantiers français ont été préférés à leurs rivaux britanniques par les experts canadiens, mais qu'il est impensable de signer un tel accord tant que la guerre de la morue n'aura pas été réglée, au moins par un match nul.

JACQUES AMALRIC
et PHILIPPE LE MAITRE.

URSS : la campagne pour les victimes du stalinisme

« Approchez, petite mère »

MOSCOU
de notre correspondant

Au rythme d'environ deux par heure, il y a aussi des nostalgiques qui s'arrêtent pour crier leur indignation. « Votre démocratie, j'en ai par-dessus la tête », lance tout pale de rage un petit vieillard sec qui crache par terre de dégoût après avoir expliqué que sous Staline la guerre aurait été perdue. Autour du chevet sur lequel ils ont accroché leur petit panache de carton blanc (« Ici, on signe une pétition au Soviet suprême pour l'érection d'un monument aux victimes de Staline »), les cinq militants du groupe Mémorial restent de marbre.

Perchée sur ses sabots à semelles de liège, la plus âgée d'entre eux, la quarantaine, continue à interpeller les passants : « Ce n'est pas seulement le passé mais votre avenir aussi qui est en jeu. Ne vous détournez pas, venez signer ! » Et les passants s'arrêtent et signent à tour de bras — tantôt très graves (ceux qui ont vécu la terreur), tantôt souriants et fiers (les plus jeunes) de compter parmi ceux qui auront permis la réalisation de ce projet dont Khrouchtchev, il y a un quart de siècle, avait été l'un des premiers à lancer l'idée.

Sous Brejnev, c'est plutôt la réhabilitation du « petit père des peuples » qui était dans l'air, et il a encore fallu deux ans de gorbatchevisme pour qu'un groupe informel se constitue sans publicité, contacts des personnalités, lance des campagnes de signatures dans des instituts, obtienne un écho favorable dans la presse réformiste et suscite finalement une mobilisation populaire sans précédent.

Car on en est à plusieurs centaines de milliers de signatures collectées non seulement à Moscou mais dans bien d'autres villes, où des comités se sont créés d'eux-mêmes, très souvent autour de la rédaction d'un journal local. A Tchernobyl, en Sibirie orientale, les autorités viennent ainsi d'autoriser l'ouverture d'un compte bancaire pour collecter des fonds, et l'on compte parmi les militants des responsables du KGB.

A Riga, capitale de la Lettonie, groupes informels et responsables du parti se sont mis d'accord pour faire construire un monument spécifiquement dédié aux victimes des répressions organisées après la guerre dans les trois pays baltes. La semaine prochaine, le projet de Mémorial sera défendu devant le congrès du parti, et à 3 heures et déjà tellement près de corps — que dans l'espoir de faire cesser les collectes hebdomadaires de signatures sur la place Pouchkine, la municipalité de Moscou les a autorisées dans un grand

parc des confins de la capitale, en face de la gare ferroviaire.

Nouveau rendez-vous

Rien n'a cessé place Pouchkine, mais un nouveau point de rendez-vous s'est institutionnalisé, et ici ce ne sont plus les intellectuels sophistiqués des beaux quartiers qui font la queue devant le chevet. Ce sont des ouvriers, de petits employés, des grands-mères promenant les enfants, et tous ces gens sont la preuve vivante de l'échec profond du stalinisme.

Car si la terreur a tué des dizaines de millions d'hommes, elle n'a pas réussi — contrairement à la légende — à créer l'homme nouveau, abnêti de propagande et inculte, sur lequel se fonderait l'impossibilité de toute évolution. « Approchez, petite mère », crie la militante sur ses sabots, et la vieille femme alourdie par les souffrances, visage fermé dans son fichu, s'arrête et d'une voix de gendarme lance : « Et qu'est-ce que ça va donner ? »

Le monument qui... que... lui répond-on, et cette petite mère si semblable à toutes celles qui peuplent les rues rétorque, entraînant son petit-fils au loin : « Mais les victimes, il faut aller les chercher dans le Grand Nord, à la Kolyma. » Cette grand-mère était une radicale et se colore débauchée place un temps militants et signataires qui discutent en permanence du nombre exact de morts, du déroulement des arrestations, de leurs souvenirs des grands procès.

Tout le monde sait tout, absolument tout, même cette astucieuse à cheveux blancs qui ne nie rien des faits : « Mais je sais, ne croyez pas que je n'ai rien vu, j'ai tout vu », dit-elle en parlant de Soljenitsyne, de Tréziak (le Trousse archives aux Etats-Unis), de la persécution (il n'y a eu de coup de choses mais pour les faits, on attend toujours). Un très vieux homme, tremblant sur ses cannes, signe avant un jeune soldat qui se fane et regarde d'un air épuisé, et une petite dame à l'impassable mise en plus ajouts sous son nom : « membres de parti ».

Timide, une très vieille femme s'excuse : « Je ne sais pas écrire », et son vœu fait retomber un silence rompu par un adolescent qui signe en lançant à la cantonade : « Et on sait bien où aller, front toutes ces listes. » La militante se fane et retourne vers lui : « Ça, je ne peux vous donner aucune garantie. C'est à vous de prendre vos responsabilités, mais je crois qu'on s'est trop longtemps tu. »

A 10 mètres, un jeune milicien observe, gêné : il n'a pas l'habitude.

BERNARD GUETTA.

● HONGRIE : une commission du Parti va être chargée d'un réexamen de l'histoire. — Le comité central du PC hongrois va bientôt former une commission chargée d'examiner l'histoire de la Hongrie « des deux dernières décennies », a annoncé M. Imre Pozsgay, membre du bureau politique, indiquant qu'il « dirigerait probablement » cette commission et estimant que l'histoire devait comprendre « toute la période depuis la libération du pays en 1945 ».

Dans une interview publiée, le samedi 18 juin, par l'organe du PC hongrois *Nepszabadsag*, M. Pozsgay, considéré comme le chef de file des réformistes au sein du PC, a expliqué que cette commission serait notamment chargée d'une « analyse historique », qui demande une enquête impartiale.

La période couverte, telle que l'a décrite M. Pozsgay, devrait inclure l'insurrection de 1956, coréalisée par les chars soviétiques, officiellement qualifiée de « contre-révolution » aujourd'hui. — (AFP.)

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

La rencontre des talents

Un cursus national ou un cursus multinational
à Paris, New-York, Berkeley et TokyoConcours d'entrée :
Juillet et Septembre.3^{ème} cycle :
pour IEP, DEA, DESS,
pharmaciens, ingénieurs,
maîtrise...2^{ème} cycle :
pour licence, DEUG, DUT,
BTS, Math Spé, Khâgne...Etablissement libre d'enseignement
supérieur - 8 rue de Lota
75116 Paris - Tél. 45 53 60 00

La clef de la réussite

ISIG

F. R.

Europe

Le colloque de Genève sur le millénaire

Débats et controverses sur le christianisme en Russie

GENÈVE
de notre correspondante

Le millénaire du baptême de la Russie est une date si grandiose et revêt de tels sens si nombreux qu'il ne saurait être appliqué à la seule religion mais à l'histoire, à l'art, à la culture, à la langue, à la morale, à la spiritualité du monde. « Non, ce n'est pas là une citation de Soljenitsyne, mais le début de l'intervention d'un écrivain soviétique, Valentin Rasputine, venu d'Irkoutsk prononcer, sur les rives du Léman, un exposé intitulé « La littérature russe contemporaine et la tradition millénaire », dans le cadre d'un colloque sur « L'héritage de mille ans de christianisme en Russie », organisé, du 16 au 18 juin, par M. Georges Nivat, professeur de littérature russe à l'université de Genève (le Monde du 18 juin).

Soviétique, pas mécontent de l'être, encore qu'il aime à répéter, quand on l'interroge sur la « perestroïka », qu'il n'y croit vraiment que quand l'Archipel du goulag sera publié à Moscou. L'écrivain s'est félicité de tout ce qu'il avait pu apprendre au cours du colloque et a dit combien il regrette que la possibilité ne lui ait pas été donnée d'assister à une réunion semblable bien des années plus tôt. L'une des particularités, peut-être symbolique, de cette manifestation a été de réunir des personnalités qui jusqu'à présent se fréquentaient peu. La participation d'un écrivain dissident-type, tel qu'André Siniavski en est un exemple.

Il ressort de ces rencontres — où l'on n'a pourtant pas parlé de la nature religieuse du « culte de la personnalité » — que l'homme russe est, en dépit de tout, un être croyant. « La Russie a engendré un type d'athée dont le fanatisme, l'ascétisme, le dévouement à la

cause, présentent de surprenants aspects religieux... c'est le militant de l'intelligentsia (...) avec sa foi fanatique dans le progrès », a déclaré le professeur Nivat dans son intervention.

M. Mikhaïl Agourski, chercheur à l'université hébraïque de Jérusalem, a, pour sa part, dépeint longuement les aspects millénaristes de la révolution bolchevique, dont les « forces spontanées » furent utilisées avant d'être « improprialement écra-

ses ». Une communication du professeur Nilita Struve, directeur du *Message orthodoxe* sur « Le problème juif dans la vision théologique de Serge Boulgakov », a suscité quelques controverses. Il est vrai que le sujet est épineux et l'on aurait souhaité que l'orateur fût plus précis à propos de l'antisémitisme manifesté dès 1917 par Boulgakov — que celui-ci justifiait par les responsabilités de certains juifs dans la révolution bolchevique — et qu'il tînt compte du contexte historique, sans garder le silence sur les pogroms, encouragés par une partie de l'Eglise orthodoxe. M. Struve indiqua pourtant que Boulgakov, dans son journal intime, s'élevait contre l'« insolence des sémites » et désignait en russe les juifs sous un terme (correspondant en français à « youpits »), rigoureusement banni du vocabulaire de l'intelligentsia russe.

Parmi une vingtaine d'autres interventions, dont la plupart ont laissé l'impression que le glas avait sonné pour tout ce qui représentait en Russie l'idéologie marxiste, celle des professeurs Alexis Berolovich, Efim Etkind, Nicolas Lossky, Veronique Lossky et Marie Sémon ont marqué l'important apport des universités partielles à la connaissance de l'héritage, plus vivace qu'on pouvait le penser, des mille ans du christianisme en Russie.

ISABELLE VICHNIAC

POLOGNE : le plus faible taux de participation du régime

Près d'un citoyen sur deux s'est abstenu aux élections locales

La Pologne a enregistré, le dimanche 19 juin, pour les élections locales, le plus faible taux de participation qu'ait connu le pays depuis l'arrivée des communistes au pouvoir : 56 %, selon l'agence officielle PAP.

Le taux de participation le plus bas précédemment enregistré était de 67,3 %, chef atteint lors du référendum organisé le 29 novembre dernier par le général Jaruzelski sur la réforme économique.

Les bureaux de vote, dont certains étaient ouverts pendant seize heures, sont restés désertés pendant l'après-midi. La journée de dimanche a plutôt été marquée par des manifestations à Gdansk, où des centaines de jeunes ont scandé « le communisme dehors », à Cracovie, où deux mille manifestants ont défilé derrière une bannière proclamant « Si vous voulez avoir faim, votez », et à Varsovie, où des étudiants ont organisé dans

la vieille ville une parade d'élections avant d'être dispersés par la police.

La direction de Solidarité avait appelé la population à boycotter ce scrutin qu'elle jugeait « antidémocratique » car, malgré un système de candidatures multiples mis en place pour la première fois, les listes électorales étaient établies par des « collèges » composés de gens associés au pouvoir. La campagne électorale s'était déroulée dans l'indifférence générale. (UPI, Reuter, AFP.)

La mission impossible de Solidarité

CRACOVIE
de notre envoyée spéciale

Forteresse stalinienne aux lourdes grilles, les deux bâtiments de la direction qui se dressent de chaque côté des lettres géantes « Huta im. Lenina » (Forges Lénine) symbolisent à eux seuls l'ambition des dirigeants polonais lorsqu'ils firent construire, au début des années 30, ce complexe sidérurgique aux portes de la vieille Cracovie : il s'agissait de créer un contre-poids prolétaire à cette place forte de l'intelligentsia catholique, foyer de la « réaction ». Aujourd'hui, les aciéries de Nowa-Huta ne se contentent pas de faire cracher à leur cheminée, à perte de vue, des colonnes de fumée rouge et grise, elles empoisonnent à un point alarmant la population et les monuments historiques de Cracovie. Avec ses trente-deux mille ouvriers, répartis sur 25 kilomètres carrés, ses immeubles d'habitation aux murs lépreux et ses nouvelles églises aux murs bataillés, le gigantesque complexe est devenu depuis 1980, pour l'ordre social en Pologne, un point aussi sensible que les chantiers navals de Gdansk.

Ici, la lassitude devant les difficultés quotidiennes est telle que les habitants abordent sans complexe l'étranger dans la file d'attente d'un hypothécaire taxi ou devant la maison vitrine d'une épicerie pour lui exposer leurs problèmes, comme de vulgaires clients. Les trous de sa veste en expliquant qu'il doit vivre avec l'équivalent de 25 dollars par mois.

Il y a six semaines, Nowa-Huta a de nouveau tremblé : une grève sauvage s'est étendue à près de la moitié des ouvriers, avant d'être brutalement brisée par l'intervention des forces de l'ordre au moment où une mission de médiation catholique approuvée par le gouvernement tentait de négocier. Paradoxalement, affirmant les responsables locaux de Solidarité, cet épisode a eu pour effet de donner un second souffle au syndicat dissous, qui a même lancé à Nowa-Huta une campagne d'adhésion avec distribution de cartes. Solidarité, disent-ils, est en train de payer aux grévistes leurs journées de grève, et le comité de grève s'est transformé en comité d'organisation aussi bien reçu par l'archevêque de Cracovie, Mgr Macharski. La direction a été contrainte de réintégrer, le 31 mai, Andrzej Szewczuk, le chef du comité de grève qu'elle avait licencié. « Un changement qualitatif fondamental est en cours pour Solidarité », estime Jan Rakita, juriste du syndicat indépendant à Nowa-Huta. « Avant la grève, dit-il, il y avait une structure clandestine qui regroupait une certaine élite mais n'avait pas d'assise militante. Maintenant, Solidarité recrute en tant que syndicat et dispose d'un groupe de responsables munis de mandats, alors que les mandats de 1980-1981 (période légale du syndicat) étaient un peu dépassés. » Ces responsables risquent d'être rapidement mis à contribution car, si l'on en croit les représentants de Solidarité, la situation demeure très tendue aux aciéries.

EN BREF

● ESPAGNE : échec d'une opération terroriste visant l'OTAN. — Trois personnes, de nationalité ouest-allemande sont recherchées par la police espagnole après avoir tiré des coups de feu sur des gendarmes lors d'un contrôle d'identité, le vendredi 17 juin, à la sortie d'un hôtel proche de Cadix, dans le sud-ouest de l'Espagne. Selon les enquêteurs, la commande préparait sans doute un attentat contre des responsables de l'OTAN. L'incident s'est produit à quelques kilomètres des casernes de soldats américains stationnés à la base navale de Rota. Les enquêteurs ont découvert dans l'hôtel un sac à dos contenant 15 kilos d'explosifs ainsi que des détonateurs. — (Reuter.)

● VATICAN : la rencontre de M^{re} Aquino et de Jean-Paul II. — La présidente des Philippines a déclaré, le samedi 18 juin à Jean-

Mais, reconnaissent-ils, ce « renouveau » de Solidarité reste limité. « Solidarité dispose de trois tiers de pont dans le pays — Nowa-Huta, Gdansk et Ursus (Varsovie) — ce qui est peu, observe Jan Rakita. Le grand problème, c'est d'élargir le mouvement. »

Car depuis la loi martiale (13 décembre 1981) et l'amnistie de 1986, la physionomie de l'opposition polonaise a évolué. Un autre militant d'opposition à Cracovie, Leszek Maleszka y distingue maintenant trois tendances nettes : les « réalistes », au premier rang desquels il place l'épiscopat, qui pensent que les autorités cherchent réellement à introduire des réformes ; les « radicaux » pour lesquels le communisme ne peut pas être réformé (la KPN, Confédération pour une Pologne indépendante, ou encore Solidarité combattante) ; et les « réformistes », qui estiment que le système communiste peut être modifié sous la pression : c'est la base idéologique de Solidarité. C'est aussi, à quelques formulations près, la vision de l'opposition qu'a Adam Michnik, historien et conseiller du syndicat (1). La « nouvelle opposition » qui avait pu se profiler l'an dernier à travers quelques intellectuels libéraux n'a pas réussi à percer, faute de chefs de file d'envergure ou de dynamique propre. En réalité, huit ans après la naissance du premier syndicat indépendant à l'Est, les grandes figures de l'opposition polonaise restent les mêmes. « Et le numéro un, au moins comme symbole, reste Lech Walesa », l'électricien de Gdansk devenu président du syndicat, relève un intellectuel « réaliste », M. Stanislaw Stomma, ancien député catholique.

Un nouveau chapitre

L'ancien état-major de Solidarité est parfaitement conscient qu'il n'est plus à la tête d'un mouvement de masse comme celui qui, en 1980, pouvait revendiquer 10 millions d'adhérents. Les grèves d'avril-mai, lors desquelles Solidarité a pris le train en marche, ont montré que la mobilisation générale était loin d'être acquise. « C'est un nouveau chapitre pour le Syndicat, commente un intellectuel catholique, celui qui avait été ouvert par la loi martiale est désormais achevé. Il y a maintenant un problème de structures : la KPN [direction nationale de Solidarité], les leaders, à part quelques personnalités comme Walesa ou Frasnyski, les gens s'en moquent. »

Précieux conseiller de Lech Walesa, le professeur Bronislaw Geremek reconnaît que Solidarité n'est plus assez implantée dans les entreprises. Il ajoute à ce problème celui de la jeune génération, dont la radicalisation s'est révélée en mai à Gdansk. « Un million et demi de travailleurs sont entrés sur le marché du travail depuis la loi martiale, explique-t-il. On ignore leur comportement. Beaucoup ont adhéré au syndicat officiel (OPZZ) sans même savoir de quoi il retournait. Maintenant nous savons que cette génération est bouillonnante et très radicale. Ce que propose Soli-

CHARLES RONSAC

Trois noms pour une vie

Ronsac, homme de gauche en perpétuelle évolution, bouge avec son temps.

Jean Pénchals/LE MONDE

Dans la vie de Charles Ronsac, les fées ont précédé les faits.

Jean Guillon de l'Académie française/LE FIGARO LITTÉRAIRE

Quand on a côtoyé dans sa jeunesse Bataille, Leiris, Naville, Queneau, Simone Weil, il n'y a pas de surprise à devenir écrivain.

Antoine de Gaudemar/LIBÉRATION

Ces mémoires n'ont pas d'équivalent. Il a su voir son siècle.

Pierre Dais/LE QUOTIDIEN DE PARIS

Ronsac, bienveillant, perspicace, sérieux et travailleur, observe, note, admire, regrette, évalue sans fadeur ni cynisme. Ah, l'honnête homme que voilà !

Anne Kriegel/LE FIGARO

Ronsac écrit sur cette période (les années 20 et 30) et ce milieu ("l'aristocratie marxiste") des pages dignes de devenir classiques.

François Furet/LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un bon livre, bourré de faits petits et grands, plaisant à lire et très souvent passionnant.

Maurice Nadeau/LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

Le parcours d'un qui s'est fait tout seul et a réussi sans cesser d'être honnête homme. Un cas.

Jean-Claude Laffont/LE CANARD ENCHAÎNÉ

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

RDA Berlin-Est perd la « guerre du rock » : plusieurs dizaines d'interpellations

Malgré leurs efforts pour allumer un contre-feu en organisant des concerts de rock « officiels », les autorités est-allemandes n'ont pu éviter les rassemblements le long du mur des jeunes venus écouter les vedettes... se produisant de l'autre côté, à Berlin-Ouest.

Après avoir laissé faire pour les concerts de Pink Floyd, jeudi soir, puis de Nina Hagen, samedi, les forces de sécurité ont intervenues dimanche soir 19 juin, alors que quelques milliers de jeunes tentaient de percevoir des bribes de celui de Michael Jackson depuis l'avenue Unter den Linden, à proximité de la porte Brandenbourg. Selon le correspondant de l'AFP, quelques dizaines de personnes ont été

interpellées, et les équipes de télévision ouest-allemandes brutalement empêchées de tourner. La groupe britannique Big Country, le chanteur canadien Bryan Adams et la patineuse est-allemande Katarina Witt se produisaient au même moment à Berlin-Est devant cent mille personnes pour un concert donné « au bénéfice de la démocratisation ».

L'année dernière à la même époque, des incidents avaient éclaté à proximité du mur entre les jeunes venus écouter les concerts donnés de l'autre côté du mur et la sécurité d'Etat. Celle-ci avait procédé à plusieurs dizaines d'arrestations, provoquant de vives protestations à l'Ouest. — (AFP, Reuter.)

Selon un sondage Les Britanniques et les Danois sont les moins « européens » des Douze

Bruxelles (AFP). — Un sondage Gallup International, commandé par un intergroupe de députés du Parlement européen et dont les résultats ont été publiés le samedi 18 juin par deux quotidiens belges, montre que les citoyens de deux pays, la Grande-Bretagne et le Danemark, sont en majorité hostiles à une unification fédérale de l'Europe, à l'inverse des autres pays, qui y sont favorables.

Un Européen sur deux se prononce pour l'attribution au Parlement de Strasbourg du pouvoir de voter des lois directement applicables dans chacun des pays membres. Les plus favorables sont les Italiens (69 %), suivis des Français (61 %), des Belges (58 %) et des Espagnols (51 %). Danois (64 %) et Britanniques (54 %) se prononcent majoritairement contre, tandis que les Allemands de l'Ouest s'interrogent (39 % pour 35 % contre, 26 % d'abstentions).

De même, Italiens, Belges, Espagnols et Français sont largement favorables à la formation d'un gouvernement européen responsable devant le Parlement européen, tandis que Danois et Britanniques y sont opposés.

Enfin, la plupart des pays souhaitent la formation d'une « union européenne », même si cela devait signifier que ceux qui ne sont pas d'accord restent en dehors de cette construction. En revanche, une majorité de Danois et de Britanniques restent contre cette union, qu'elle soit faite avec ou sans eux.

Ce deuxième « Eurobaromètre union européenne » a été effectué du 18 mars au 29 avril dans les douze pays de la CEE auprès de onze mille sept cents personnes de plus de quinze ans. Le premier, qui remonte à octobre-novembre 1987, avait donné des résultats sensiblement identiques.

Amériques

Le coup d'Etat en Haïti

Deux folles journées

Casqué et portant un pistolet mitrailleur, le général Henri Namphy a confirmé lui-même, dimanche soir 19 juin, qu'il avait pris le pouvoir, dans une allocution télévisée depuis le Palais national. « *Faites-moi confiance, faites confiance à l'armée* », a déclaré le général, acclamé par des soldats en armes. L'ancien président du Conseil national de gouvernement (CNG), qui a dirigé l'Etat haïtien pendant deux ans, avait été destitué vendredi de ses fonctions de commandant en chef des forces armées par le président Leslie Manigat pour « insubordination ».

La crise ouverte entre les deux hommes semblait pourtant avoir tourné dans un premier temps à l'avantage du président civil élu, après un scrutin très décrié le 17 janvier dernier. Samedi, la capitale paraissait calme, et aucune

contestation de la décision présidentielle n'était signalée. Dans les principales unités de combat stationnées à Port-au-Prince, les mutations décidées par le gouvernement haïtien à la tête des forces militaires — dans le sens de leur modernisation et de leur démocratisation — ne suscitaient apparemment aucune critique.

La plupart des observateurs parlaient d'une épreuve de force gagnée par le chef de l'Etat, qui assurait samedi dans une interview à Radio France internationale « *Tous les responsables militaires m'ont assuré de leur soutien* ». La résidence du général Namphy était, assurait-on, sous contrôle des forces loyalistes, dans la villa située au nord de Port-au-Prince.

Dans la soirée de dimanche pourtant, de nombreux coups de feu ainsi

que des explosions de grenades secouaient la capitale. Les tirs provenaient de jeeps et de voitures particulières, principalement dans la zone du Champ-de-Mars, à proximité du Palais national. La population, qui a une longue expérience de la terreur soudaine, commença à paniquer. La ville se vide rapidement de ses automobilistes et passants. Très vite, les transports publics, ces taxis collectifs très colorés surnommés « *Tap-tap* », interrompent leur service.

Peu de temps après, une violente fusillade, ponctuée de coups de canon, éclate dans l'enceinte même du Palais national. Aidé par des militaires qui lui sont restés fidèles, le général Namphy prend possession des lieux à la tête des blindés de la garde présidentielle. D'autres forces pouschistes s'assurent au même moment le contrôle d'un moins deux postes de police de la capitale. Le tristement célèbre Fort-Dumuche, principal lieu de torture et d'emprisonnement de l'ère Duvalier, est repris aux militaires loyalistes.

L'ancien commandant en chef des forces armées adresse aussitôt des télégrammes aux garnisons de province pour les informer de son retour au pouvoir. Il envoie aussi un ultimatum aux casernes commandées par le colonel Jean-Claude Paul,

proche du président, qui avait appuyé sa mise à la retraite. La villa où réside le président Leslie Manigat est encerclée par la garde présidentielle placée sous le contrôle du général Namphy. Ce dernier devrait annoncer bientôt, selon son entourage, la formation sous sa direction d'une junte exclusivement militaire.

Dans la nuit de dimanche à lundi, depuis sa villa, le chef de l'Etat assure au correspondant de l'AFP qu'il « *se considère toujours comme le président constitutionnel d'Haïti* ». Il reconnaît que le général Namphy a « *appuyé par une partie de la garde présidentielle et des officiers qui avaient été mis à la retraite, est entré au Palais national après avoir préparé ce coup d'avance* ». M. Manigat, qui s'exprime, selon l'agence, d'une voix calme mais lasse, indique aussi que son intégrité physique n'est pas menacée.

Lundi en fin de matinée, le gouvernement américain, par la voix de M. Martin Fitzwater, porte-parole de la présidence, a fait une brève déclaration assurant que les Etats-Unis ont « *soutenu le régime civil haïtien et continueront à le faire* ». Le porte-parole a simplement précisé : « *Nous avons besoin de vérifier les faits. Nous ne voulons pas faire de spéculations* ». — (AFP, Reuters, UPI.)

Le général Namphy et le président Manigat

L'impossible cohabitation

La crise qui vient une nouvelle fois de secouer la petite île des Caraïbes met en relief l'affrontement entre deux hommes que tout oppose.

Le militaire de carrière, issu de la première promotion d'une école de guerre ouverte par Jean-Claude Duvalier, n'est guère sorti d'un pays qu'il a sillonné au gré de ses nominations dans la plupart de ses provinces. Son aspect débordant, un certain libéralisme et sa carrière exemplaire d'élève à l'école de l'armée ont valu au général Namphy une certaine popularité. Mais, comme la plupart des Haïtiens, il entretient une certaine méfiance à l'égard de la figure du général Namphy.

Depuis quelques mois déjà, celui qui a le titre de lieutenant général commandant en chef des forces armées apparaît alors comme l'homme idéal pour une nécessaire période de transition. Lorsqu'il prend la tête du premier Conseil national de gouvernement, il est surnommé « *Chouchou* », et jouit d'une popularité sans pareille. Très vite pourtant la multiplication de « bavures » de l'armée — qu'il couvre systématiquement — son absence de sens politique et ses liens avec les militaires corrompus et auteurs de multiples violations des droits de l'homme vont lui faire perdre son prestige.

A plusieurs occasions il semble vouloir mettre un frein au rétablissement de la démocratie civile et il ne trouve pas de mots assez durs pour qualifier l'opposition politique qui tente de s'organiser. Lors de la mise en place du conseil électoral provisoire, organisme indépendant chargé d'organiser les élections, le général s'oppose plusieurs fois aux décisions du Conseil. La réaction des militaires s'accroît pour déboucher l'été dernier sur une nouvelle vague de violences qui fera, selon Amnesty internationale, 23 morts et 135 blessés.

A aucun moment le général Namphy ne tente de calmer le jeu et les élections du 29 novembre seront annulées par lui après des violences bagarres provoquées par les partisans de l'ancien régime et certains militaires. A l'époque, déjà, il est soupçonné de conduire un coup d'Etat qui ne veut pas dire son nom, malgré ses promesses répétées de transmettre le pouvoir le 7 février 1988 à un gouvernement civil régulièrement élu. Pendant les deux années passées à la tête de l'Etat haïtien, il n'aura cessé de « verrouiller » l'organisation de l'armée pour la mettre à l'abri de décisions politiques et affirme à maintes reprises qu'il continuera d'exercer ses fonctions de chef d'état-major des armées.

C'est avec cet « homme fort » du pays que le nouveau prési-

dent, Leslie Manigat, compose avant même son élection à la tête du pays. Le soutien du général permet à ce « professeur » érudit et barde de diplomate d'obtenir l'appui de l'armée lors d'une consultation électorale boycottée par la majorité des notables politiques de l'époque. Cette « compromission » d'un homme qui a passé vingt-trois ans de sa vie en exil, après avoir pris ses distances avec le régime de François Duvalier, qu'il avait soutenu — comme la plupart des Haïtiens — entache son arrivée au pouvoir.

Brûler les étapes

De nombreuses voix s'élèvent pourtant à l'égard du nouveau président. On ne peut que souligner chaque fois la compétence et l'humanisme. Son premier gouvernement est composé pour la plus grande majorité de techniciens reconnus pour leur compétence. Les membres de son cabinet soulignent même la position très en retrait du ministre de la défense, le général William Regala, qui n'arrive qu'au onzième rang dans l'ordre protocolaire. La relative mise à l'écart de ce militaire, proche du général Namphy et ancien membre du Conseil national de gouvernement, semble prouver la volonté de séparation des pouvoirs affirmée par le nouveau président.

Parallèlement, Leslie Manigat, rompu aux relations internationales, tente de redorer l'image de son pays et de lui-même. Un de ses proches soulignait il y a peu ce désir : « *Leslie Manigat a dit : si difficilement et si mal élu — qu'il a l'ardente volonté d'être un bon président* ». Autoritaire et ambitieux, il a voulu mettre au pas l'homme qui a facilité son accession au pouvoir et casser le bastion constitué par les forces armées d'Haïti. « *Aucune solution politique n'est viable sans l'armée* », disait-il à la veille du scrutin.

En voulant, avec l'appui de certains militaires, mettre l'armée haïtienne au pas, il a peut-être brisé les liens de l'issue de la crise actuelle dépendront à l'évidence les prochains rapports entre les autorités civiles et militaires, mais l'opposition entre un militaire que l'on dit bon et l'humanisme éclairé, l'un des deux devait être écarté. La Constitution et la démocratie n'ont pour l'instant — et comme souvent en Haïti — servi de rien.

DENIS HUTIN-GUIRAUT.

Proche-Orient

ISRAËL

« Itinéraire imposé » pour les émigrants juifs soviétiques

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qui ne perd pas facilement le moral, confiait il y a peu son « *désespoir* » : près de 90 % des juifs soviétiques obtiennent le droit d'émigrer et d'être munis d'un visa israélien boudent l'Etat hébreu et choisissent de s'installer directement aux Etats-Unis.

A Jérusalem, on les appelle méchamment des « *déclasseurs* » des ingrats. Le directeur général de la présidence du conseil, M. Yossi Ben Aharon, y voit « *une tragédie pour le peuple juif* ». D'autant plus amèrement ressentie que l'émigration soviétique s'est depuis un an sensiblement accrue (plus de mille départs par mois). M. Ben Aharon aurait pu tout aussi bien parler d'échec ou d'humiliation : si les enfants chéris de la diaspora soviétique, qui compte peut-être deux millions de personnes et représente ainsi la dernière chance d'un nouvel et massif afflux d'émigrés, obéissent si facilement aux sirènes de l'opulente Amérique, c'est effectivement à désespérer du sionisme.

Le gouvernement a voulu réagir. Il a décidé, dimanche 19 juin, d'imposer aux juifs soviétiques ayant obtenu un visa pour Israël un itinéraire plus contraignant qu'il ne l'était jusqu'alors (Roumanie), les conduira directement à l'aéroport de Tel-Aviv.

Le système est partiellement appliqué depuis quelques mois. Il s'agit de le rendre systématique et surtout d'éviter à tout prix cette étape de Vienne où se produisent les « *défections* ». Jusqu'à présent, les juifs soviétiques autorisés à émigrer en Israël pour aller y retrouver des parents (le premier officiel est la « *réunion des familles* ») présentaient le train, faute de vol direct Moscou-Tel-Aviv.

Il s'agissait à Vienne où leur était immédiatement attribué le statut de réfugié politique, document leur permettant d'obtenir automatiquement un visa pour les Etats-Unis. Autrement dit, comme le révélaient M. Ben Aharon, « *le visa israélien servait en fait de ticket d'entrée aux Etats-Unis* ». Dans les milieux officiels israéliens, on accuse même les organisations juives américaines ayant pignon sur rue à Vienne de faire l'arbitrage auprès des nouveaux émigrés afin de s'attacher leur reconnaissance et d'augmenter leurs effectifs.

Le voyage par avion Moscou-Bucarest-Tel-Aviv est plus sûr. A Bucarest, pas de statut de réfugié politique, donc pas de visa américain automatique ni d'organisations juives américaines pour prendre en charge les nouveaux arrivants qui, munis de leur seul visa israélien, n'auront sans doute d'autre possibilité que de s'embarquer sur la ligne

Bucarest-Tel-Aviv, unique vol direct existant aujourd'hui entre un pays de l'Est et Israël.

Les modalités du nouveau système ne sont pas encore arrêtées. L'ambassade des Pays-Bas à Moscou, qui représente les intérêts de l'Etat hébreu, pourrait ne délivrer que des visas israéliens temporaires, uniquement valables pour la Roumanie, seul pays d'Europe de l'Est avec lequel Israël entretient des relations diplomatiques.

De longues délibérations

La décision du gouvernement n'a été acquiescée qu'après de longues délibérations. Deux ministres ont voté contre, MM. Ezer Weizman et Itzhak Peretz, et trois se sont abstenus. On imagine facilement le débat : fallait-il continuer à fermer les yeux, à faire fi de l'orgueil national et des intérêts du sionisme pour ne privilégier que le plus important, la porte de sortie ouverte aux juifs soviétiques ? Ou bien fallait-il « *imposer* » un itinéraire au risque d'empêcher sur la liberté de choix des intéressés, et peut-être de limiter ainsi le nombre de candidats au départ ?

M. Weizman a tranché : « *Je suis opposé à tout arrangement qui obligerait les juifs qui ne le désirent pas à se rendre en Israël. L'Etat a été créé pour que les juifs puissent y venir de leur propre volonté, ce qui est le droit de tout homme* ».

Dans les milieux officiels, on fait valoir que la question ne se pose pas dans des termes aussi dramatiques. Depuis l'été dernier, dit-on, les Soviétiques sont disposés à permettre aux juifs d'émigrer pour un autre pays qu'Israël, et notamment aux Etats-Unis, pour peu qu'ils y aient un parent direct. On se refuse à dire que Jérusalem « *impose* » une destination : « *Israël n'est pas une prison* ». Après tous les efforts que nous avons consentis pour eux, il est normal que les juifs soviétiques viennent en Israël au moins pour une période d'essai après laquelle ils pourront toujours solliciter, s'ils le souhaitent, un visa auprès de l'ambassade américaine à Tel-Aviv.

Certes, mais dans des conditions beaucoup plus difficiles puisqu'ils seront alors citoyens israéliens et auront perdu leur statut de réfugié politique. Tel est du moins l'argument avancé par plusieurs organisations d'émigrés soviétiques en Israël. A l'instar de l'ancien refusant Chicharanski et du gouvernement américain, elles sont opposées à tout nouveau système. Elles estiment que l'important est la liberté d'émigrer pour les juifs soviétiques, ce qui inclut le libre choix du pays d'accueil.

ALAIN FRACHON.

Nouvelle flambée de violence dans les territoires occupés

Jérusalem (AFP). — Un jeune Palestinien a été tué par balles, le samedi 18 juin, lors d'un affrontement avec des militaires israéliens, dans le camp de réfugiés de Khan-Yunis, dans le sud de la bande de Gaza. Plusieurs autres résidents du

camp, qui manifestait et jetait des pierres, ont été blessés par balles.

La bande de Gaza a été paralysée, samedi, par une grève générale du commerce lancée par le Mouvement de résistance islamique (Hamas) et Al-Moukavama Al-Islamiya, HAMAS, une organisation palestinienne inspirée par le mouvement des Frères musulmans).

Des affrontements sporadiques ont opposé des manifestants palestiniens aux forces de l'ordre israéliennes dans le quartier Sabra de Gaza, dans le camp de réfugiés de Jabalya et dans le village de Bani-Soubaila, près de Khan-Yunis.

D'autre part, à Jérusalem-Est, des heurts se sont produits à la rue Salaheddine, la principale artère de cette partie de la ville, entre des groupes de quelques dizaines de jeunes Palestiniens et la police israélienne.

INÉDIT

Le fait français dans le monde

LA FRANCE

3^e SUPERPUISANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et maintenant la France dans le monde : une nouvelle hiérarchie. Préface française : zone franc, Défense, relations de points : les zones climatiques et météo, l'Europe : 2 décennies territoriales (zone méditerranéenne), DOM-TOM, l'Asie et les 49 pays d'Europe (zone française), 356 pages, 90 F.

Paru chez l'éditeur :

François DE PREUIL

CHATEAU DE PREUIL

49560 NUEL-SUR-LAYON

Enfin les éditorialistes, les polémistes et les militaires commencent à l'admettre. Ils laissent leurs plumes pour faire place à l'idée dans les conférences, séminaires et débats TV. Mais la mutation en 2^e rang territorial mondial n'est-elle que la Nouvelle-Calédonie, quel est son statut, demeure dans la République.

Echec de la « transition démocratique »

7 février 1986. — L'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier quitte le pays. Le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG), promet un retour progressif à la démocratie. Mais cet espoir ne va jamais cesser de se heurter à la résistance des militaires duvalliéristes et aux réserves de l'armée, au sein de laquelle le général Namphy joue un rôle ambigu.

18 février. — Le général Namphy annonce une nouvelle Constitution et des élections au suffrage universel direct.

24 mars. — Après la démission de quatre des sept membres du CNG, cinq mille manifestants demandent un gouvernement provisoire civil.

5 juin. — Annonce officielle d'élections législatives et présidentielle pour novembre 1987 sous la pression de nombreuses manifestations au mal et juin réclament un « calendrier » (deux morts).

Septembre-octobre. — Manifestations antigouvernementales. Plusieurs politiciens dénoncent la réapparition des « *macoutes* ». Le général Namphy réaffirme sa volonté d'organiser des élections libres.

1987

29 mars. — Forte participation au référendum sur le projet de Constitution, qui recueille 99 % de votes favorables.

15 mai. — Création du Conseil électoral provisoire (CEP), chargé d'organiser les élections et formé de représentants indépendants de divers secteurs de la société.

29 juin-10 juillet. — Grève générale à l'appel de cinquante-sept organisations politiques, syndicales et religieuses pour protester contre un décret gouvernemental rédui-

sant le rôle du CEP. Une grève générale massivement suivie réclame la démission du CNG. Au moins vingt personnes sont tuées lors de ces journées.

23 juillet. — Une centaine de paysans sont massacrés par un groupe armé.

13 octobre. — Cinq jours après l'ouverture de la campagne électorale, un casier à la présidence, Yves Volé, est assassiné.

22-28 novembre. — Multiplication des violences par des groupes armés (au moins vingt-six morts).

29 novembre. — Après quarante-huit heures de terreur répandue par des groupes armés, qui ont tué des dizaines de personnes, l'armée demeure étrangement passive, le général Namphy annule les élections et dissout le CEP. Les Etats-Unis interrompent aussitôt toute aide non humanitaire.

4 décembre. — L'Eglise haïtienne fait savoir qu'elle refuse, comme la plupart des mouvements d'opposition, de participer à un nouveau processus électoral dans ces conditions.

1988

17 janvier. — Les nouvelles élections sont marquées par une abstention massive et par de nombreuses irrégularités. M. Leslie Manigat sera néanmoins proclamé président.

22 janvier. — M. Louis Déjoux, l'un des chefs de l'opposition, est incarcéré.

15 juin. — Vive tension entre les militaires et le pouvoir civil, qui s'oppose à des mutations ordonnées par le chef de l'armée, le général Namphy.

17 juin. — Le président Manigat limoge le général Namphy.

16/17/18 JUIN 20/21/22 JUIN

CHEZ DARL'MAT

3+3

font

9

alors que partout ailleurs c'est six. Parfois sept. Mais chez Darl'mat, avec tous ces plus offerts pendant ces deux fois trois jours de prix exceptionnels, ça peut bien faire neuf. Allez donc le vérifier.

Darl'mat

PEUGEOT TALBOT
146 Bd DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

(Publicité)

CLASSES PREPA
d'été ou annuelles
SCIENCES-PO et MÉDECINE
La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres
CEPES
57, rue Charles-Latouche, 92200 Nanterre
☎ 45.06.18 ou 47.22.94.94

LE MONDE
diplomatique
juin 1988

AFGHANISTAN :
Entre compromis politique
et guerre civile

de juin
EST PARU

Proche-Orient

Les otages étrangers du Liban Quatre parlementaires britanniques s'informent à Téhéran du sort de Terry Waite

LONDRES
de notre correspondant

Le docteur Robert Runcie, archevêque de Canterbury, qui s'était contenté jusqu'ici de prier pour la libération de son émissaire personnel M. Terry Waite, retenu en otage au Liban depuis le 20 janvier 1987, s'est enfin décidé à agir en organisant le voyage à Téhéran de quatre parlementaires qui ont quitté Lon-

dra le dimanche 19 juin. Mais il risque de s'attirer ainsi les foudres... de M. Thatcher.

La « Dame de fer » ne saute pas de joie à l'idée de cette visite, a indiqué un de ses proches conseillers. Certes, elle avait été durement informée de l'initiative du docteur Runcie avant de partir à Toronto, mais elle n'apprécie pas outre mesure la coïncidence de date. Au Canada, le premier ministre va en effet condamner une fois de plus le terrorisme et répéter que la Grande-Bretagne « ne négocie pas » avec les preneurs d'otages au moment même où une délégation parlementaire comprend deux députés conservateurs, M. Cyril Townsend et Robert Hicks, se trouve à Téhéran.

Selon « The Independent » de Londres

Les Etats-Unis ont eu des entretiens à un niveau subalterne avec Téhéran

Londres (Reuter). — Les Etats-Unis ont eu depuis dix-huit mois des entretiens secrets avec l'Iran, même après l'affaire de l'irangate, affirme le lundi 20 juin, le quotidien britannique The Independent.

Le journal, qui tient ses informations de source américaine autorisée, indique que des « entretiens de proximité » ont eu lieu à Genève aux environs du 15 mai, et à Alger aux environs du 1^{er} juin.

Il ajoute que le but de Washington est de maintenir les moyens d'un dialogue avec les responsables de Téhéran, afin de permettre aux Etats-Unis de jouer un rôle en Iran après la disparition de l'imam Khomeiny.

D'après The Independent, les entretiens ont été approuvés par le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz. Bien que ne constituant pas officiellement une négociation pour la libération des otages américains détenus au Liban, ils constituent un forum permettant d'évoquer la question.

Ces conversations, précise le journal, ont délibérément été organisées à un niveau subalterne afin d'éviter d'embarrasser les gouvernements des deux pays, mais elles étaient contrôlées, côté américain, par le vice-secrétaire d'Etat, John Whitehead, et par le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy. Ceux-ci étaient assistés à une ou deux réunions.

Leurs homologues iraniens étaient Sadek Tabatabaï, beau-frère d'Ahmad Khomeiny, fils de l'imam Khomeiny, et Mohammad Javad Laridjani, vice-ministre des affaires étrangères chargé des questions européennes et nord-américaines.

La guerre du Golfe

Polémique autour de la bataille de Mehran

Les Moudjahidines du peuple, installés en Irak, ont affirmé, le dimanche 19 juin, avoir enlevé la ville frontalière irakienne de Mehran, à moins de dix kilomètres de la frontière irakienne. Dans un communiqué publié à Bagdad, les bruns armés de l'Armée de libération nationale (ALNI), commandée par Massoud Radjavi et son épouse Maryam, précise qu'elle a occupé Mehran, moins de onze heures après le déclenchement de l'offensive baptisée « Quarante étoiles ».

Téhéran a aussitôt démenti l'occupation de la localité de Mehran, qui se trouve dans un « no man's land » entre l'Irak et l'Iran et n'est plus qu'une ville désertée de ses habitants. Les iraniens n'ont pas confirmé la participation des opposants à l'attaque contre Mehran et ont imputé la paternité de l'attaque aux troupes irakiennes qui, selon eux, ont « franchi les frontières internationales » et « attaqué » la ville de Mehran, après avoir eu recours massivement aux armes chimiques. L'agence d'information IRNA a affirmé que l'attaque de l'armée irakienne avait été « mise en échec » et « contenue sur tous les flancs ».

L'Irak pour sa part a démenti l'engagement de ses troupes contre Mehran. Selon le ministre irakien de l'Information, ce sont les Moudjahidines du peuple qui ont mené cette attaque « comme nous l'avons appris », a-t-il souligné.

La polémique autour de l'identité des attaquants semble académique. L'ALNI qui s'est installée depuis un an dans différentes bases de l'armée irakienne mises à sa disposition par Bagdad, fait en effet partie intégrante du dispositif militaire irakien et lance des opérations ponctuelles contre le territoire sous l'ombre protectrice de l'armée de Bagdad. Il est d'ailleurs inconcevable qu'elle puisse se livrer à une quelconque activité militaire contre l'Irak sans l'autorisation du haut commandement irakien.

A la veille de la reconquête de Chdalmaché en mai dernier, le général Adnan Kharrat, ministre de la défense irakien, avait affirmé que l'Irak comptait non seulement hériter son territoire, mais égale-

ment mener des offensives en territoire irakien, en occupant les localités irakiennes à partir desquelles la « sécurité » de l'Irak est menacée. Il avait cité notamment les villes de Mehran et de Dehloran au centre du front, et la région de Chdalmaché, présente que des opérations semblables à celle déclenchée à Peshawar ont été d'ores et déjà mises en point. Il serait étrange que les Iraniens aient en définitive décidé de confier une mission à laquelle ils attachent une importance primordiale, à leurs seuls alliés Moudjahidines.

J. G.

Asie

Jean-Paul II a canonisé 117 catholiques martyrisés au Vietnam aux XVIII^e et XIX^e siècles

Le pape Jean-Paul II a procédé, dimanche 19 juin, à la canonisation de cent dix-sept catholiques martyrisés pour leur foi au Vietnam, aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Quatre-vingt-seize d'entre eux sont des Vietnamiens, dont quarante religieux. Les autres sont onze domi-

nicains espagnols et dix prêtres français des Missions étrangères de Paris. Quelque huit mille Vietnamiens d'Europe ont assisté à la messe. Radio-Hanoi a demandé aux catholiques du Vietnam — entre quatre millions et cinq millions de fidèles, sur soixante-quatre millions d'habitants — de

ne pas célébrer, dimanche, cette cérémonie, dont la date coïncidait avec le Jour des forces armées de l'ancien régime de Saigon. L'administration a fait savoir à la hiérarchie catholique qu'elle était prête à approuver des célébrations de la canonisation « un autre dimanche ».

« Mandat du ciel » et « loi des Portugais »

La première évangélisation connue au Vietnam remonte à 1615, avec l'arrivée de deux Pères jésuites, dont un Portugais. En 1624 arrive le Père Alexandre de Rhodes, demeuré célèbre pour avoir « romanisé » l'écriture vietnamienne. Dans le Sud, où il débarque, une communauté de quelques centaines de chrétiens existe déjà. A l'époque, sous la dynastie des Lê, sans grande autorité, le « pays du Sud » est alors divisé, les seigneurs Trinh en gouvernant le Nord et les Nguyen le Sud. A la fin du dix-huitième siècle, les Nguyen — aidés par des Occidentaux, dont Mgr Pigneau de Behaine — imposent leur autorité à tout le pays. En 1802, Gia-Long fonde la dynastie des Nguyen, dont le dernier rejeton sera Bao-Dai, qui vit aujourd'hui en exil en France.

Avant la colonisation française, le Vietnam est un pays de tradition confucéenne géré par des mandarins — recrutés à l'occasion de concours littéraires — et dont l'empereur hérite, comme en Chine, d'un « mandat du ciel ». Le Père Jean Maïs, des Missions étrangères de Paris, qui a vécu dix ans au Vietnam, résume très bien ce que Paul Mus, notamment, avait longuement expliqué dans son ouvrage *Sociologie d'une guerre* (Le Seuil, 1952) : « L'univers vécu par la population vietnamienne avec ses divers éléments se reflète dans « le Ciel, puissance bienfaisante, la société, dont le ciment est le culte des parents et des ancêtres, l'empereur Fils du Ciel, dont le mandat dure tant qu'il maintient l'harmonie entre l'ordre cosmique de l'ordre social » (1).

En conséquence, face à l'évangélisation, mandarins et empereurs interviennent, au début, « en tant que garants d'un ordre social qui se sent menacé », et cela, en dépit des relations, parfois très bonnes, qu'ils entretiennent avec les missionnaires. La religion chrétienne est « religion étrangère de par son origine et par son contenu ». Elle est d'ailleurs

communément appelée, à l'époque, la « loi des Portugais » (1). Sans attendre, donc, la menace de la conquête française, pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, un ordre social et politique se sent menacé par une religion qui introduit une hiérarchie nouvelle, étrangère et dangereuse.

Les chrétiens ont beau protesté de leur soumission à l'empereur, les mandarins les pressent d'abandonner la « loi des Portugais » qui introduit un autre dieu, alors que les empereurs « se conçoivent comme Fils du Ciel, à la fois souverains pontifes, législateurs et juges suprêmes » (1). Beaucoup de mandarins, et des empereurs, ne contestent pas le dévouement des chrétiens. Mais la question n'est pas là.

Les persécutions ont donc commencé très tôt et se poursuivront, avec des périodes de grand calme. Le plus souvent à tort, les catholiques sont également soupçonnés d'alimenter ou de participer à des révoltes. En règle générale, dans cette phase d'avant la colonisation, on leur donne le choix entre renoncer à leur foi, — marcher sur la croix, — et mourir, le plus souvent avec supplice. Au dix-septième siècle, cent dix chrétiens sont déjà morts pour leur foi.

Persécution générale

En 1843, pour la première fois, puis en 1847, des navires français se présentent dans le port de Tourane (Da-Nang) et exigent, auprès du souverain de Hué, la libération de prêtres français. Les persécutions se renforcent. A l'accusation traditionnelle de suivre des coutumes étrangères s'ajoute, désormais, celle de l'alliance entre le sabre et le goupillon : la complicité avec une puissance étrangère après la « dépravation ». Les chrétiens du Vietnam, à commencer par des missionnaires français, ont voulu éviter le piège de cette « protection » étrangère, mais rien n'y a fait.

AFGHANISTAN

La résistance a annoncé la composition de son gouvernement intérimaire

L'Alliance des sept partis de la résistance afghane a rendu public, le dimanche 19 juin, à Peshawar (sud-ouest du Pakistan) les noms des douze ministres de son gouvernement intérimaire.

L'Alliance a également appelé les moudjahidines à ne pas lancer d'attaque contre les troupes soviétiques.

Les deux vice-présidents du gouvernement appartiennent à des factions modérées, tandis que fondamentalistes et modérés se partagent les portefeuilles de manière équilibrée. Le gouvernement a en compte aucun des chefs militaires de la résistance en Afghanistan. La composition du cabinet a été rendue publique lors d'une conférence de presse donnée à Peshawar par son président, M. Ahmed Shah, dont la nomination à ce poste était connue

depuis un certain temps, et par le nouveau chef de l'Alliance, Syed Ahmed Gailani.

Ce dernier a appelé les chefs des partis de l'Alliance à ne pas lancer d'attaque contre les troupes soviétiques qui se retirent d'Afghanistan.

Entre-temps, la résistance a affirmé avoir pris la ville de Qalat, capitale de la province de Zabul, dans le sud-est de l'Afghanistan, le 18 juin, après plusieurs jours de violents combats. Il s'agit de la première capitale provinciale afghane prise par les résistants depuis l'intervention des troupes soviétiques en 1979, soulignent les observateurs. Qalat (environ 40 000 à 50 000 habitants) est située sur la route stratégique qui relie Kaboul, la capitale, à Kandahar, la seconde ville au sud-est du pays. — (AFP.)

La négociation sur le Cambodge

Pékin serait disposé à offrir l'asile aux principaux dirigeants khmers rouges

PÉKIN
de notre correspondant

Le prince Norodom Sihanouk est arrivé, le lundi 20 juin, à Pékin, en provenance de Pyongyang, alors que se dessine la possibilité de voir un véritable dialogue s'engager avec le Vietnam sur le Cambodge. L'élément le plus nouveau, indiquant que la Chine ne veut pas rester à l'écart d'une négociation, est venu de Washington avec l'annonce que Pékin serait disposé à donner asile à M. Pol Pot et à certains de ses associés à la tête du mouvement khmer rouge dans l'hypothèse d'une solution politique au Cambodge.

Cette offre, selon le Washington Post, a été formulée pour la première fois en mars, par M. Wu Xue-qian, alors en visite aux Etats-Unis en sa qualité de ministre des affaires étrangères. La question a été à nouveau discutée, selon les mêmes informations, au début du mois aux Nations unies entre responsables chinois et américains. L'offre chinoise satisfait au moins partiellement une revendication essentielle du Vietnam, qui est de voir le démantèlement de la direction politique khmer rouge, dont M. Pol Pot reste le personnage central, malgré les changements de pure forme intervenus au cours des dernières années.

Parmi les proches de M. Pol Pot qui se réfugièrent en Chine dans cette hypothèse, on peut penser que Pékin accepterait que figurent M. Ieng Sary, ex-ministre des affaires étrangères au temps du régime khmer rouge à Phnom-Penh, ainsi que les épouses de ces deux hommes, qui sont sœurs : M^{me} Khieu Ponnary (M^{me} Pol Pot) et Khieu Thirith (M^{me} Ieng Sary).

Les deux couples ont été considérés comme le véritable noyau dirigeant du « Cambodge démocratique » de 1975 à 1979.

Mais ce geste est principalement symbolique, la question de l'assistance militaire chinoise à la guérilla khmer rouge n'ayant apparemment pas été évoquée. Le cœur du problème reste, encore aujourd'hui, celui d'une neutralisation effective des trente-cinq mille maquisards khmers rouges. Le prince Sihanouk, qui réclame la mise en place d'une force internationale de maintien de la paix au départ des troupes vietnamiennes, quittera Pékin vendredi 24 juin pour Bangkok.

FRANCIS DERON.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Les négociations avec Luanda

se poursuivront au Caire

Johannesburg. — Les pourparlers de paix entre l'Afrique du Sud et l'Angola reprendront cette semaine au Caire, a annoncé, le samedi 18 juin, M. Roelof « Biko » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, sans préciser le jour exact.

La troisième phase des négociations destinées à obtenir le départ d'Angola des forces sud-africaines et cubaines et à faire accéder la Namibie à l'indépendance avait été retardée en raison du désaccord des parties prenantes sur un lieu de rencontre. Préférence voulait qu'elle ait lieu en Afrique, Luanda optant, au contraire, pour l'Europe.

Les premiers entretiens, sous les auspices des Etats-Unis, avaient eu lieu à Londres ; une seconde discussion s'était ensuite déroulée à Brazzaville, en mai. — (AP).

CHYPRE

MM. Vassiliou et Denktash se rencontreraient le mois prochain à Genève

Conformément aux propositions de M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, le président de Chypre, M. Georges Vassiliou, a accepté de rencontrer le chef de la communauté turque chypriote, M. Rauf Denktash. Ces entretiens sur la réunification de l'île auront probablement lieu à Genève dans la première quinzaine de juillet.

Selon la presse de Nicosie, M. Vassiliou a pris sa décision après avoir consulté les responsables des partis politiques chypriotes grecs.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvel (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sales

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 — Tappez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE
Composé 36-15 — Tappez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyez ce bulletin à l'adresse ci-dessus

Politique

M BARRE a passé, dans les médias, un bien mauvais week-end. La démarche indépendante de celui qui rêve de créer une grande formation « libérale, sociale et européenne » déplaît aux « libéraux » du Parti républicain. M. François Léotard, secrétaire général du PR, estime que l'ancien premier ministre n'a pas une carrure de « patron d'une famille politique », car il ne se sent bien que lorsqu'il est à « contre-courant ». M. Alain Madelin est « troublé » par l'attitude de M. Barre qu'il juge « déconcertante ». En revanche, le même M. Madelin juge « responsable » l'attitude de M. Giscard vis-à-vis du Front national et se prévaut de la confiance renouvelée dont bénéficie le même M. Giscard à la tête du groupe UDF de l'Assemblée. Invité, le lundi 20 juin sur Antenne 2, de « L'heure de vérité », M. Valéry Giscard d'Estaing devait tenter de calmer le jeu, au sein de l'UDF.

Les centristes ne s'en laissent pas conter. Après avoir créé leur groupe de l'Union de

M. Barre, cible de la « bande à Léo »

centre dans la nouvelle Assemblée nationale qui s'installera jeudi, ils persistent. Pour M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, la confédération UDF, « c'est comme la Suisse » et « l'autonomie de chacun doit y être respectée ». Le Parti républicain traduit « autonomie » par indépendance, voire par exclusion. MM. Léotard et Madelin affirment, en effet, qu'en créant son groupe parlementaire, le CDS s'est placé lui-même en dehors de l'UDF.

A gauche, on observe ces manœuvres et ces divisions de la droite avec intérêt, mais on s'interdit de prendre part à la recomposition ainsi engagée. C'est du moins la thèse défendue dans nos colonnes par M. Lionel

Jospin, qui conteste ainsi les tentatives qu'ont eues certains de ses amis de constituer artificiellement à l'Assemblée nationale un groupe des « démocrates de progrès ». Le ministre de l'éducation nationale estime que l'autonomie revendiquée par les centristes n'est pas une preuve suffisante de l'existence d'un centre en France. Il faudrait, à ses yeux, que ce dernier rompe clairement avec la droite. « Sur la question de l'alliance au centre, dit-il, je donnerai ma réponse quand le centre existera. »

Une des premières occasions d'affirmer son existence, le centre devrait la trouver sur le dossier néo-calédonien. Après la rencontre de MM. Barre et Rocard, le 13 juin, et l'organisation à Matignon du dialogue entre MM. Lafleur (RPCR) et Tjibaou (indépendantiste, FLNKS), les négociations sur le fond doivent commencer jeudi entre les délégations de chaque camp.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barrot

Le miroir

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui était, le dimanche 19 juin, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », s'en est pris aux « grands inquisiteurs » de l'UDF. « Qui vont mener l'assommoiration alors que nous-mêmes affirmions notre solidarité avec l'UDF. Nous avons besoin les uns des autres. Simplement, nous imposons à l'UDF une clarification. C'est un peu le miroir. Nous essayons de dire : voilà ce que nous sommes, voilà ce que nous croyons. Nous voulons que toutes les forces politiques françaises en fassent autant, qu'elles se regardent dans le miroir. Il faut que les uns et les autres aient le courage d'assumer leurs responsabilités. Il faut que le courant libéral, l'un des deux pôles de l'UDF, puisse s'identifier clairement. Je ne vois pas pourquoi il nous dénierait le droit d'affirmer ce pôle centriste (...). Ce n'est pas une division. Ce n'est pas un divorce. C'est une rénovation de l'UDF qui est en marche. Encore une fois, si nous n'avons pas fait ça, nous aurions eu dans notre dos, dans le dos de l'UDF, un centre de papouille ou de complaisance. »

Pour le secrétaire général du CDS, « on a actuellement l'impression que [la] recomposition ne s'adresse qu'à la droite et au centre. Moi, je dis que la gauche n'a pas fini de nous donner l'exemple — je souhaite qu'elle nous le donne — de la recomposition. En effet, elle traîne manifestement avec elle beaucoup d'archaïsmes qui bloquent la société française. Avant de parler d'ouverture, je veux aussi parler de clarification. »

M. Léotard

Dedans ou dehors

« Tout laisse entendre que les centristes sont entrés dans une logique qui est bien la [la] République », explique M. François Léotard dans un entretien publié par l'hebdomadaire le Point. « J'ai bien peur qu'ils soient tombés dans le piège tendu par François Mitterrand. Le gouvernement minoritaire de Michel Rocard n'avait pas une très grande expérience de vie. Si, dans quelques semaines, les centristes, élus avec des voix de droite, faisaient inévitablement vers lui, ils auraient trahi le mandat donné par leurs électeurs. »

Interrogé sur son hostilité à la fonction d'un groupe parlementaire centriste à l'Assemblée, M. Léotard affirme : « J'entends bien tout faire pour dépasser la confusion que provoque cette affaire. Le CDS veut la liberté de vote à l'Assemblée, ce qui est son droit. Mais il veut conserver le bouclier nucléaire que constitue l'UDF au plan électoral, et là, c'est notre affaire. La règle doit être claire : celui qui quitte le groupe parlementaire UDF quitte l'UDF, et du même mouvement, l'alliance avec le RPR. »

M. Léotard se montre sévère à l'égard de M. Raymond Barre, dont l'avenir, juge-t-il, n'est « certainement pas celui d'être le « patron » d'une famille politique. Cela suppose des compétences qu'il ne veut pas s'imposer à lui-même. En outre, il y a chez lui l'attitude très curieuse qui consiste à se sentir bien quand il est à contre-courant. Cela n'est pas, à soi seul, une stratégie. »

Selon l'ancien ministre de la culture, « les hommes politiques n'aiment pas la démocratie à l'intérieur de leurs familles politiques. Si

elle avait existé, l'aurait été candidat à la candidature. Ne pas l'avoir fait a imposé un choix de notables — je pense à l'UDF — qui nous a conduits à perdre l'élection. N'oubliez pas que Raymond Barre a fait deux points de moins que VGE au premier tour, et nettement moins que nos candidats aux législatives. »

M. Veil

Deux cultures

M. Simone Veil, qui s'exprime, le dimanche 19 juin, au cours du « Forum FR3-RMC », a salué le début de « recomposition » du paysage politique. « L'autonomie du CDS devrait précéder », selon elle, la création « d'une véritable formation politique » élargie au-delà du CDS.

« Il y a, a expliqué M. Veil pour justifier une telle évolution, deux cultures totalement différentes. L'une individualiste qui recule la plus possible l'intervention de l'Etat, de type « anarchiste de droite ». L'autre qui se réfère à une société beaucoup plus solidaire, beaucoup plus organisée, beaucoup plus sociale, tout en étant profondément attachée à l'économie de marché. C'est la culture traditionnelle des démocrates-chrétiens, du CDS. »

M. Madelin

Le trouble

L'ancien ministre de l'Industrie, Alain Madelin, a critiqué, le dimanche 19 juin, la rencontre sur le dossier calédonien entre M. Raymond Barre et M. Michel Rocard, affirmant : « Il n'est pas responsable de rencontrer le premier ministre en cachette et de diviser l'opposition là où on avait besoin de tout le monde pour résoudre le problème de la Nouvelle-Calédonie. »

Lors du « Club de la presse » d'Europe 1, le secrétaire général adjoint du PR a jugé « normal » que le premier ministre rencontre des leaders de l'opposition. Mais il s'est déclaré « troublé » par la rencontre Barre-Rocard du 13 juin sur la Nouvelle-Calédonie, « parce que l'on reçoit exclusivement M. Raymond Barre, un peu en secret, et qu'on l'apprend après. »

« Ce faisant, a-t-il dit, on accorde toutes ces rumeurs sur le fait que derrière les socialistes pourrions trouver une force d'appoint amenée par Raymond Barre ou Simone Veil. »

M. Mauroy

Le centre avec la gauche

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste a souhaité le samedi 18 juin à Lille « qu'il y ait une formation centriste susceptible de gouverner avec la gauche ». L'ancien premier ministre a toutefois précisé que « cette opération ne pourra se faire du jour au lendemain ». M. Mauroy a encore estimé que « cela serait une offense au suffrage universel que les vingt-sept députés communistes ne puissent constituer un groupe à l'Assemblée nationale ».

M. Giscard d'Estaing veut calmer le jeu à l'UDF

L'UDF a mal à la tête. Plutôt que de profiter d'un week-end de repos et de réflexion après la semaine folle qu'il venait de connaître, certains de ses dirigeants ont préféré multiplier les déclarations, ajoutant un peu plus à la confusion et aux règlements de compte entre Parti républicain et CDS. M. Alain Madelin et M. François Léotard se sont relayés pour répéter qu'en décidant la constitution d'un groupe centriste autonome au Palais-Bourbon, le CDS n'était mis « hors jeu » de l'UDF et pour bien faire comprendre qu'ils n'étaient pas dupes des véritables intentions de M. Pierre Méhaignerie et de ses amis.

C'est pour eux, une évidence : les centristes viennent de mettre un pied dans la maison socialiste. Pour M. Madelin, tout cela est « couru de fil rose ». Pour M. Léotard, « tout laisse entendre que les centristes sont entrés dans une logique qui est bien la IV^e République ».

Accusations totalement injustifiées pour M. Jacques Barrot qui s'est chargé de démentir ce qu'il considère comme des faux procès intentés par les voisins du PR. Le secrétaire général du CDS a rappelé la « triple fidélité » de son parti : à ses électeurs, à ses alliances et à lui-même « pour finalement déclarer à l'adresse « des inquisiteurs qui veulent l'excommunication, que le CDS n'avait pas de leçons à recevoir. »

Comme si cela ne suffisait pas, l'UDF a eu un nouveau coup de migraine avec le polémiste nœ et entretenant sur le comportement particulier de M. Raymond Barre. L'article du Figaro Magazine révélait une rencontre, jusqu'alors non vérifiée, entre M. François Mitterrand et l'ancien premier ministre, la couverture de l'Express le même jour titrait « Mitterrand attend Barre », ces deux coups de presse participaient selon M. Barre, d'une vaste entreprise de déstabilisation montée, d'un côté, par M. Louis Pauwels et ses amis ultra, libéraux et de l'autre, par M. Ambroise Roux et ses compagnons du RPR, en guise de représailles à l'initiative centriste.

On relèvera au passage que l'Elysée ne s'est pas pressé de démentir ces informations. Un proche du président de la République se félicitait ce week-end en confidence que M. Barre soit devenu pour les socialistes « un beau joueur médiatique ». D'autant plus amusant qu'il fait des dégâts à droite !

Avec beaucoup d'aplomb, les responsables du PR ne prennent désormais plus de gant pour fustiger l'attitude de M. Barre. M. Madelin s'est dit « troublé » par l'ancien premier ministre qui pendant la campagne législative « démobilisait l'électorat » et qui à présent « déconcerte » tout le monde. « M. Barre se sent bien quand il est à contre-courant », relève perfido-

ment M. Léotard en précisant pour bien être clair, « que son avenir n'était certainement pas celui d'être le patron d'une famille politique. »

Autre pomme de discorde ! Car ce n'est pas l'avis de M. Simone Veil qui souhaite que M. Barre entre désormais de plain pied dans le jeu politique en prenant la tête d'un grand parti centriste dont le groupe CDS à l'Assemblée n'est qu'une première ébauche. Passant véritablement l'UDF au scanner, elle est confortée un peu plus dans ce diagnostic : les libéraux « de la culture anarchiste de droite » et les centristes partisans « d'une société plus solidaire » ne peuvent plus cohabiter. Détachée de toutes contingences électorales, libre de ses mouvements, M. Veil peut expliquer tout haut ce que les centristes pensent tout bas. Avant d'en appeler à la chirurgie, ces centristes attendront les élections municipales et européennes de l'an prochain.

Aspirine

Un répit d'un an que M. Valéry Giscard d'Estaing va s'efforcer d'exploiter au mieux. Considérant avoir perdu une bataille mais pas la guerre du centre, jugeant également, fidèle à ses visions décriées de l'histoire, que la direction à l'intérieur de l'UDF ne soit pas aussi grande qu'un vent lui le dirait, l'ancien président devait s'efforcer

dès lundi soir au cours de son passage à « L'heure de Vérité » de prescrire à l'UDF quelques doses d'aspirine pour calmer les esprits. Même si dans l'ombre ses lieutenants n'ont pas ménagé leurs efforts pour dissuader les députés centristes de prendre le large, M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé d'embêter le pas de MM. Madelin et Léotard dont il juge en privé les prises de position « exagérées ».

Désireux de ne point se laisser déporter sur la droite, M. Giscard d'Estaing va donc vouloir jouer les grands conciliateurs, sachant que la seule corde de rappel qui lui est offerte à ce jour est la présidence de l'UDF. Personne ne semble plus vouloir faire obstacle à ce qu'il veut, le 30 juin, M. Jean Lecanuet. Espérant qu'il saura se satisfaire de ce lot de consolation, les libéraux sont d'accord. Les petites composantes également. Les centristes n'y seraient plus non plus opposés à condition qu'à l'Assemblée nationale ils puissent, effectivement, prendre place comme ils le souhaitent dans un inter-groupe UDF. Une solution qui aurait, dans l'immédiat, l'avantage de calmer le jeu, d'offrir aux centristes le sas de décompression qui leur permettrait de tenir jusqu'aux élections municipales et de ne pas désespérer définitivement M. Giscard d'Estaing. Bref, un cantre sur une jambe de bois !

DANIEL CARTON.

Un point de vue de M. Lionel Jospin

Gouverner mieux

(Suite de la première page.)

C'est vrai, nous n'aurons pas la majorité absolue avec ses commodités et ses illusions. Mais regardons le reste, jugé dans la durée. Un homme de gauche à la tête du pays pendant sept ans à l'aube d'un nouveau septennat, des socialistes et des radicaux de gauche qui ont gouverné cinq ans et qui, après deux ans seulement, reviennent au pouvoir, une droite minoritaire et divisée, un Parti communiste requinqué mais faible : beaucoup de nos devanciers ont eu en face d'eux une histoire moins bonne fille ! Plutôt que de chipoter les scores que nous a donnés notre peuple, essayons seulement de nous en montrer dignes.

2) Ouvrir ou ne pas ouvrir ? Ouvrir, mais avec les idées claires. La démocratie, ce n'est pas la confusion. Mieux majorité et minorité n'est pas la règle. Les uns gouvernent, les autres sont dans l'opposition et le peuple donne sa chance à chacun. Dans plusieurs pays libres, un seul parti gouverne, en alternance avec un autre. C'est pourquoi le travail qui nous a conduits en quinze ans à faire du Parti socialiste un grand parti de gauche moderne est une avancée par rapport à la dispersion initiale et à la domination du PC et non une régression.

Faut-il ouvrir à gauche ? Arithmétiquement, la solution serait toute trouvée puisque nous avons une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Mais il n'en va pas de même politiquement. Nous ne pouvons pas gouverner avec le Parti communiste. Non pas que cela nous effraie : nous l'avons fait. Mais la direction communiste ne le veut pas. Et 1984 nous a montré que le PC n'est pas au gouvernement un partenaire durable. Il a ses propres intérêts qu'il fait passer avant ceux de la gauche. Agir avec lui à l'Assemblée, oui, gouverner, non.

Faut-il alors se tourner de l'autre côté ? Entendons-nous. Notre vocation à nous, socialistes, n'est pas de remodeler la droite. Ni en créant un centre, ni en fabriquant un grand

parti conservateur. Ça, c'est la responsabilité des dirigeants de la droite eux-mêmes. Notre rôle à nous est de faire évoluer la gauche, et, je le crois, de porter plus haut un grand Parti socialiste. C'est pourquoi, en passant, je vois mal l'avantage qu'il y aurait à constituer, à nos dépens et artificiellement, un groupe parlementaire du centre gauche à l'Assemblée. Notre intérêt n'est pas les soustractions à gauche mais les fractures à droite.

Faut-il une alliance avec la droite ? Je dis non. On peut être opposé sans être en guerre civile. Mais jamais la droite n'a été si à droite, jamais elle n'a été si loin dans sa complaisance avec l'extrême droite, jamais elle n'a été elle-même si peu ouverte. Personne ne peut croire que ce soit par hasard que M. Gandin, l'auteur de l'accord électoral avec le Front national, vient d'être réélu, sans coup férir, à la tête du groupe UDF à l'Assemblée.

Peut-on au moins s'allier avec le centre ? Pour cela, il faudrait qu'il existe. Sinon, c'est une autre façon de nous suggérer l'alliance à droite. Et pour que le centre existe, il faut d'abord qu'il rompe avec la droite, ce qui en France, aujourd'hui, est loin d'être fait.

Je ne dis pas que l'apparition d'un centre soit à jamais exclue si que la création d'un groupe CDS à l'Assemblée nationale soit sans intérêt. Ce mouvement vers l'autonomie des éléments les plus modérés de l'UDF est même un premier élément de clarification. Il en faudrait d'autres, du côté du RPR. Car je le dis depuis longtemps, l'absence d'une identité propre, affirmée au RPR et à l'UDF, et l'existence de clivages au sein de chacun d'eux est un des éléments de confusion dans la vie politique française.

Mais pour qu'il y ait un centre en France, il ne suffit pas d'oser créer un groupe CDS à l'Assemblée. Il faut aussi que se constitue un mouvement politique autonome, sans attache avec la droite et disposant progressivement dans le pays d'un

électorat qui lui soit propre. On n'en est pas encore là.

La naissance d'un centre, par rupture avec la droite, ne pourra se faire que sur des choix politiques. Ce sont sur les idées et les projets que doivent être jugés les hommes et les partis. Ce sont les problèmes de fond qui doivent guider et justifier les tactiques des personnes et des groupes et non l'inverse. Sinon viendront au premier plan les discours et les médias les jeux politiques et il ne faudra pas s'étonner que grossisse alors le nombre des abstentionnistes. Sur la question de l'alliance au centre, je donnerai ma réponse définitive quand le centre existera.

3) Pourrions-nous gouverner ou pas ? François Mitterrand a répondu dans sa déclaration du 14 juin. Je pense comme lui.

D'abord, nous avons la majorité relative. La droite ne peut nous renverser sans l'appui du Parti communiste. Je ne vois pas pourquoi celui-ci le lui accorderait. Et en tout cas, il ne le ferait pas sans risque, devant l'opinion de gauche, si nous évitions de lui en fournir le prétexte.

Ensuite, il n'est pas évident que sur les grands sujets, la droite se coalise. Nous allons vérifier bientôt si le centre mythique peut naître à la vie. Pour acquiescer son identité, quand on sait d'où il vient, il lui faudra d'abord se démarquer de la droite. A nous de lui en donner l'occasion par nos projets, qu'ils concernent l'avenir du pays (éducation, Europe, emploi, Nouvelle-Calédonie...) ou ces questions de société qui touchent à la vie quotidienne (sécurité, logement, mesures sociales, immigration...).

Il y a des domaines (justice sociale, mixité de l'économie...) où les supposés centristes se révéleront de droite, mais où les communistes seront avec nous. Il y en a d'autres (Nouvelle-Calédonie, Etat impartial, avenir de l'éducation) où de très larges majorités seront peut-être possibles, les communistes et le centre votant positivement. Il y en a

d'autres enfin (Europe, défense) où nous pourrions vérifier si l'ouverture a un sens.

Le gouvernement et les socialistes à l'Assemblée auront une grande marge d'action. Et le président plus encore.


Pour cela, il nous faudra trouver un style de gouvernement et un style de parti. Nous avons appris ce que valent les vérités révélées, le ton catégorique et le confort des majorités absolues. Si les Français ont battu la droite, c'est qu'ils nous préféraient pour exercer le pouvoir. S'ils nous ont laissé au seuil de la majorité à nous seuls, c'est qu'ils refusaient le chèque en blanc. A nous d'en tenir compte.

Le président a parlé d'ouverture sur la société civile. C'est décisif. C'est ce que j'avais fait à mon niveau au PS avec le groupe des experts, dont la moitié n'était pas au Parti socialiste et qui nous apportaient leur talent et leur connaissance du réel.

Ouvrir, c'est consulter, associer, entraîner avant de décider. C'est servir autant que commander. C'est entendre ce que dit le pays, choisir l'intérêt général, proposer des compromis féconds.

A voir ce qui se passe à droite et combien les schémas présidentiels contredisent les évolutions des partis, on voit combien il était sage chez nous de distinguer les choix de parti et les rêves présidentiels.

A l'Assemblée, nous avons donc seulement cette simple majorité. Pour agir, pour durer, il nous faudra donc désemparer les oppositions, gagner des majorités, avoir l'opinion pour nous, en somme gouverner mieux. Puisque c'est ainsi, pourquoi ne pas dire que c'est mieux.



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Fine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif
Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
17-25, rue de Chailiot (Néau 18e), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71
Compagné par European University of America - San Francisco - California

مكتبة جامعة القاهرة

Une page de l'histoire du traitement de texte est tournée.
Atari lance le traitement de texte laser à 15 000 Frs HT.



ATARI 1040 ST + IMPRIMANTE LASER = 15 000 Frs HT*
avec logiciel - 14 polices de caractères - un an de garantie avec maintenance sur site.

Pour tous renseignements, téléphonez au 45 06 31 31 ou envoyez votre carte de visite à Atari France : 9 rue Sentou - 92150 Suresnes. * Prix public conseillé 17 790 Frs TTC.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR
DE L'ARME INFORMATIQUE.**

ATARI®

A l'Assemblée nationale

MM. Vivien, Séguin et Pons en lice pour la présidence du groupe RPR

Trois députés RPR, MM. Robert André Vivien (Val-de-Marne), ancien rapporteur général du budget, Philippe Séguin (Vosges), ancien ministre des affaires sociales, et Bernard Pons (Paris), ancien ministre des DOM-TOM, dans l'ordre de leur dépôt de candidature, devaient s'affronter dans un vote à bulletin secret, le mardi 21 juin à 10 heures, pour le poste de président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, poste laissé vacant après la démission de M. Pierre Messmer. C'est une véritable révolution pour ce groupe parlementaire habitué depuis longtemps à élire par acclamation et à l'unanimité un candidat unique. Le RPR se montrera, pour l'occasion, plus « démocratique » que son allié UDF. En effet, M. Jean-Claude Gaudin a été reconduit mercredi dernier à la présidence du groupe; il a été élu à l'unanimité après un vote à main levée auquel n'ont pas participé les élus centristes de l'Union du centre (UDC).

« Ce sera une primauté à la royale », commente un député RPR rénovateur à propos du scrutin de mardi. Jeudi dans la soirée, M. Jacques Chirac avait reçu, en présence de M. Charles Pasqua, MM. Séguin et Pons pour tenter d'obtenir le retrait de l'un des deux. Cette réunion de conciliation s'est déroulée sans éclat, l'ancien premier ministre essayant tour à tour de convaincre l'un des concurrents de se retirer de la course afin de maintenir l'unité de

façade du mouvement dans une période où l'UDF semble, de son côté, plutôt menacée de dislocation.

MM. Pons et Séguin ont maintenu leurs positions en confirmant leur candidature. M. Chirac en a pris acte. Les rénovateurs présenteront également des candidats aux cinq postes de vice-présidents du groupe et aux douze places du bureau du groupe RPR. Cette instance se réunira tous les mardis matins pendant les sessions parlementaires afin d'instruire un certain nombre de dossiers qui sont soumis l'après-midi à l'ensemble des députés RPR.

Ancien secrétaire d'Etat au logement dans le gouvernement de M. Jacques Chaban-Delmas (1969-1972), autrefois opposé à M. Chirac, avec lequel il s'est réconcilié, M. Vivien défend, quant à lui, l'indépendance du groupe parlementaire par rapport au mouvement.

Pendant le week-end, la campagne s'est poursuivie essentiellement par téléphone. De part et d'autre, on assure que la partie est gagnable. Il semble que le maire d'Épinal, qui parlait avec un certain handicap, soit parvenu à le remonter en recueillant l'adhésion d'élus RPR qui, sans être à proprement parler « séguinistes », souhaitent, comme le dit l'un d'eux, que « quelque chose bouge au groupe ». Pour une fois le suspense sera au rendez-vous.

PIERRE SERVANT.

M. Giscard d'Estaing quitte le conseil général du Puy-de-Dôme

M. Valéry Giscard d'Estaing, réélu député, le 5 juin, dans la troisième circonscription du Puy-de-Dôme, a annoncé, le dimanche 19 juin, sa démission du mandat de conseiller général du canton de Chamalières, afin de se conformer à la législation sur le cumul des mandats. Dans une lettre à ses électeurs, publiée dans le bulletin municipal de Chamalières, M. Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, affirme que « même si cette disposition est sage, elle [lui] cause un profond regret ». Il souhaite à la belle ville de Chamalières tout le bonheur possible.

Maire de Chamalières de 1967 à 1974, M. Giscard d'Estaing avait été élu, en mars 1982, conseiller général du canton nouvellement créé dans cette ville. Il avait représenté au conseil général du Puy-de-Dôme, de 1958 à 1974, le canton de Rochefort-Montagne. L'assemblée départementale comporte une majorité de gauche (trente et un socialistes et trois communistes sur soixante et un conseillers).

● M. Chevènement renonce à son mandat de conseiller régional. — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a adressé, le vendredi 17 juin, au président du conseil régional de Franche-Comté, sa démission de cette assemblée. Maire de Belfort, réélu député du territoire le 5 juin dernier, M. Chevènement n'est pas concerné par la loi sur le cumul des mandats, mais il estime ne pas pouvoir assurer à la fois des fonctions gouvernementales, nationales et régionales. Le ministre de la défense sera remplacé à l'assemblée régionale, qu'il avait présidée de 1981 à 1982, par M. Odile Chevillot, suivante de la liste socialiste du territoire de Belfort pour les élections régionales de mars 1986.

Deux élections cantonales partielles

INDRE ET LOIRE : canton de Langeais (1^{er} tour). Inscr., 7 327; vot., 4 115; suffr. expr., 4 043. MM. Jean-Marie Gaillard (div.), m. de Langeais, 1 647 voix; Alain Kergoat (PS), m. des Essarts, 1 126; Gustave Tuslane (app. CNI), m. de Cléré-les-Pins, 868; Gérard Houdin (PC), c.m. de Langeais, 402. Il y a ballottage.

[Le maire de Langeais, soutenu par l'UDF et le RPR, est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 12 mai, de Jean-Pierre Cottet (div.), conseiller général depuis 1979. M. Gaillard a recueilli 40,73 % des suffrages. Les deux candidats de droite qui rassemblent 62,20 % des voix, abondamment pris de cinq points par rapport au premier tour du scrutin de 1982 où trois candidats se partageaient 67,03 % des suffrages. M. Tuslane, qui obtient 21,46 % des voix, a annoncé, dimanche soir, son intention de se maintenir au second tour.

A gauche, le représentant du PS améliore de près de six points son résultat de 1982, recueillant 27,85 % des suffrages (au lieu de 22,84 %).

Au premier tour de l'élection de 1982, les résultats étaient les suivants: inscr., 6 985; vot., 4 979; suffr. expr., 4 836. MM. Cottet, 1 381; Fruchon (PS), 1 066; Tuslane, 1 056; Bernaud (div. d.), 908; Boussomp (PC), 528. Au second tour, Jean-Pierre Cottet avait emporté avec 2 907 voix, contre 2 029 à M. Fruchon, sur 4 936 suffrages exprimés, 5 107 votants et 6 985 électeurs inscrits.]

MEURTHE ET MOSELLE : Lunéville-Nord (1^{er} tour). Inscr., 9 014; vot., 4 398; suffr. expr., 4 275. MM. André Moriel (UDF-RPR), 1 996 voix; Gérard Parentin (PS), 1 622; Jean-Luc Mignon (PC), 342; Bernard Thiry (FN), 260; Scethène Erbland (POE), 55. Il y a ballottage.

[Cinq candidats briguaient la succession de René Haby (UDF-RPR), qui s'est démis, le 9 mai, pour raisons de santé, de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1979. M. Moriel est arrivé en tête, retrouvant, avec 46,47 % des suffrages, le score obtenu par M. Haby au premier tour du scrutin de 1985. En revanche, les deux représentants de l'extrême-droite abandonnent près de deux points par rapport à 1985, dans ce canton où M. Le Pen avait recueilli, le 24 avril, 15,59 % des voix.

Le PS rassemble les suffrages des représentants divers gauche présents en 1985, tandis que celui du PC améliore de près de deux points son score d'il y a trois ans.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants: inscr., 8 746; vot., 5 616; suffr. expr., 5 386. MM. Haby, 2 593; Fernot (PS), 1 319; Bassep (div. g.), 504; M. Lamy (FN), 503; Mignon, 347; Remane (div. g.), 210. Au second tour, M. Haby avait été réélu, avec 2 908 voix, contre 2 041 à M. Fernot, sur 4 949 suffrages exprimés, 5 259 votants et 8 743 électeurs inscrits.]

Nouveaux venus nouveaux élus

M. J.-P. Joseph

Il sera encore long le chemin de la décentralisation ! M. le président du conseil général du Gers a tenu à siéger à l'Assemblée nationale. « Quand j'appelle un bureau du ministère de l'Agriculture, mon seul titre ne me permet pas de franchir le barrage de la sécurité. Maintenant je pourrais accéder au directeur », explique-t-il, pour se justifier.

L'histoire politique de Jean-Pierre Joseph n'aurait pourtant pas dû le conduire à être un cumard. Ce capitaine de mathématiques, né le 8 mars 1938 dans une famille de paysans et de cheminots, qui rêvait d'une carrière universitaire a été rattrapé par la politique en mai 1968, au lycée de Nogaro, où il enseignait. Mais dans le cadre d'une ville de province, la révolution ne se fait pas sur les barricades, mais au sein d'un groupe de réflexion où l'on s'efforce de trouver les moyens d'améliorer la vie quotidienne sans changer la société.

Michel Rocard ? Il ne le connaît pas encore, mais il est déjà un rocardien de la deuxième génération. Quand son idole poli-



tique prônait l'autogestion aux étudiants en révolte, lui préparait, avec quelques amis, les municipales dans la ville de Lectoure. Sans étiquette, mais avec à son programme le réveil d'une vieille cité endormie par la gestion de ses notables, leur liste d'« entrées communes » l'emporta en 1971. Un de ses amis prend le fauteuil du maire. Jean-Pierre Joseph doit attendre 1976 pour se faire élire au conseil général.

Son apprentissage politique, il le fait là, à Lectoure, avec les bordures de trottoir, les adductions d'eau, la chasse aux industriels et aux touristes pour donner un travail qui n'offre plus le terre. La théorisation viendra plus tard. Après novembre 1973 et son entrée au PS, après 1976 et son arrivée dans l'équipe Rocard. Depuis, Jean-Pierre Joseph est resté fidèle. Fidèle à Michel Rocard, fidèle à la primauté de la gestion locale, fidèle à sa bataille pour la survie de la ruralité. Il ne peut donc que qu'applaudir des deux maîtres à la décentralisation voulue par Gaston Defferre. Et quand il devient, en 1982, président d'un conseil général sans tutelle, les préfets apprennent à connaître son combat pour conforter l'autonomie toute neuve de sa collectivité locale.

Son pouvoir est à Anch

Elu local d'un nouveau type, il comprend que pour être le patron de son département — et il le sera, — il doit s'y consacrer à plein temps. Il abandonne son métier, se satisfaisant pour vivre de ses indemnités de conseiller général et de la couverture sociale que lui procure sa femme. Et si, depuis trois ans, il a pris l'habitude de monter un jour par semaine à Paris pour travailler à l'état-major rocardien et au bureau exécutif du PS, il voudrait bien maintenant ne pas avoir à y venir beaucoup plus. Car si (péché d'orgueil ?) il pense qu'un autre socialiste n'aurait pas pu battre le député UDF sortant, Ayméri de Montessquiou, c'est surtout pour mieux défendre « son » Gers qu'il s'est fait élire.

Président de conseil général à plein temps il est et il compte bien le rester. Son travail de député ne sera qu'un « plus », et un « plus » surtout utile s'il aide son département et le monde rural. Son pouvoir est à Anch. Il le sait. Son siège dans l'hémicycle ne doit servir qu'à le renforcer.

THIERRY BRÉMER.

La bataille pour la mairie de Marseille

Deux socialistes et... M. Tapie

M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, et M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, ont fait acte de candidature pour conduire les listes du PS lors des prochaines élections municipales dans cette ville.

MARSEILLE de notre correspondant régional

Si M. Pezet était partant dans la course à la mairie, M. Vigouroux, en revanche, qui contestait le procédé d'exception demandée par les responsables fédéraux du parti, a laissé planer le doute jusqu'au dernier moment. Tout en se soumettant à la première phase de cette procédure, le maire de Marseille a toutefois émis des réserves sur son « aspect prématuré ».

Conformément à une décision prise par le bureau exécutif du PS (le Monde du 17 juin), M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale, chargé d'une mission de conciliation, va tester d'obtenir un accord entre les deux candidats qu'il rencontrera à Paris le vendredi 24 juin. Dans un communiqué, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a souligné que « si cette rencontre n'amène pas le retrait d'un des deux postulants, rien ne s'opposera à l'organisation d'un vote des militants (...) qui aura lieu le 27 juin ».

Si le processus enclenché pour la désignation de la tête de liste socialiste va à son terme dans les délais prévus, M. Vigouroux ne peut guère nourrir d'espoirs. Le rapport de force au sein de la fédération est, en effet, très largement favorable à M. Pezet qui a su faire éclater la coalition de circonstance des déferriéristes à laquelle il s'était heurté après la mort de l'ancien maire de Marseille. Le député des Bouches-du-Rhône a rappelé que le comité de ville du parti lui a demandé « à 80 % ou 90 % » d'être candidat. Pour illustrer l'unité retrouvée des socialistes marseillais, il annoncera, une fois désigné, un ticket l'associant à son adversaire d'hier, M. Philippe

Sammarco (également réélu député le 12 juin).

Isolé au sein du parti où il ne peut compter que sur l'appui de M. Charles-Emile Loo et de ses amis, M. Vigouroux ne s'estime pas pour autant éliminé de la compétition. Interrogé sur les raisons de sa candidature, il argue avant tout de sa qualité de maire sortant « socialiste » auquel est revenu le mérite d'assurer la succession difficile de Gaston Defferre. Il met également en avant son bilan municipal et insiste sur sa bonne image dans l'opinion marseillaise.

Les « comités Vigouroux »

M. Vigouroux semble vouloir miser sur son image de socialiste modéré et « consensuel » en jouant sur des soutiens extérieurs au parti. Une campagne va ainsi être lancée cette semaine pour la création de « comités Robert Vigouroux pour l'avenir de la ville de Marseille ». Elle prendra la forme d'une distribution à quatre cent mille exemplaires d'un dépliant illustré par la photo du maire et de son épouse. Sans en être l'initiateur direct, M. Vigouroux n'a pas désapprouvé ce mouvement à l'origine duquel se trouvent des chefs d'entreprise, des commerçants, des représentants de professions libérales, des universitaires et de simples citoyens. Les comités Vigouroux publieront également une lettre ouverte à M. Pierre Mauroy dénonçant les luttes intestines des politiciens professionnels et mettant en cause les « raiders patentés », tel M. Bernard Tapie, par opposition à une administration municipale présentée comme « dynamique et non partisane ».

Cette entreprise a été jugée sévèrement par le premier secrétaire de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône, M. Yves Vidal, selon lequel le maire de Marseille « a pris le risque grave de se situer en dehors du parti ». M. Tapie, quant à lui, a pris acte, dimanche sur TF1 dans l'émission « 7 sur 7 », de la volonté exprimée tant par M. Vigouroux que par M. Pezet de l'accueillir sur leurs listes.

« Cela veut dire, a-t-il commenté, que l'on ne reconnaît quelque vertu. Je serai, a-t-il ajouté, de toutes mes forces et de toute mon âme pour celui qui sera le mieux placé pour éviter que M. Le Pen et ses associés s'emparent de la ville de Marseille ». L'homme d'affaires, qui a confirmé le dépôt d'un recours en annulation de l'élection législative dans la 6^e circonscription — où il a été battu de 84 voix par son adversaire de l'UDF, — n'a cependant pas exclu d'être lui-même candidat. « Si j'étais le mieux placé, a-t-il déclaré, je suis sûr que Michel Pezet et Robert Vigouroux qui ont plus que moi le souci de l'avenir de cette ville, seraient aussi généreux que moi [...] ». Cela ne se décide pas dans les bureaux et dans les couloirs. Ce sont les électeurs qui décident. A un moment donné, les gens vont décider comment cela se passe et dans quel ordre cela se fait ».

En dépit des apparences, la bataille pour la mairie au sein du PS se poursuit donc pas définitivement scellée. Dans l'entourage de M. Vigouroux, on assure que ce dernier veut aller « jusqu'au bout » et ne se laissera pas séduire par un poste de sénateur ou un portefeuille ministériel. En cas d'échec de la commission de conciliation Mermaz, le maire de Marseille pourrait ne pas se soumettre au référendum des militants. Fort de son capital de popularité, il pourrait poursuivre son travail seul qui le conduirait alors éventuellement à prendre la tête d'une deuxième liste « indépendante » dont l'épouvantail est agité depuis plusieurs mois à Marseille.

GUY PORTE.

Contestation au sein du PCF de la Haute-Vienne Une majorité des élus souhaitent un débat sur le résultat des élections législatives

LIMOGES de notre correspondant

Les élections à peine achevées, la contestation interne repart chez les communistes limousins. Quatre cent cinquante-trois adhérents du PCF de la Haute-Vienne ont apporté leur soutien publiquement à l'appel national des « 54 » pour la reconstruction du parti, lancé le 17 mai dernier par des personnalités communistes parmi lesquelles figuraient MM. Marcel Rigout et Jacques Jouve, tous deux candidats aux législatives dans le département. La liste de signataires se consistait.

Y figuraient les quatre élus communistes de la Haute-Vienne au conseil régional du Limousin, dix des douze conseillers généraux, quarante-quatre maires et adjoints aux maires, des syndicalistes ouvriers (cheminots, P et T, hospitaliers, Léonard, RVI), des paysans, ainsi que plusieurs dizaines d'anciens résistants. Il y a également vingt-trois collaborateurs du quotidien communiste régional l'Echo du Centre.

La publication de cette liste s'accompagne « d'éléments pour la discussion » qui fournissent une analyse des résultats locaux des législatives. « Jacques Jouve et Marcel Rigout, par rapport aux législatives de 1986, soulignent ce texte, gagnent 1 330 voix, mais les candidats des première et quatrième circonscriptions [M. Claude Toule et M. Bernard Espigat, considérés comme « orthodoxes »] en perdent 5 600, soit le tiers de l'électorat communiste de 1986. Le choix qui était possible de candidats mieux connus dans ces deux dernières circonscriptions aurait sans doute permis que le résultat soit

comparable à celui des deux autres », affirment les signataires. En outre, ils estiment que c'est probablement l'éviction, en qualité de suppléant, de M. Roland Mazon, maire de Saint-Junien, deuxième ville de la Haute-Vienne, signataire lui aussi de l'appel du 17 mai, qui a coûté son siège à M. Rigout. L'ancien ministre communiste a été battu par M. Jean-Claude Peyronnet, président socialiste du conseil général.

Pins globalement, le texte remarque que « le PCF reste bien loin de ses résultats aux législatives antérieures : à 1 237 300 voix et 4,8 % de 1981, et à 3 062 600 et 9,4 % de 1978, soit une perte de 53 % de son propre électorat ». « Le maintien du PCF à ses chiffres de 1986, analysent les contestataires, peut s'expliquer par deux raisons principales : la confiance qu'on lui a montrée beaucoup de candidats ayant fait leurs preuves, et la volonté de sanctionner la recherche par le PS d'alliance avec une partie de la droite. Cela confirme qu'il existe bien, assurément, un espace qui pourrait occuper un parti qui offrirait de vraies perspectives pour le socialisme autogestionnaire. Cela ne donne pas l'assurance que le PCF, tel qu'il est, sera demain en état d'occuper cet espace et d'offrir ces perspectives ».

Selon cette analyse sans complaisance, « un nombre important d'électeurs appartiennent hautement à l'activité des communistes au niveau local », mais pensent que le PCF n'a plus à jouer « de rôle décisif au niveau de l'Etat ». Conclusion logique de ces contestataires de l'intérieur : « Tout indique que la remontée de l'influence du Parti communiste reste à construire ».

GEORGES CHATAIN.

Selon l'IFOP

La popularité de M. Rocard est en forte baisse

La popularité de M. Michel Rocard est en forte baisse. Obtenant 53 % d'avis favorables au lendemain de sa nomination à l'hôtel Matignon, il est, en effet, un mois plus tard, de 38 % de jugements positifs, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 19 juin, dans le Journal du Dimanche (1). Ancien premier ministre de la V^e République n'avait ainsi souffert d'une chute de quinze points de son indice de popularité en un mois d'exercice. Parallèlement, 24 % des personnes interrogées se déclarent mécontentes de la politique du chef du gouvernement, alors que 18 % partageaient cette opinion en mai.

M. François Mitterrand n'est pas non plus épargné : 49 % des interviewés (au lieu de 54 %) s'estiment satisfaits de son action, alors que 36 % expriment un avis opposé (au lieu de 29 %). C'est la première fois depuis avril 1986 que le chef de l'Etat passe sous la barre des 50 % d'avis favorables et au-dessus de celle des 35 % de mécontentes.

(1) Enquête effectuée du 6 au 14 juin, auprès d'un échantillon représentatif de mille huit cent trente personnes.

● RECTIFICATIONS. — Dans le tableau consacré à « la poussée des maires communistes », publié dans nos éditions du 18 juin, nous avons indiqué par erreur que M. Jean Jorrot était le seul député sortant (Nord) et maire (Fénelon) qui avait été battu dans la catégorie des circonscriptions en hausse de 10 à 15 points par rapport au score présidentiel de M. André Lajoinie. En réalité, MM. Combrisson, maire de Corbeil-Essonnes (Essonne), et Paul Mercieca, maire de Vitry (Val-de-Marne), sont dans la même situation.

Par ailleurs, dans l'article relatif à la succession de Michel Giraud à la présidence du conseil régional d'Île-de-France (le Monde daté 19-20 juin), il fallait lire au dernier paragraphe : « ... les deux extrêmes, c'est-à-dire le PC et le FN, qui, avec vingt et vingt et un membres respectivement, placent quasiment la même poids ».

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tél. : 1-45-38-70-72

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

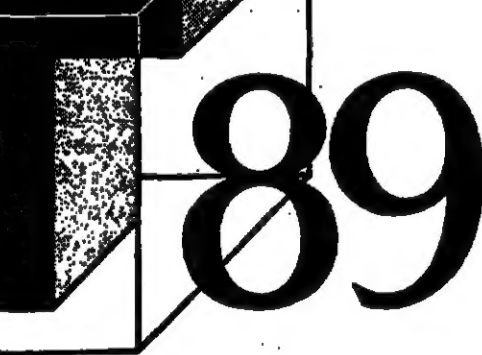
n° 58 juin

EN KIOSQUE

CHOMAGE Le pari des petits boulots

16 F

THIERRY BRÉMER.



TELECOMMUNICATION INFORMATIQUE

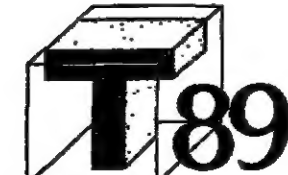
Pour maîtriser

les nouvelles technologies

de la communication

d'entreprise

PABX • RVA (Réseaux à valeur ajoutée) • RNIS (Réseaux numériques à intégration de services) • Réseaux locaux • Réseaux d'entreprise • Terminaux spécialisés • Stations de travail • Satellites • Fibre optique • Logiciels systèmes • Logiciels d'application • Radiotéléphone • Minis • Micros • Main Frame • Ingénierie de systèmes et de réseaux • Opérateurs • Bases de données • Téléconférence • Messagerie Electronique • Périphériques terminaux de téléphonie et de transmission de données • Systèmes experts • I.A. • SGBD • Génie Logiciel • Serveurs • Commutation • Paging • Antennes • Sécurité • Vidéotex • Connectique • Stockage, traitement, transmission des images • UNIX • Intégration de systèmes hétérogènes • Vidéotransmission • Téléports • Centrex • Echange de documents • Téléphonie Cellulaire • Cartes de connexion.



**1^{ère} exposition mondiale
de la communication d'entreprise
Paris Nord Villepinte:
23-27 mai 1989 - 120 000 m²**

CEEP

Société

Plus de quatre ans après les premières initiatives nationales

Le mouvement d'aide aux victimes a consolidé ses racines

DIEPPE
de notre envoyée spéciale

Il s'agit de sages comme à l'école et prennent des notes. Fort savants, des magistrats, un avocat, un huissier font leurs cours : le recouvrement des dommages et intérêts, le juge de l'application des peines et la victime, la politique du ministère de la justice en matière d'aide aux victimes... Studieux, les quelque cent soixante-dix participants à ces quarantièmes Assises nationales des associations d'aide aux victimes, qui ont eu lieu à Dieppe, les 3 et 4 juin, n'en perdent pas une miette. Revenus chez eux, ils devront être plus « costauds », plus savants et, donc, plus efficaces.

Partie d'une idée de Robert Badinter, qui l'imposa avec constance, l'aide aux victimes est, en quelques années, devenue un mouvement fort structuré, un lobby avec lequel il faut compter. Lorsqu'il était arrivé place Vendôme, au ministère de la justice, en 1981, Robert Badinter n'avait pas caché qu'il ferait de l'individualisation des peines et de la réinsertion sociale des détenus une priorité. La contrepartie — humanement indispensable et politiquement habile — était de lancer ce mouvement.

Celui-ci aurait pu n'être qu'un feu de paille. Créé en 1983, avec un million de francs de budget, il groupe, la première année, dix-sept associations. Le texte de juillet 1983, visant à renforcer la protection des victimes d'infractions, a traduit la volonté du ministre dans la loi. Un guide du droit des victimes est édité, un bureau des victimes ouvert au ministère de la justice et dirigé, depuis lors, par un magistrat, M^{me} Marie-Pierre de Liège. Aujourd'hui, le budget est de 5,75 millions de francs et cent vingt services d'aide aux victimes ont été

ouverts. Outre les subventions du ministère (34 %), 29 % viennent des municipalités, 30 % des conseils généraux et régionaux et 7 % de subventions, cotisations ou de dons divers. Cent cinquante salariés à temps plein ou partiel, quatre cent cinquante bénévoles ont accueilli, en 1987, trente mille victimes (deux fois plus qu'en 1985).

Les municipalités — Paris ne s'est intéressé aux victimes qu'à partir des attentats de septembre 1986 — jouent en gros le jeu, même si certaines, pour des raisons politiques, se font tirer l'oreille. Au printemps 1986, ces associations se regroupent au sein de l'INAVEM (Institut national d'aide aux victimes et de médiation) (1), qui, aidé de personnalités (notamment de médecins, comme le docteur Odile Diamant-Berger, créatrice à l'Hôtel-Dieu d'un service d'urgence médico-judiciaire), entend développer la formation, l'information des associations, proposer des réformes et intensifier les recherches sur la « victimologie ».

Ne pas prendre parti

Du pasteur protestant aux groupements de consommateurs, des magistrats d'un tribunal à l'association de contrôle judiciaire, des mères de famille dont les enfants ont grandi aux retranchements ou à une jeune chambre économique : dans tous les coins de France, les bonnes volontés se sont réunies. Le principe de départ, qui écarte, d'office, ceux qui feraient des victimes un fonds de commerce revanchard et trouble, est de ne pas prendre le parti de la victime contre celui du délinquant. Il s'agit d'accueillir, d'écouter, d'informer, d'orienter. Et parfois même — l'INAVEM y pousse — tenter de créer un pont entre l'agressé et l'agresseur, si celui-ci a été identifié.

Peu à peu, un portrait de la victime se dessine dans les statistiques : 74 % ont entre vingt-cinq et soixante-quatre ans ; 55 % sont des femmes ; 80 % sont de nationalité française et 45 % d'un milieu défavorisé.

Les victimes le sont principalement d'un problème familial, de vols avec ou sans violence, de querelles de voisinage, ou à plus de 35 % parce que, « englués » dans une affaire civile dont elles n'arrivent pas à se sortir, 47 % des victimes réclament une indemnisation de l'Etat.

L'indemnisation, thème principal

Sans vouloir se substituer aux avocats, dont ils n'ont pas la compétence technique (certains barreaux craignent une concurrence déloyale), les associations tentent de répondre aux soucis pratiques et aux angoisses de ceux qui les sollicitent. Elles essaient aussi, hors de leur cadre, de faire bouger les choses.

Ainsi, on s'est, à la chancellerie, intéressé de près à une expérience menée à Saint-Etienne qui, tout en facilitant l'indemnisation des victimes, réduit les détentions provisoires. En matière correctionnelle, les magistrats ont mis au point un système qui permet, dans un premier temps, de se prononcer sur la culpabilité. Ensuite au cours d'une audience de rapport, l'affaire est à nouveau examinée : avec le concours d'un délégué à la probation, le délinquant s'est engagé à payer les dommages et intérêts. A l'audience de rappel, on vérifie s'il a ou non tenu ses engagements. Un délai de grâce — en cas de difficulté — peut lui être accordé. Le délinquant prend ainsi mieux conscience de la gravité des faits et beaucoup de peines alternatives à la prison sont prononcées. La

victime, elle, obtient plus aisément réparation : 450 000 F ont ainsi été versés, l'an dernier, de la poche du délinquant à celle de la victime.

Si le thème principal des Assises concerne l'indemnisation des victimes, ce n'est pas un hasard. S'il faut aider ces victimes à faire le deuil de leur préjudice, à vivre avec lorsqu'il est grave, obtenir le paiement des dommages subis n'est pas un souci matériel. Il participe aussi de la « reconstruction » d'une victime, durablement touchée. L'indemnisation des parties civiles est un système trop souvent fictif, comme le montre une étude récente faite au tribunal de grande instance de Bobigny : au bout d'un an, sur deux cents parties civiles dans des procédures correctionnelles, 12 % seulement avaient été indemnisées, dont la moitié (la moitié de 12 %) intégralement remboursées.

C'est là aussi qu'interviennent les associations. Pas seulement pour offrir une écoute, que trouvent trop peu les victimes, malgré de louables efforts, auprès des services de police et de gendarmerie. Mais pour aider la victime à sortir de ce dédale : huissiers, assurances, justice, il faut acquiescer savoir et compétence. D'assises en assises, les représentants des associations finissent sur ce plan par devenir des forts en thème.

AGATHE LOGEART.

* Le Monde diplomatique du mois de juin 1988 consacre un dossier aux victimes intitulé « La voix et les droits des victimes ».

(1) INAVEM. Siège social : 66, rue David-d'Angers, 75019 Paris ; bureaux : 50, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris, tél. 48-87-63-27. L'INAVEM peut fournir les adresses des associations établies en province.

EN BREF

● Quatre morts dans un accident d'avion. — Au cours d'un rallye aérien organisé par un aéro-club suisse, un avion de tourisme s'est écrasé, le samedi 18 juin dans le Var, entre le lac de Sainte-Croix et le camp militaire de Carpiers, sur la commune d'Alquières. Les trois passagers et le pilote, tous de nationalité suisse, ont été tués. On ignorait, dimanche soir, les causes de l'accident, mais un violent orage s'est abattu sur la région à l'heure supposée de l'accident.

● Vol et vandalisme dans une synagogue à Allauch. — Trois roux-doux de la Thore, les tuteurs sacrés du judaïsme, ont été volés et des feuillets de prières brûlés dans une synagogue de la banlieue marseillaise, à Allauch, durant la nuit du samedi 18 au dimanche 19 juin, par un ou plusieurs inconnus qui s'y étaient introduits par effraction. Différents objets de culte ont également été dérobés et le montant du vol a été estimé à environ 500 000 francs. Selon les premiers éléments de l'enquête effectuée par la gendarmerie de Plan-de-Cuques, il se serait agi d'un simple acte de droit commun et non pas d'une action à caractère raciste.

● Effondrement d'une tribune à Trier-sur-Seine : trente blessés. — Une tribune s'est effondrée, le dimanche 19 juin, en début d'après-midi, au cours d'une fête organisée par les cinq écoles de Trier-sur-Seine (Yvelines). Trente personnes, parmi lesquelles une dizaine d'enfants, ont été légèrement blessées. Un homme plus gravement atteint a été admis à l'hôpital de Poissy. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les raisons de cet accident qui, selon les services de secours, aurait pu avoir des conséquences beaucoup plus graves.

● Suicide d'un déseigné à la prison d'Angers. — Daniel Roussel, quarante ans, s'est pendu, le samedi 18 juin, dans sa cellule de la maison d'arrêt d'Angers. Déjà condamné à sept ans d'emprisonnement pour des agressions sexuelles commises dans l'Orne, il devait de nouveau comparaître devant la cour d'assises de la Sarthe pour l'assassinat et le viol d'une jeune femme.

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-CASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Les malheurs de Jeannette

A chaque fois, les mêmes images : de mauvaises chemises de carton aux couleurs fanées, des piles de papiers, des fouillis de factures, de reçus et de lettres recommandées. Les « victimes » du bureau d'aide de rue du Jura, à Paris, subissent toutes le poids d'une papeterie indéchiffrable et lointaine.

Blottie sur une mauvaise chaise de plexiglas, Jeannette bredouille des phrases indistinctes en chiffonnant nerveusement ses documents. Une bête histoire de déménagement. Un salon abîmé, un meuble disparu et des échanges de courrier sans fin avec le déménageur et sa société d'assurances. Les dégâts ont été évalués à 5 600 F par un expert de la compagnie mais le chèque de dédommagement qui lui est parvenu dépasse de peine 3 000 F. « Pour un meuble que j'ai mis deux ans à payer ».

Impatiente et rassurée, Robert Bouteaud, le bénévole du mercredi, chausse lentement ses lunettes en fronçant le sourcil. Un coup d'œil expert sur le contrat imprimé au dos de la facture : l'article 3 prévoit une « déclaration de valeur obligatoire » qui, c'est courant, n'a pas été faite lors du déménagement. Aller devant le tribunal d'instance ? Jeannette hésite. Il y a ces frais d'avocat...

Robert Bouteaud propose alors d'intervenir auprès de la compagnie d'assurances. Cette fois Jeannette acquiesce. Rendez-vous est pris pour les semaines à venir. Elle lui fait confiance : n'a-t-elle pas dirigé pendant dix ans le service du contentieux d'une compagnie semblable ? « C'est l'éternel problème du port de terre contre le port de mer », soupire-t-il après le départ de Jeannette. « Les procédures sont très opaques et du coup les gens sont complètement perdus. Nous commençons par « traduire » ce fatras de papiers afin de clarifier le problème. Cela dédramatise instantanément l'accident ». Puis nous étudions rapidement le dossier et nous proposons une solution. Il ne s'agit pas de faire des miracles. Il s'agit tout simplement de casser l'aspect insoluble du problème ».

Robert Bouteaud est retraité, comme la plupart des bénévoles de l'association. Une petite habitude des contrats d'assurance, une courte formation à la « psychologie », quelques notions de droit, et les bénévoles se lancent dans ces permanences hebdomadaires rue du Jura. Lors de l'ouverture du bureau, le 1^{er} février dernier, « Paris-Aide aux victimes » (1) accueillait à peine une dizaine de personnes

par semaine. Aujourd'hui, ce chiffre a plus que triplé. Tous entassent donc patiemment les dossiers en pestant contre l'étrécissement des locaux mis à leur disposition par le Centre national d'information et de documentation des femmes et de la famille (CNIDFF).

Quatre associations parisiennes se relaient lors des permanences de l'après-midi : le CAVI (Centre d'accueil et d'aide aux victimes), le CNIDFF, Info-Sécurité 19 et SOS-Agressions-Conflicts. Une première à l'initiative de l'INAVEM (Institut national d'aide aux victimes et de médiation) : jusqu'au 1^{er} février dernier, ces associations géraient chacune « leurs » permanences dans les arrondissements parisiens.

Des populations prédestinées

Tous les jours, de 13 heures à 17 heures, les dix permanents jonglent avec les procédures, surpris par la diversité des cas : l'accident d'un garçon de café renversé par le véhicule d'un mauvais payeur en fuite que l'employeur refuse de déclarer comme un accident de travail ; le désarroi d'un jeune homme qui, après s'être fait dérober une carte d'identité périmée, se découvre un casier judiciaire chargé après un logement par défaut ; des procédures d'indemnisation bloquées, des jugements mal appliqués, des escroqueries en tous genres. Et à chaque fois, « traduire », expliquer, rassurer, conseiller. « Il y a des populations prédestinées à être victimes, dit une des permanentes, Joëlle Escande, psychosociologue de formation, ce sont les personnes les plus vulnérables : celles qui ont des problèmes de langue, d'adaptation ou d'insertion sociale ».

Bien sûr, la notion de victime reste difficile à cerner, et la permanence en accueille parfois de bien curieuses. Comme cette femme d'une soixantaine d'années qui cherche, six ans après la mort de son frère à la suite d'une crise cardiaque, à poursuivre sa belle-sœur pour « non-assistance en personne en danger ». « La dernière année, elle était si souvent absente... » En guise de dossier, deux rapports établis par des détectives privés citant les persiflages des voisins : elle aurait dû rester à son chevet puisqu'il était malade ; elle partait trop souvent, elle ne le soignait pas avec assez d'attention... Aujourd'hui, la sœur du défunt, pleine d'espoir et de ressentiment, estime qu'il faudrait faire

un minimum de rapproche » à cette « maligne ». Et d'empêcher avec soin les accusations des voisins et leurs numéros de téléphone « afin qu'ils soient interrogés de nouveau ».

Attentif, Robert Bouteaud l'écoute patiemment en la renvoyant constamment aux invraisemblances de son récit. Obéissante, elle se contente de hocher mécaniquement la tête et répète qu'elle veut absolument des « sanctions ». « Il est très difficile de prouver que les absences de votre belle-sœur ont été la cause directe de la crise cardiaque de votre frère, assure-t-il doucement. Les doutes ne suffisent pas... »

Elle partira un quart d'heure plus tard, rassurée par la compétence et la patience de son interlocuteur, satisfaite d'avoir été mise en accusation sa belle-sœur devant une autorité reconnue. Dossier classé bien sûr, mais lors d'un prochain rendez-vous, une permanence expliquera à cette femme que la justice n'est pas là pour « donner des leçons de morale », mais pour constater des infractions. Avec l'espoir simple que ces ententes auront apaisé son ressentiment.

« Nous avons aussi une fonction d'écoute », conclut Joëlle Escande. Dans ces murs, ces personnes ont le sentiment qu'on les reconnaît comme des victimes. Parfois cela leur suffit... »

ANNE CHEMIN.

— Paris-Aide aux victimes : 7, rue du Jura, 75013 Paris. Tél. : 45-35-99-00. Permanence tous les jours de 13 heures à 17 heures.

— Centre d'accueil et d'aide aux victimes Saint-Louis Belleville (CAVIL) : 145 bis avenue Parmentier, 75010 Paris. Tél. : 42-06-59-63. Permanences le lundi et le jeudi de 16 h 30 à 17 h 30.

— Union nationale des sinistrés et accidentés de la route (UNAC), Tél. : 47-70-10-46.

— Association des familles victimes des accidents de la circulation (AFNAC), 15, rue de l'Écliquier, 75010 Paris. Tél. : 42-46-86-75. Sur rendez-vous.

Les amis de la connaissance de 12^e, c/o M^{me} Lemaire, 12, rue Claude Decoin, 75012 Paris. Tél. : 43-40-87-19. Permanences, mardi de 9 heures à 12 heures, et jeudi et samedi de 15 heures à 18 heures.

Centre de médiation et de formation à la médiation, 18, rue Tournesfort, 75005 Paris. Tél. : 43-36-70-07. Sur rendez-vous.

Associations Info-sécurité 19, 66, rue David-d'Angers, 75019 Paris. Tél. : 42-03-11-85. Permanences, lundi de 16 heures à 18 heures, mardi et jeudi de 18 heures à 20 heures, mercredi de 10 heures à 12 heures, samedi de 14 heures à 16 heures.

Evasions manquées

La fin de la semaine a été marquée, dans les prisons françaises, par trois tentatives d'évasion dont les échecs ont tenu à des causes diverses.

● A la prison des Baumettes de Marseille, Christian Koster, condamné pour plusieurs attaques à main armée, a réussi à s'échapper de sa cellule, mais, parvenu sur la crête du mur d'enceinte à l'aide d'un drap tressé en cordage, il a fait une chute de 8 mètres. Gravement blessé aux jambes, aux reins et à la tête, il a été hospitalisé dans un état sérieux.

● A la maison d'arrêt de Bastia, Paul Casanova, vingt-quatre ans, écroué après une tentative d'agression au cours de laquelle un de ses complices fut

tué et un policier gravement blessé, avait réussi à se faire ouvrir, sous la menace d'un pistolet, les portes de la prison. Mais il se retrouva bloqué aussitôt après dans un sas de sécurité et s'avoua vaincu sans autre résistance.

● A Bayonne, enfin, Alain Belleville, trente et un ans, détenu pour escroquerie, transféré dans une chambre cellulaire de l'hôpital après une tentative de suicide, avait réussi la « belle » après avoir scié un barreau. Mais à la sortie de la ville où il faisait de l'auto-stop, la malchance le rattrapa : un des inspecteurs chargés de sa surveillance, qui le reconnut et mit fin à l'entreprise.

CORRESPONDANCE

Le rapport sur la réforme des professions juridiques et judiciaires

Des avocats en avance sur leurs funérailles ?

Après la publication dans le Monde du 9 juin de la synthèse du rapport rédigé par M^{me} Daniel Soulez-Lavigne, sur la demande du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, concernant la profession d'avocat dans la perspective du marché européen de 1992, nous avons reçu une lettre de M^{me} Jacqueline Choquet-Clerc Lajoin, présidente de la Confédération nationale des avocats (CNA). La CNA, qui affirme regrouper la moitié des seize mille avocats français, est profondément hostile aux propositions présentées par M^{me} Soulez-Lavigne.

Sans passage par un sas de décontamination, la lecture du rapport peut saisir : la décadence fait toujours recette, comme les slogans usagés et la langue décolorée.

D'après ce rapport, les avocats français seraient réunis en procession de flagellants, incapables de réagir, courant au suicide collectif dans une clochardisation pathétique mais incoercible.

C'est le « no future » des panes, dans un processus de culpabilisation qui laisse deviner l'immobilité, le désespoir d'un grand ordonnance sans le moindre état d'âme, voué au seul sport un peu séduisant du « réalisme » et de la règle à calcul.

Devant cette entreprise de démolition du barreau, il va bientôt falloir se constituer partie civile.

D'autant que les prétendues solutions, la prétendue médecine amère à administrer (en dehors de la reconnaissance par-ci, par-là, des travaux de la Confédération syndicale des avocats, connus depuis vingt ans) sont parfaitement éculées.

C'est « Allons-y, avocats », pour l'ultra-révolution : c'est-à-dire des relations qui se débriseraient non seulement du problème, mais de tout le reste — un peu comparable à cette vieille plaisanterie de carabins : opération réussie, patient décédé.

Rien sur le « produit » fabriqué et vendu par l'avocat, c'est-à-dire qu'aucune analyse du service n'est même abordée.

Rien sur l'espace juridique français et européen, ni sur ceux qui, par la défense, le conseil, l'imagination créatrice, le défrichent tous les jours, dans l'intérêt de leurs clients, et avec leur entière confiance.

Tout, en revanche, sur des « structures » d'exercice bloquées et réductrices, dont on ne sait à qui elles profiteront — mais dont il est facile d'ores et déjà de deviner que cela ne sera pas au client.

Heureusement, pour le monde de la justice, de l'économie, pour le monde des hommes et des femmes qui ont besoin d'aide et de conseil, il reste les avocats !

Ils sont debout : polyvalents ou spécialistes, parisiens ou provinciaux, jeunes ou vieux, adaptant, se recyclant, innovant, créant, bougeant, et tout ça, pour les autres.

Les entreprises libérales sont à craindre, certes, mais elles ne se feront pas sans la confiance dans les hommes experts en relations humaines que sont les avocats.

Au moment où l'évolution de la société commande la déréglementation, l'assouplissement des contraintes, la personnalisation et la célérité du service, les consommateurs de droit sauront parfaitement éviter de se rendre chez maître Mouton, de la firme Panurge et Durieux.

Il n'y a pas lieu d'écouter les incantations dépeçées des démagues qui condamnent sans appel une profession tout entière, veulent la contraindre et la réduire, sans souci aucun de l'intérêt de ses clients, qui en est la seule justification.

« Le mal fait beaucoup de bruit, disait saint Augustin, le bien n'en fait jamais. Mais c'est peut-être lui qui fait que la planète continue de tourner. »

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

LE VIETNAM DES MARTYRS ET DES SAINTS

Le récit passionnant de la rencontre, à partir du XVI^e siècle, du christianisme et d'une civilisation façonnée par le confucianisme. Un livre qui fait découvrir quelques-unes des pages parmi les plus belles et les moins connues de l'histoire de l'Eglise.

Société

Organisé simultanément à Paris, Dakar et New-York

Le concert international de SOS-Racisme a réuni près de 300 000 personnes sur l'esplanade de Vincennes

SOS-Racisme organisait, le samedi 18 juin, à partir de 19 heures, trois concerts simultanés, diffusés par satellites, à New-York, Dakar et Paris. Dans la capitale française, près de 300 000 personnes sont venues sur l'esplanade de Vincennes assister à cette manifestation destinée à dénoncer l'apartheid en Afrique du Sud et toutes les formes de racisme.

M. François Mitterrand a adressé un message, lu à la tribune, « saluant celles et ceux qui ont répondu à l'appel de SOS-Racisme », en ajoutant : « Nous voyons remonter des bas-fonds de notre histoire les tentations de l'exclusion et de l'isolement. » Le président de la République a poursuivi : « Tout au long de la nuit, la

musique sera le lien entre les hommes et les femmes de bonne volonté. De toutes les formes de dialogues entre les hommes, c'est celle qui se joue des frontières. La musique se nourrit de toutes les cultures, de toutes les saveurs, de toutes les couleurs. Les concerts organisés simultanément ce soir sont une langue universelle qui dit, mieux que les discours, la possible et courageuse fraternité des hommes. » Le premier ministre, M. Michel Rocard, a également adressé un message aux participants de ce concert, parmi lesquels se trouvaient son épouse, ainsi que M^{me} Danielle Mitterrand et plusieurs ministres.

A Dakar, 40 000 personnes environ s'étaient rassemblées autour d'Harlem

Désir, sur le stade Demba-Diop. Toutefois la fête a failli dérailler quand les ministres sénégalais de la culture et de la jeunesse et des sports ont été accueillis aux cris de « Sopi ! » (changement), le slogan de l'opposition. Le président de SOS-Racisme a rappelé le public à l'ordre en soulignant que ce concert n'était pas un meeting politique.

New-York a boudé la fête. 400 spectateurs seulement se sont rassemblés dans l'Apollo Theater, qui contient 1 400 places. Là-bas, l'entrée était payante, et le spectacle semble avoir souffert du manque de véritables vedettes internationales. Il avait d'ailleurs été peu annoncé par la presse.

Vivace ma non troppo...

En organisant un concert dans trois pays à la fois, SOS-Racisme a montré à 18 juin sa volonté de donner une nouvelle dimension internationale. A Paris, la foule était plus nombreuse qu'en 1987 et 1986. Plusieurs artistes de renommée mondiale avaient accepté de participer, comme Johnny Clegg, le « zoulou blanc », dont les premiers pas de danse ont embrasé la foule. L'arrivée surprise de Bruce Springsteen a été follement acclamée et plusieurs de ses chansons, notamment « Blowin' in the wind », reprise à Bob Dylan, ont été entonnées en chœur.

Le programme marquait une volonté de mixage. A l'affiche de la fête des potes du reggae, du rock ou du rap. Pourtant certains trouvaient que les Français avaient eu la part trop belle. « On entend quatre fois le groupe Indochine alors que Cheb Kader n'a droit qu'à une seule chanson », protestait Amar, un jeune Français d'origine algérienne. Et, comme lui, beaucoup jugeaient que le concert ne « chauffait pas assez ». « Personnel n'a dansé ni chanté sauf avec Springsteen », se

plaignaient des spectateurs. Pour les habitués des fêtes de SOS, celle-ci manquait de folie. Beaulieu, Farid et Quab, venus exprès de Tourcoing pour éprouver la solidarité antiraciste, se sentaient un peu seuls dans la foule. « D'habitude, on sympathise avec des gens, ce soir, personne ne nous adresse la parole. » Le public toutefois s'est réjoui avec l'apparition de Mory Kanté : « Dès que l'on injecte un peu de sang africain, tout s'anime », commentait un jeune étudiant en architecture.

Un comité SOS à l'Assemblée nationale

M^{me} Mitterrand, Laurent Fabius, ancien premier ministre socialiste, et Paul Quilès, ministre des postes, télécommunications et de l'espace, grâce à qui la retransmission du concert en télévision a été rendue possible, étaient de la fête. D'autres ont fait des apparitions comme Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, Jean-Pierre Piel, adjoint au maire de Paris, et

François Donbin, président du MRG.

Julien Dray, numéro deux de SOS-Racisme et principal organisateur de l'événement, en a profité pour annoncer sa démission ; nouveau député PS de l'Essonne, il tient en effet à préserver l'indépendance de son association. Cependant, il en reste toujours membre et désire fonder un comité SOS à l'Assemblée nationale avec des députés de gauche et de droite favorables au mouvement anti-raciste.

Un jeune homme encore inconnu des médias, Malek Bouthi, doit le remplacer à la vice-présidence de SOS-Racisme. Ce jeune Beur de vingt-trois ans a adhéré au mouvement en 1985. Depuis trois ans, il a surtout travaillé en direction des lycéens et des comités de province. Désigné il y a trois semaines par le conseil national de SOS, il pense qu'il ne sera pas facile de succéder à Julien Dray. En m'effaçant, dit-il, SOS-Racisme met sur le devant de la scène une génération de Beurs qui n'a commencé à militer que

vers 1985. Certains faisaient un mauvais procès à l'association quand ils lui reprochaient de ne pas installer de Beurs au bureau national. Mais, alors, nous n'étions pas prêts à assumer cette tâche et, personnellement, je n'aurais pas aimé faire le Beur de service. Julien Dray, pour sa part, voit en Malek un « pur produit de l'expérience SOS » : le temps a fait son œuvre et révèle l'émergence de sa génération. Du côté de la base de l'association, certains pourtant estiment « qu'il était temps ». « L'association a fait un grand pas en avant en ayant deux vice-présidents Beurs, avec Hachette Boudjemal et Malek Bouthi », commentait un jeune homme.

A Paris, la fête s'est terminée à l'aube, ternie seulement par quelques échouffourées : des jets de gaz lacrymogènes et de cannettes de bière. Certains accusaient les « skins » de semer la panique, d'autres disaient qu'on avait seulement un peu trop bu.

RAFAËLE RIVALS.

RELIGIONS

Avant les ordinations de Mgr Lefebvre

Les catholiques intégristes sont partagés

La menace exprimée par Mgr Lefebvre d'ordonner quatre évêques, le 30 juin, divise les catholiques conservateurs. Combien d'entre eux suivront-ils l'évêque dissident dans le schisme ?

On a pris un peu plus de deux semaines, dimanche 19 juin, dans les églises de la région parisienne. A Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines), lieu intégriste, on a imploré la Vierge pour qu'elle « éclaire les enfants ». A Saint-Nicolas-du-Chardonnet, autre église occupée par des dissidents, on a prié pour que le pape « se ressaisisse ». Il est abstrait, s'est écrit l'abbé Philippe Laguerie dans son sermon dominical, de constater que le pape de l'occident, du dialogue et de la réconciliation, en vient à excommunier le seul évêque de Vatican II qui avertit l'Eglise sur le déclin doctrinal et théologique qui la menace.

De son côté, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, avait fait lire dans sa cathédrale de Saint-Etienne le message de Mgr Lefebvre en dehors de la communion avec le pape, c'est-à-dire en dehors de l'Eglise catholique. En toute famille menacée dans son unité, il arrive un temps où seul le recours à Dieu peut conjurer une blessure imminente : c'est l'heure de la prière et de la persévérance. L'heure aussi, sur le parvis des églises parisiennes, du dialogue de sourds. « Le pape leur avait tout donné », lance quelqu'un. « Oui, mais Rome nous a tout repris », réplique un occupant de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Les catholiques dissidents étaient préparés depuis longtemps à cette éventualité, mais les mots de schisme et d'excommunication, chargés de symboles et d'histoire, troublent les consciences. Des fidèles écrivent aujourd'hui en grand nombre à Mgr Lefebvre pour

le dissuader de mettre à exécution sa menace. D'autres pour l'encourager à persister dans son projet.

« Depuis vingt ans, on nous traite comme des schismatiques. Qu'est-ce que cela va changer ? », s'interroge un fidèle de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. « Je ne crois pas au schisme, assure docilement un autre, fleur de lys au revers du veston et Aspects de la France dans la poche. Car pour qu'il y ait schisme, il faut commettre une grave déviation théologique et doctrinale. Ce n'est pas notre cas ». Une jeune mère continuera aussi à fréquenter Saint-Nicolas, mais elle reconnaît que les familles sont divisées et qu'elle aura du mal à expliquer à ses enfants pourquoi il y a des « hommes » et des « mauvaises » messes.

Une mission d'accueil

« Le pape et Mgr Lefebvre sont tous les deux des saints hommes, dit un étudiant de Sciences-Po. Mais ils sont abusés par les médias et par la camarilla rouge du Vatican. » Cet étudiant a ses principes et ne suivra pas Mgr Lefebvre dans le schisme. Pas plus qu'il ne rejoindra les paroisses conciliaires : il fréquentera des prêtres et des lieux « satellites de la tradition », moins voyants que ceux de Saint-Nicolas-du-Chardonnet ou de Port-Marly.

Beaucoup pensent à Rome que la désobéissance au pape fera reculer un grand nombre de fidèles et même des séminaristes et des prêtres lefebvristes. Le cardinal Gagnon, dont l'adjoint, Mgr Perl, serait prochainement chargé par le pape d'une mission d'accueil des dissidents qui ne suivent pas Mgr Lefebvre, estime, en effet, à moins de 20 % « les membres de la Fraternité qui partagent vraiment ses positions idéologiques ».

Dans cette minorité d'inflexibles on trouve sans doute ceux qui, dimanche à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, refusaient de « prier pour ce pape qui s'est prosterné devant Bouddha et qui a donné sa bénédiction aux juifs et aux musulmans ». « Quand on sera schismatique, se console ironiquement un fidèle, on recevra dans doute un mot du pape à la fin du carême, comme les musulmans en reçoivent un à la fin de leur ramadan. »

Les responsables de la Fraternité Saint-Pie X n'ignorent pas qu'ils risquent de connaître des défections. C'est pourquoi ils vont publier avant le 30 juin un livre destiné à faire la « clarté » sur Jean-Paul II, intitulé Pape de la révolution ou de la tradition ?

HENRI TINCO.

REPÈRES

Environnement

M. Pierre Joxe ferme la décharge de Montchanin

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, a décidé, le samedi 18 juin, de « suspendre » pour une durée indéterminée les activités de la décharge de Montchanin (Saône-et-Loire), après la plainte de plusieurs associations et riverains contre les nuisances provoquées par celle-ci.

L'ancien directeur d'une entreprise de transport de déchets arrêté aux Pays-Bas

L'ancien directeur d'une entreprise de transport de déchets de Hazarwoude (Pays-Bas), M. Simon Kamp, et deux de ses collaborateurs ont été arrêtés, le jeudi 16 juin. Ils sont accusés d'avoir déchargé illégalement des déchets industriels près de Mellery (Belgique) au cours des années 1985-1987. Ils bénéficiaient de la complicité de deux courtiers belges qui font l'objet d'une enquête dans leur pays. — (AFP.)

Des milliers de personnes évacuées au Massachusetts après un incendie d'usine. — Plusieurs milliers d'habitants de Springfield (Massachusetts), aux Etats-Unis, ont été évacués, le samedi 18 juin, après l'incendie d'une usine de matières plastiques d'où s'était échappé un nuage de chlorure. Une centaine de personnes ont dû recevoir des soins pour de légères lésions aux yeux et au nez. — (Reuters, AP.)

Un méthanier renfloué sombre en mer du Nord. — A peine renfloué par les grues de la société néerlandaise de remorquage Smit Tak (le Monde daté 19-20 juin), le méthanier Anna-Broers, qui avait coulé le vendredi 27 mai au large d'Amsterdam, a sombré à nouveau après la rupture des câbles d'amarrage. Il contient 500 tonnes de gaz liquide hautement toxique, l'acrylonitrile. — (AFP, Reuters.)

Océanographie

M. Doumenge, directeur du Musée de Monaco

M. François Doumenge, professeur au Muséum national d'histoire naturelle (chaire d'éthologie) depuis 1979 et président de l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) depuis 1987 a été élu le 17 juin à la direction du Musée océanographique de Monaco : il succède à la fin de cette année, au commandant Jacques-Yves Cousteau, âgé de soixante-deux ans, qui occupait ce poste depuis 1957.

M. Doumenge démissionnera de son poste au Muséum. Né à Viane (Tarn) le 9 octobre 1926, c'est un spécialiste de géographie et d'océanographie tropicales, non « terrain » de prédilection étant le Pacifique.

Parents d'élèves

Journée d'action de la FCPE

La Fédération des conseils de parents d'élèves a organisé, le samedi 18 juin, diverses manifestations et réunions d'information pour demander « une éducation de qualité » et « des moyens appropriés » en vue de la prochaine rentrée scolaire. Elle souhaite aussi l'adoption d'un « collectif budgétaire 1988 » et d'une « loi programme pluriannuelle ».

Les manifestations les plus importantes ont eu lieu à Poitiers et à Afonnes (Sarthe). D'autres se sont déroulées à Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon. La FCPE du Val-de-Marne a inauguré un centre d'aide aux familles en difficultés scolaires, destiné à accueillir les parents désarçonnés par la complexité du système éducatif.

HISTOIRE DE FRANCE

sous la direction de Jean Favier

tome 6

Notre siècle 1918-1988

par

René Rémond



Photo: Louis Vianin

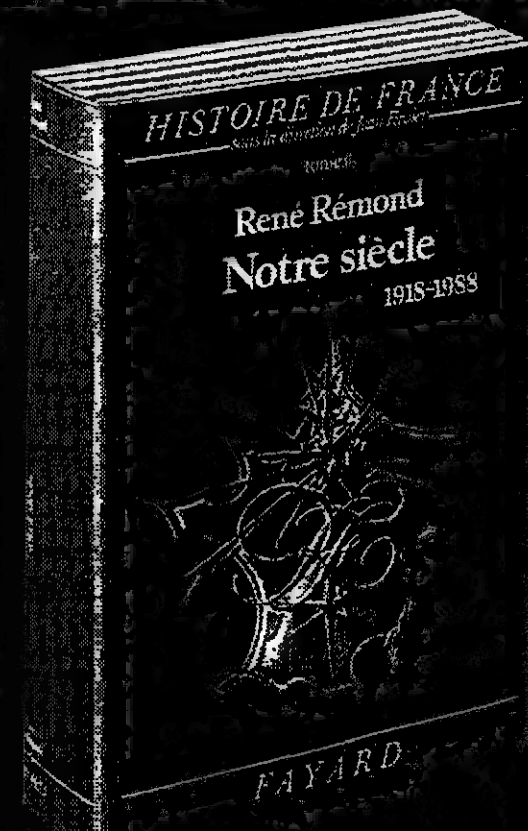
L'homme qu'on voudrait avoir pour prof !

Paris-Match

Irreprochable sur le plan événementiel, ce maître livre ne l'est pas moins du point de vue de l'évolution de la vie économique, des réalités sociales et surtout du changement des mentalités...

René Rémond vient de réussir là un autre chef-d'œuvre, à la fois irremplaçable instrument de référence et précieux outil de prospective.

Eric Rousseau - Le Figaro



1012 p. 198 F

Déjà parus :
Tome 1, Karl Ferdinand Werner, Les origines (avant l'an mil)
Tome 2, Jean Favier, Le temps des principautés (de l'an mil à 1515)
Tome 3, Jean Mayer, La France moderne (de 1515 à 1789)
Tome 4, Jean Tulard, Les révolutions (de 1789 à 1851)
Tome 5, François Caron, La France des patriotes (de 1851 à 1918)

FAYARD

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 490 F

Renseignements : RENFE

1, av. Marceau, 75116 PARIS

Tél. 47-23-52-01

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny

75775 PARIS cedex 16

D.E.S.S. — STRATEGIE

PLANIFICATION — CONTROLE

Une formation de pointe, un débouché assuré

Inscriptions du 30 mai au 24 juin 1988 pour les accès directs

Renseignements Tél. : 45-05-14-10, poste 4525

FOOTBALL : Championnat d'Europe des nations

Waterloo anglais

Les demi-finales du Championnat d'Europe des nations opposeront l'Allemagne de l'Ouest aux Pays-Bas, le mardi 21 juin à Hambourg, et l'Italie à l'Union soviétique, le mercredi 22 juin à Stuttgart. Les Néerlandais se sont qualifiés en venant difficilement à bout des Irlandais, le samedi 18 juin, à Gelsenkirchen (1-0). Simultanément, à Francfort, l'URSS infligeait à l'Angleterre sa troisième défaite consécutive (3-1).

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

Le public allemand est cruel. Bien avant la fin du match contre l'URSS, il criait « au revoir » aux Anglais, et croyait entendre « bon débarras ». C'est abrupt, mais ça traduit bien le sentiment général. La disparition de la sélection anglaise entraîne le départ de ses insupportables supporters. On pourra reprendre le chemin des stades sans appréhension. Les reporters sportifs n'auront plus à tenir la chronique d'une guerre amoncelée.

Sur leurs tee-shirt, ils avaient écrit : « Invasion of Europe ». Mais les hooligans ont dû reprendre prématurément en gare de Francfort les trains de retour au pays. Leur retraite a été précipitée par les revers subis sur le terrain par l'équipe d'Angleterre. Ils étaient d'ailleurs moins nombreux pour l'ultime match, à peine 5 000 dans les tribunes du Waldstadion.

Dépités, certains avaient revendu leurs billets, mais les plus enragés ont livré jusqu'au bout leur baronnie d'honneur. Pendant deux jours et surtout deux nuits, la police de Francfort a été tenue sur le pied de guerre. Les skinheads locaux avaient prévenu par voie de tract qu'ils s'érigeraient en comité d'accueil. Il y eut quelques escarmouches, un bar démolit, plusieurs centaines d'arrestations, la routine (1). La situation aurait pu dégénérer si les Anglais avaient rencontré des adversaires animés des mêmes intentions.

Or, à la surprise générale, les supporters néerlandais ont jusqu'à pré-

sent un comportement exemplaire. Les responsables britanniques pourraient consulter utilement la Fédération néerlandaise de football sur la façon de filtrer les hooligans. Le face-à-face tant redouté n'a pas eu lieu. Dans cet Euro 88, ce sera le seul rendez-vous manqué que personne ne regrettera.

Il y en eut d'autres. Ainsi l'Angleterre, contrairement à ce qu'elle espérait, ne se retrouvera pas en finale. Avec trois défaites et sept buts encaissés, son palmarès est le plus pauvre des huit équipes engagées. C'est la première fois qu'une sélection anglaise termine une compétition de ce genre sans marquer de point, et la deuxième fois en trente ans qu'elle concède trois défaites consécutives.

La gifle est cuisante pour le sélectionneur Bobby Robson, qui s'était autoproclamé favori. L'homme pourtant n'en démont pas : son équipe reste l'une des meilleures. En vue des éliminatoires de la Coupe du monde de 1990, il n'envisage que des changements « en douceur ».

« Pas de panique », affirme-t-il aux journalistes britanniques particulièrement acides. Selon lui, les deux premiers matches ont basculé sur des coups de sort. « Il n'y a pas de mauvaise tactique, de mauvais joueurs ou de mauvaise équipe, se défend-il. Nous avons seulement manqué de réussite dans la finition. »

Piles
étoiles

Après l'affligeante prestation de son équipe contre l'URSS, la belle assurance de Bobby Robson fait plaisir à voir. Son avant-centre Gary Lineker ne la partage pas. Au contraire, le buteur du FC Barcelone broie du noir. Avant d'arriver en Allemagne, il avait marqué 26 buts en 30 sélections. Ici, rien. Lineker fait partie de ces stars qui ont manqué de réussite.

Michel, le meneur de jeu espagnol, brillant contre les « vieux » Danois lors du premier match, s'est éteint par la suite. Pur produit de la filière Réal, ce Madrileño de vingt-cinq ans a appris au début du tournoi qu'il avait gagné le gros lot. Pour mettre

fin à la surenchère des clubs italiens, son président lui a fait signer un contrat qui le lie au Réal de Madrid jusqu'en 1995. Un contrat en or masqué qui fait de Miguel Gonzalez Martin del Campo, dit Michel, l'un des rares milliardaires (en pesetas) du football espagnol.

Un look : sa coiffure rasta fait un malheur sur les stades, mais aussi sur scène, pulvérisant ses moments perdus, il gratte la guitare basse dans un groupe de rock. Des idées géniales aussi : militant de la Fondation Anne-Frank, il a dédié son récent Ballon d'or européen à Nelson Mandela.



Les revers subis sur le terrain par l'équipe d'Angleterre, ont obligé les hooligans à reprendre prématurément les trains de retour. Un soulagement, sans doute, pour les policiers allemands.

Cette soudaine richesse a-t-elle perturbé celui sur qui Miguel Munoz comptait pour diriger l'équipe ? « Il a désormais l'âge requis pour être le patron, disais-je. Notre préparation a été basée sur sa vista et son sens du jeu collectif. » Michel méconnaissable face à l'Italie, puis touché au genou, c'est toute l'Espagne qui s'est mise à boiter.

Chez les Soviétiques, les héros présumés à l'appel de Dasaiev et Belanov, mais en particulier V. Protasov. Les Italiens n'avaient d'yeux que pour Vialli. Le génial attaquant de la Sampdoria n'a pas déçu, mais a dû partager vedette avec Mancini, Giannini et Maldini.

Reste le cas Gullit : on s'attendait que le Néerlandais attaquât le Championnat d'Europe avec toute sa personnalité et conduise son pays à la finale, comme il l'a fait cette saison dans le Calcio pour le Milan AC.

Les Néerlandais sont toujours en course, mais non sans peine. Ils n'ont dû leur salut qu'à un but difficilement arraché aux Irlandais à huit minutes du coup de sifflet final. Ruud Gullit n'a pas eu le rayonnement espiéré.

Joueur au gabarit impressionnant (1,85 mètre pour 88 kilos), il a tout pour devenir à vingt-cinq ans le héros qui manque au football européen depuis le retrait de Michel Platini.

Enfin, c'est un footballeur complet, à la fois puissant et technique, toujours porté vers l'offensive. Même en forme précise, il est capable du geste décisif. Contre l'Angleterre, il n'a pas offert les deux premiers buts à son copain Marco Van Basten en dépit d'une prestation discrète ?

Pour son historique rendez-vous avec la FIFA quatre ans après la finale de la Coupe du monde 1974, la sélection néerlandaise, pourtant riche de talents, aura grand besoin de lui. Aura-t-il récupéré ses forces après la fatigue accumulée sur la longue route du Calcio italien ? Comme lui, quelques vedettes attendues ont accusé le contre-coup d'une saison éreintante : Barnes l'Anglais, Buttrane l'Espagnol, Lerby le Danois. Seuls les Irlandais ont paru frais, nous régalaient d'un football joyeux, direct, décapant.

Les Whelan, Houghton et autre Aldridge avaient pourtant en aussi les soixante matches de la saison anglaise dans les jambes, mais le poids des responsabilités n'écrasait pas leurs épaules d'outsiders.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) La police onet-allemande a interpellé 823 personnes au cours de la première semaine de l'Euro 88, dont 381 de nationalité britannique.

Les résultats

Athlétisme

RENCONTRE
GRANDE-BRETAGNE-
URSS-FRANCE
à Portsmouth

Le match, qui a été boycotté par les lanceurs de marteau soviétiques, mis en cause par la presse britannique dans une affaire de dopage, a été remporté par l'équipe masculine de Grande-Bretagne, avec Sebastian Coe en grande forme sur 800 m, totalisant 155 points contre 149 aux Soviétiques et 137 aux Français, qui ont pâti de l'élimination de Gilles Quénec'h sur 200 m. Chez les dames, victoire de l'URSS (141 points) devant les Britanniques (141 points) et les Françaises (138 points).

REUNION INTERNATIONALE
D'EPREUVES COMBINEES
à Goetzis (Autriche)

En totalisant 6 702 points lors de la rencontre internationale d'épreuves combinées de Goetzis, les 18 et 19 juin, Chantal Beaugnot, âgée de vingt-cinq ans, a amélioré le record de France de l'athlétisme qu'elle avait déjà porté à 6 410 points les 23 et 24 mai 1987 dans le même stade. Elle a réussi cette performance de niveau mondial en réalisant lors de la deuxième journée 6,45 m. en longueur, 50,96 m. au javalot et 2 min. 7 sec. 09 au 800 m.

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DES 25 KILOMETRES SUR ROUTE
à Cluses (Tarn)

En 1 h 16 min. 11 sec., le rousillonais Pierre Levisse, âgé de trente-deux ans, a remporté le championnat de France des 25 km sur route disputé à Castres (Tarn). Il a précédé Didier Chauvillier de 38 sec. et Hassan Sébaoui de 53 sec. Chez les dames, la victoire est revenue à Elvane Cavé, âgée de trente-sept ans, qui a devancé Dominique Rember et la Britannique Maryse Legallo. Plus de 1 100 concurrents ont participé au championnat, dont 600 vétérans.

OPEN FEMININ
DES PAYS-BAS
à Arnhem

Une semaine après avoir remporté l'open de Fourquaux, la Française Marie-Laure de Lorenzi-Touy s'est de nouveau imposée le 19 juin, dans une épreuve du circuit européen, en gagnant l'open des Pays-Bas avec 295 coups contre 296 à la Britannique Katrina Douglas et 297 à la Française Karine Espinasse.

Golf

Natation

CHAMPIONNAT DE BRETAGNE
à Dinard

La plus ancienne record de France de natation est tombé le 19 juin, à l'occasion des championnats régionaux de Bretagne disputés à Dinard : depuis le 21 juillet 1977, aucune nageuse française n'avait pu faire mieux que Patricia Plug sur 200 m papillon, qui avait alors couvert la distance en 2 min. 14 s. 93. Cette performance, élève de la section sport-études de Dinard, licenciée au Club-Natation 92, a été chronométrée en 2 min. 14 s. 93. Cette performance inférieure au minimum de qualification olympique (2 min 15 s 74) pourrait lui valoir une place en équipe de France à Stouffville. Toutefois, elle reste loin du niveau mondial : le record d'Europe de l'Allemande de l'Est Cornelia Poll est de 2 min. 7 sec. 82.

Rugby

TOURNEE FRANCAISE
EN ARGENTINE

Battu lors des premiers tests-matchs des deux dernières tournées en Argentine, le XV de France s'est imposé cette fois. Mais la victoire acquise sur le score de 18 à 15 fut longue à se dessiner, samedi 18 juin, sur le stade Vélez-Sarsfield de Buenos-Aires. A la pause, les Français menaient en effet 15-12. Les Français l'imposèrent finalement grâce à un essai du talonneur Philippe Bétrancourt (63 minutes), dont c'était le grand retour en équipe nationale. Les quatre autres points ont été marqués au pied par Philippe Bétrancourt (quatre pénalités et une transformation).

Voile

TRANSATLANTIQUE
EN SOLITAIRE

Arrivée en septième position à Newport, terme de la huitième course transatlantique en solitaire organisée par les Anglais, la Française Florence Arthaud sur Grand Record Pierre-1^{er}, a pulvérisé l'ancien record de la traversée Est-Ouest en solitaire : partie de Plymouth elle a rallié Newport en 13 jours 10 h 38 min, alors qu'en 1984 Philippe Poupon avait mis plus de seize jours. Florence Arthaud est la cinquième femme à terminer cette course, après Marie-Claude Paroux et Anne Michaloff en 1972, Claire Francis en 1976 et Naomi James en 1980.

AUTOMOBILISME : Grand Prix des Etats-Unis

Atout frein

Pour la troisième année consécutive, le Brésilien Ayrton Senna a remporté, le dimanche 19 juin à Detroit (Michigan), le Grand Prix des Etats-Unis de formule 1 automobile, au terme d'un cavalier seul de soixante-trois tours. Cet exploit, réalisé sur trois voitures différentes (Lotus-Renault puis Lotus-Honda et McLaren-Honda), confirme la maîtrise exceptionnelle du jeune Brésilien sur les circuits urbains. L'écurie McLaren-Honda a réuni son quatrième doublé de la saison avec la deuxième place d'Alain Prost.

Parti en deuxième ligne, le pilote français a rapidement doublé les deux Ferrari puis est longtemps resté à une dizaine de secondes de son coéquipier. La rapide dégradation de la piste l'a ensuite incité à assurer sa deuxième place à trente-huit secondes. Après six courses, les deux pilotes des McLaren-Honda se partagent les victoires, mais Alain Prost devance Ayrton Senna au championnat du monde grâce à ses trois deuxième places.

Comme à Montréal, le Belge Thierry Boutsen (Benetton-Ford) a pris la troisième place à un tour. Et comme à Montréal encore les deux Ferrari ont abandonné. Gerhard Berger sur crevalin (septième tour) et Michele Alboreto, moteur cassé après un blocage des roues au freinage (48^e tour). Notre envoyé spécial, qui passe une saison avec la Scuderia, nous explique l'évolution des freins de formule 1 depuis l'utilisation du carbone.

DETROIT
de notre envoyé spécial

« C'est le circuit qui je dirais. Le revêtement fait preuve d'une très mauvaise adhérence et se dégrade rapidement. Il y a des trous, des bosses, des plaques d'égout. C'est l'enfer. » Comme beaucoup d'autres pilotes, Alain Prost rêvait depuis longtemps à un tout autre circuit pour le Grand Prix des Etats-Unis, disputé dans la capitale mondiale de l'automobile.

Après sept années de purgatoire, où ils ont dû tourner autour de l'univers de béton, d'acier et de feu fumé du Renaissance Center, dominé par le Westin, l'hôtel le plus haut du monde (250 mètres) — caricature d'une Amérique de la décadence avec ses soixante-trois étages, mille quatre cents chambres, seize restaurants et quarante-quatre boutiques — les pilotes auraient enfin gagné leur paradis écologique.

Chassé, pour cause de paralysie du quartier d'affaires, par le renouveau de l'industrie automobile et de la renaissance de l'activité économique, le Grand Prix des Etats-Unis devait, dès l'an prochain, traverser le pont MacArthur pour s'engager à Belle Isle, une oasis de verdure et de fleurs, dont le nom rappelle, plus encore que celui de Detroit, les origines françaises de la capitale du Michigan.

Un système
d'autoventilation

Mais, avant de gagner leur paradis, les pilotes de formule 1, devront en découdre avec des freins sur le pire des circuits urbains. Avec ses 4 kilomètres jalonnés d'une centaine de plaques d'égout et de blocs de béton délimitant le tracé, son revêtement bosselé se dégradant rapidement pour donner naissance à de la « gravette » dans les dix-sept virages, dont douze à angle droit, la piste de Detroit est un banc de torture pour les pilotes et les mécaniciens.

« Des seize circuits actuels, ceux de Detroit et d'Adelade, avec leurs virages à angle droit, sont ceux qui posent le plus de problèmes au niveau du freinage », indique Alain Gassiat, ingénieur études et dévelop-

pement à Carbone Industrie, une société de Villeurbanne qui équipe en freins quatorze des dix-huit écuries de formule 1. L'application des plaquettes de freins en carbone à la formule 1 après l'aviation avait d'abord désorienté les pilotes.

« Une des transformations les plus spectaculaires qu'on a subies les voitures de formule 1 ces dernières années est le remplacement des freins d'acier par des freins en carbone, écrit Niki Lauda (1). (...) Cela donne un ralentissement fou, indescriptible. Si, au début des essais, tu décides de freiner sur 100 mètres, automatiquement, tu descends à 80, 70, 60. On a toujours du mal à croire que c'est faisable. Il se fait dominer les instincts naturels, après confiance à quelque chose d'incroyable. Cela correspond à nos notions de valeurs et à notre condition physique que, à l'époque, je me suis déplacé une véritable distance. »

Depuis la retraite du pilote autrichien, cette technique a encore évolué. La Société européenne de propulsion (propulsion des lanceurs Ariane, matériaux composites en carbone, etc.), qui avait débüté en formule 1 avec l'écurie Agip en 1981, s'est associée avec Alstom pour créer en juillet 1985 Carbone Industrie, qui produit essentiellement des freins pour l'aviation (Airbus, Falcon-900, Mirage-2000, Rafale), et, demain peut-être pour le TGV-Nord.

Grâce à la mise au point d'un nouveau matériau, le Sepcarb, les formule 1 actuelles disposent de freins quatre fois plus légers (gain de poids : 12 kilos) et aux capacités d'absorption thermique doubles de celles de l'acier. Le problème spécifique des freins de voitures de course reste l'évacuation de la chaleur. A l'inverse d'un avion, une formule 1 freine en moyenne toutes les cinq secondes. Après avoir travaillé sur les matériaux, les ingénieurs de Carbone Industrie ont donc axé leurs recherches sur l'architecture des freins et, en collaboration avec les constructeurs de formule 1, sur leur environnement.

Déjà, ces freins existent en trois épaisseurs (23, 26 et 23 mm) avec des versions autoventilées adaptées aux types de circuits, aux voitures (le frein-moteur est plus efficace sur les circuits asphaltés) ou aux pilotes (Andrea de Cesaris, Stefan Johansson et René Arnoux sollicitent leurs freins plus que d'autres).

Pour être efficaces, les freins carbone doivent encore être utilisés dans une plage de températures bien définie, entre 400 et 800 degrés. En deçà, le frein n'est pas suffisant. Au-delà, le carbone s'oxyde et se dégrade. Lors des séances d'essais, Alain Gassiat, plus spécialement attaché à l'écurie Ferrari, prend systématiquement les températures à chaque arrêt au stand pour faire modifier éventuellement la ventilation. Deux marques de peinture, l'une verte et l'autre rouge qui viront respectivement à 400 et à 620 degrés lui permettent de vérifier si les plaquettes de frein sont bien restées dans la fourchette de température idéale.

En course, le pilote dispose du tour de mise en place pour monter ses freins à température. A Detroit, compte tenu des faibles vitesses, six à sept tours étaient nécessaires pour atteindre la température d'équilibre (170 degrés pour les freins et 160-170 degrés pour les freins en alliage léger). Dans ces conditions, comme, Michel Alboreto, aurait pu amorcer ses freinages « 50 mètres plus tard qu'avec des freins en acier ». A condition d'évoluer sur un revêtement résistant. Ce qui n'était pas le cas à Detroit.

GÉRARD ALBOUY.

(1) 300 à l'heure. Niki Lauda. Editions Robert Laffont.

Championnat de France 1988-1989

Offensive et sévérité

Revalorisation de l'offensive, lutte contre le jeu dur, limitation du nombre de joueurs non sélectionnables à quatre par équipe et interdiction des matches gratuits : telles ont été les principales décisions prises par l'assemblée générale de la ligue nationale de football (LNF), samedi 18 juin à Nantes. Ces mesures traduisent une volonté d'enrayer la baisse de fréquentation des stades offrant un spectacle de meilleure qualité. Ainsi la prochaine saison, à titre expérimental, un bonus sera accordé au jeu offensif, une victoire valant 3 points contre 2 actuellement. Le décompte du nul (1 point) et de la défaite (0 point) restera inchangé. Les dirigeants français espèrent ainsi redonner la primauté à l'attaque, comme cela s'est produit dans le championnat britannique, où cette mesure a déjà été adoptée.

Autre objectif : combattre le jeu dur. A compter de la prochaine saison, outre le délégué un « superviseur » se tiendra dans les tribunes, et toutes les rencontres seront filmées. La cassette vidéo sera transmise aux commissions de discipline, qui pourront sévir même si l'arbitre n'a pas sanctionné sur le champ, ou au contraire « pour corriger des décisions arbitraires prises à tort ». De plus, deux cartons jaunes à un même joueur entraînent une suspension automatique. Les arbitres devront aussi sévir en cas de contestation des joueurs, excès de joie intempestive, excitation du public et toute forme d'antijeu et de perte de temps. Par exemple, lors d'un coup franc, chaque joueur aura droit à un seul geste de refus. Si le joueur refuse de se placer aux 9,15 mètres réglementaires, l'arbitre fera l'objet d'un carton jaune.

CYCLISME : Grand Prix du « Midi libre »

Fignon et Bernard pied à terre

Déjà vainqueur en 1986, le Belge Claude Criquielion a gagné le Grand Prix Midi libre, dernière épreuve française par étapes avant le Tour, tandis que le jeune Breton Gérard Rué remportait l'ultime étape à Font-Romeu, le dimanche 19 juin, au terme d'une échappée solitaire de 132 kilomètres à travers les Pyrénées-Orientales. Cette course, disputée sur un terrain fortement accidenté, représentait un test important pour Laurent Fignon et Jean-François Bernard, qui se sont retirés l'un et l'autre dans des circonstances très différentes.

FONT-ROMEU
de notre envoyé spécial

Cela ne va pas fort, décidément, pour les leaders du cyclisme français. Victime d'une chute durant le Tour d'Italie, Jean-François Bernard s'était aligné au départ du Grand Prix du Midi libre afin de se redonner à la compétition, mais, en dépit d'une ascension très convenable du mont Saint-Clair, sur les hauteurs de Sète, il a abandonné, totalement démobilisé, alors qu'il accusait un retard de plus d'une demi-heure au classement général.

Bernard ayant quitté la course sur la pointe des pieds, on attendait beaucoup du duel opposant Criquielion à Fignon sur un parcours hérissé de nombreuses difficultés. Malheureusement, le Français est tombé

samedi dans la descente du col de Jau, et il a renoncé, lui aussi, à poursuivre la lutte, en accord avec son directeur sportif, Cyrille Guimard. Cette décision, dictée par la prudence, donne à penser qu'il pourrait ne pas s'agir d'un accident bénin. Fignon, qui souffre d'un hématoème au genou droit, a voulu éviter de produire des efforts inopportuns avant d'être fixé sur l'état exact de son mal.

Il est trop tôt pour évaluer les conséquences de ses blessures sur sa participation au prochain Tour de France. Le leader du groupe Système U doit subir les examens nécessaires au début de la semaine, mais on se montre plus réservé dans son entourage que dans celui de Jean-François Bernard, dont on ne sait trop s'il se veut rassurant ou s'il dissimule ses appréhensions. Reste que les deux principales têtes du peloton sont confrontées à des problèmes préoccupants, à une période où il importe de faire le point de façon précise.

A cet égard, le Grand Prix du Midi libre a mis en valeur la condition physique satisfaisante des routiers français de la nouvelle génération. Patrice Esnault, lauréat du Grand Prix de la montagne, Joël Pelier, Yvon Madiot, Gilbert Mas, et, surtout, Eric Boyer, un équipier de Laurent Fignon, classé deuxième dans le sillage de Criquielion : ces coureurs devraient tenir un rôle intéressant dans le Tour, et surpassement dans le Championnat de France, samedi 25 juin à Saint-Etienne.

JACQUES AUGENDRE.

Culture

MUSIQUES

... Le Monde • Mardi 21 juin 1988 13

Le « Requiem » de Brahms dirigé par Leinsdorf

Humain, jamais trop humain

Les requiems pleuvent, comme toujours en été. Avant ceux de Verdi et de Fauré (notre calendrier), celui de Brahms, donné jeudi et samedi par l'Orchestre de Paris, réaffirmait sous la direction d'Erich Leinsdorf sa singularité.

Brahms intitule sa messe des morts *Un requiem allemand*. Que veut-il dire par là exactement ? Il s'en est expliqué auprès de Clara Schumann : « C'est volontiers que je remplacerais « allemand » par « humain » dans mon titre ».

Rien en effet, dans cette musique apaisée, ne laisse entendre ni ne fait craindre ce qui va se passer après. Ni jour de colère ni trompette du jugement dernier. Le premier mot que chantent les chœurs (dans un allemand bien protestant) résonne logiquement à la fin de cette liturgie réinventée, en toute sérénité : « *selig* » (« heureux »). Tout ce *Requiem*, vu du côté et dans le camp de la commémoration des hommes, constitue — on l'a déjà

écrit, mais c'est vrai — un acte de bonté.

C'est ainsi qu'Erich Leinsdorf l'a d'ailleurs dirigé salle Pleyel : l'œuvre parlant suffisamment d'elle-même, inutile de la brusquer. Les tempos tranquilles, jamais forcés, d'un merveilleux défilé, procèdent avec naturel du mouvement intérieur de la déclamation. Tout le poids de la direction est systématiquement porté sur le chœur et sur sa charge d'affectivité. L'orchestre (un peu à l'abandon) est traité — ainsi qu'y invite la partition — comme le serviteur du chœur, chargé de soutenir, d'attiser en sourdine (par des passages à peine perceptibles du binaire au ternaire dans les batteries et tremolos d'accompagnement), de hisser hors du temps, de prolonger au-delà de la scansion rythmique, de faire résonner la Parole. Rôle comparable à celui du piano dans un cycle de lieder.

Il faut être un grand chef pour ramener un effectif choral et orchestral aussi considérable aux douceurs, aux délicatesses, à l'expression immédiate d'une voix solitaire accompagnée d'un seul clavier. Gestes modestes, carrière titanique, cinquante ans de métier cette année, Erich Leinsdorf est incontestablement un « grand ». Habitué à

diriger les plus brillantes formations américaines (1), il ne pense pas à battre des levées et à donner des départs qui lui semblent visiblement ne pas devoir être indiqués sans le vœu à des musiciens professionnels. L'Orchestre de Paris s'est plus ou moins bien accommodé de tant de liberté.

La moitié des hommes de la soirée revenait à Arthur Oldham, c'est-à-dire au chef du chœur (« *de cœur* », est-il écrit avec une faute d'orthographe mais non sans vérité sur la couverture du programme). Il a obtenu de sa légion de choristes amateurs les loges, les pianissimos, les brusques et fulgurants départs, les courbes, les irrésistibles sommets nécessaires pour animer cette écriture essentiellement linéaire (les passages fugués sont particulièrement rares dans une œuvre parfois qualifiée à tort d'académisme). Le soprano Benita Valente et Jorma Hynninen (baryton finlandais, à la voix plus dure mais aussi plus que celle de Fischer-Dieskau) remplissent vaillamment leur rôle limité.

Surprise, néanmoins : on entendit pour finir quelques buées ! Des puristes mal lunés n'auraient-ils pas supporté cette entrée chaotique de la petite harmonie, tels hésitants tremolos d'altos ou de violoncelles, telle attaque de cor un peu égarée ? Il n'est pourtant pas rare, en ces lieux, d'en entendre de pires. Et rien — surtout ! — pas d'effigies blanches errant sur le plateau. L'humanité de ce *Requiem*.

ANNE REY.

(1) De nombreux enregistrements de Leinsdorf avec Boston, dont les *Chorales* de Beethoven avec Rubinstein et le *Deuxième* de Brahms avec Richter, sont repassés en disques compacts chez RCA. *Un Requiem allemand* est prévu pour septembre avec Montserrat Caballé, Sherrill Milnes et le New England Conservatory Chorus.

* C'est un jeune chef français inconnu, Pascal Verrot, qui dirige l'Orchestre de Paris cette semaine dans l'ouverture de *Bernabé Cailin* de Berlioz, la *Première Symphonie* de Liszt, la *Première Symphonie* de Richard Strauss et le *Premier Concerto* pour piano de Chopin avec un soliste, Maria José Pires (les 22 et 23 à 20 h 30. Tél. : 43-63-07-96).

CALENDRIER

Début. Racot, Dufour à la Maison de la Radio. — Pour *Chloroform*, donné dans le cycle acoustique du GRM en première audition, Francis Dhomont a été primé le mois dernier à Bourges. Au même programme, une création de Denis Dufour pour orchestre de haut-parleurs, et *Noctuel*, œuvre pour bande et le besson d'Alexandre Ouzounoff, signée Gilles Racot.

* Lundi 20, à 20 h 30. Tél. : 43-30-29-88.

Aperçus et Kugel à Bagnolet. — C'est le plus petit festival de l'été. Ce n'est pas pour autant le moins intéressant : trois concerts acoustiques à l'Atelier par le trio Le Cercle et Martine Viard. Le premier entièrement consacré à Georges Aperçus (avec les désormais classiques *Récitations*). Le troisième tout entier dédié à Maurice Kugel (*Exotica*, *Dressure*...). Le second, partagé (*Quatuor de sons*, d'Aperçus ; *Trakson orale*, de Kugel).

* Les 21, 22 et 24, à 21 h 30. Atelier Théâtre et Musique, 36, rue Pierre-Curie. Tél. : 43-64-77-18.

« Arabella » au Châtelet et au Théâtre des Champs-Élysées. Dans la lignée du *Coste* de Mozart, l'art du quiproquo amoureux traité avec les raffinements conjugués du livret de Hofmannsthal et de la musique de Richard Strauss. Par le Nouvel Orchestre philharmonique et une bonne distribution, direction Janowski.

* Le 21 au Châtelet, le 23 au Théâtre des Champs-Élysées. Tél. : 43-33-00-00 et 43-33-44-44.

Gelber au Théâtre des Champs-Élysées. — Bruno Gelberoff, né en Argentine, élève de Scaramuzza, un pianiste à la plastique mélodique raffinée met fin au cycle des concertos de Beethoven avec le National, direction Barshai. Puis Gelber gagne la Côte basque et donne le coup d'envoi des Rencontres internationales de piano de Guéthary, concerts et master-classes (avant Engerer, Tibo, Pennerier, Zacharias, Afanador ; une manifestation organisée par Catherine Colard).

* Le 21 (*Concerto n° 3*) et le 24 (*Concerto n° 2*), au Théâtre des Champs-Élysées. Tél. : 47-20-36-37. Guéthary, tél. : (15) 59-26-56-60.

« L'Apollinaire », au Théâtre de la Porte Saint-Martin. — Par

Sviatoslav Richter

n'avait pas joué à Paris depuis quatre ans.

Il dédiait son récital à la mémoire

d'Arthur Rubinstein.

On le retrouvera à Tours

et à la Grange de Meslay.

Une heure avant le concert de dimanche dernier, la foule se pressait dans le hall de la salle des Congrès de l'UNESCO : des mélomanes à la recherche de places questionnaient les appariteurs : « Savez-vous ce que Richter va jouer ? ». Personne ne pouvait le renseigner, le pianiste soviétique ne fixant ses programmes qu'à la toute dernière minute.

A 21 heures, il entre en scène, salue le public qui l'accueille, rabroue un photographe qui s'avance imprudemment, avant de lui décocher un des sourires ravageurs dont il a le secret : Sviatoslav Richter n'a pas changé, moitié enfant, moitié ours, timide et conquérant. Il n'affiche aucun dédain pour ceux qui sont venus l'écouter.

Il s'assied à son piano, immédiatement rejoint par son tourneur de pages, les lumières s'éteignent, un petit lampadaire éclaire faiblement son profil. Richter n'attend pas que le silence se fasse, il plante ses grandes mains dans l'ivoire.

Transcender les œuvres

On ne se souvient pas avoir entendu la *Première Sonate* de Brahms jouée avec cette véhémence, à une telle vitesse, aussi subtile dans son articulation. Longue, répétitive, cette œuvre de jeunesse a besoin d'un pianiste qui donne un sens à ses nombreuses redites. Richter est un de ces rares interprètes capables non

De Paris à Tours

Richter tonnant



seulement de s'élever à la hauteur des œuvres qu'ils jouent mais aussi, parfois, de les transcender. Maria Callas, Wilhelm Furtwängler, étaient de cette espèce en voie d'extinction. Paralyse sans doute par le trac, le tourneur de pages n'arrivait pas de se tromper. Qu'importe, Richter savait où il allait.

La seconde partie du récital était constituée d'un panache de deux cahiers d'*Études* de Chopin. Ces œuvres rabâchées dans les conservatoires, desséchées par de nombreux virtuoses, n'apportent plus guère de surprises aux auditeurs. Richter les joue à une vitesse faramineuse, avec un alliage singulier de délicatesse et d'éclat. Elles deviennent autant de poèmes épiques, d'histoires racontées. Son *Étude en tierces* n'a aucun poids, sa *Révolutionnaire* ne tonne qu'en sa conclusion. Les doigts filent, mais ce ne sont pas eux qui guident le pianiste : Richter commande, ses mains obéissent. On ne

décèle aucune obsession technique dans ce jeu. On sait, pourtant, que Richter est un bourreau de travail. Mais l'étude ne vise, pour lui, qu'à conquérir la liberté d'interpréter. Et d'artiste aussi libre, il n'en existe plus.

A la sortie, l'euphorie était générale. Joie à peine ternie par des : « Mais quand reviendra-t-il ? » (1).

ALAIN LOMPECH.

(1) Sviatoslav Richter sera à Nantes, le 20 juin, pour un récital à l'Auditorium (tél. : 16 40-47-17-28). Il sera également au Grand Théâtre de Tours, dans le cadre des fêtes de la Grange de Meslay, le 26 juin, dans le *Premier Concerto* de Beethoven. Le 24 juin, il aura donné un récital à Meslay, qui remplacera la soirée chant et piano initialement prévue avec Julia Varady. D'autre part, toujours à la Grange de Meslay, Claudio Arrau sera remplacé le 25 juin par le pianiste cubano-américain Jorge Bolet (tél. : 16 42-21-65-06).

Pink Floyd à Versailles

Inventaire d'une aventure

Sorti d'une retraite de dix ans, le groupe superstar se rappelle les beaux moments de son histoire.

La série de concerts-événements, ouverte par Bruce Springsteen dimanche 19 juin à l'hippodrome de Vincennes devant soixante mille spectateurs, se poursuit par le retour des brisards de Pink Floyd, qui se permettent, après dix ans de retraite, d'attirer probablement en deux jours plus de spectateurs (cent soixante mille) que Michael Jackson (cent mille prévus les 27 et 28 juin au Parc des Princes).

Il est vrai que la France a toujours été le pays de prédilection de Pink Floyd. C'est chez nous que le groupe a trouvé son essor à la fin des années 60. C'est dans l'Hexagone qu'il a réalisé plus tard diverses expériences, notamment les bandes sonores de *Moon* et de *la Vallée*, les films réalisés par Barbet Schroeder.

Pink Floyd n'a vraiment jamais été un groupe comme les autres. Rick Wright, Nick Mason, Roger Waters et David Gilmour ont cherché, essayé beaucoup de possibilités, propagé en son temps le light show, multiplié les concerts avec les feux d'artifice et une artillerie d'effets spéciaux, développé l'idée d'un spectacle total, mêlé le rock et les ruines d'une civilisation (à Pompéi), le rock et l'image, le rock et la danse (avec la compagnie de Roland Petit), le rock et le classique (*Atom Heart Mother*, avec chœurs et orchestre classique). C'est sans doute pourquoi le groupe fondé à Londres il y a vingt-deux ans a touché un public plus large que celui du rock.

Adrienne et structurée, dérivant de sons, de cris et de lumière, aux frontières du rêve et de la science-fiction, la musique de Pink Floyd, que les Anglais ont, un jour, découverte comme du « space rock », a exploré des espaces intérieurs, mis l'accent aussi sur une dimension esthétique très pure.

Curieusement, Pink Floyd a connu plusieurs isochères. Le premier, Syd Barrett, trouve le nom de la formation, compose les thèmes du premier album (*The Piper at the Gates of Dawn*), avant de décrocher, victime de l'ère psychédélique. Le second,

Roger Waters, inspire ses compagnons durant toutes les années 70, fut l'organisateur des grandes productions comme *Atom Heart Mother*, *The Wall* et surtout *Dark Side of the Moon*, le plus gros succès de Pink Floyd en France (plus d'un million d'albums vendus) et aux États-Unis, une œuvre dense où le groupe parlait de stress, de folie et de mort dans la société contemporaine. Le troisième, David Gilmour, vient de ressusciter l'ensemble contre les volontés de Roger Waters.

Bien avant le dernier album en compagnie de Waters (*The Final Cut*), Pink Floyd avait libéré ses membres des contraintes d'une aventure commune. Et celui-ci, après quelques albums en solo sans éclat particulier, s'étaient retirés. Le retour du groupe autour de David Gilmour a d'abord des motifs financiers. « C'est notre métier de jouer », ont simplement affirmé les musiciens lors de leur conférence de presse le jeudi 9 juin à Versailles. Mais s'ils ont repris la route, c'est aussi parce qu'ils ont voulu sortir de la brume nostalgique où ils se perdaient. Roger Waters ne souhaitait pas cette résurrection et il a fait valoir ses droits en ce sens : il a fallu une décision de la justice britannique pour que Pink Floyd puisse se reconstituer. Sans Waters. A charge pour David Gilmour, Rick Wright et Nick Mason de prouver qu'ils ont le pouvoir à eux trois de recomposer la magie du passé.

Pink Floyd numéro 3 se présente, bien entendu, avec un son en quadruple et un équipement de lumières sophistiquées. Dans le site grandiose de la place d'armes du château de Versailles, il donnera sa nouvelle version d'un grand spectacle de rock dans une explosion de laser et de fumigènes. Il fera un inventaire de l'aventure du groupe : *Money*, *Mother*, *Brick in the Wall*, *Shine on you Crazy Diamonds*, *Welcome to the Machine*, et aussi des extraits de l'album récemment paru sans Roger Waters, *A Momentary Lapse of Reason* : une absence momentanée de raison... (1) Qualificatif qui ne correspond nullement à ce retour plus qu'honorable d'un des groupes superstars de l'histoire du rock.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Les 21 et 22 juin, à Versailles.

(1) Albums et compacts EMI.

BILLETTEL

SPECIAL FESTIVAL

Achetez dès maintenant vos places aux **BONNES BILLETTEL** pour les festivals de l'été.

ARLES

PLACES EN VENTE A PARTIR DU 13 JUIN

AVIGNON

BEAUNE

CHATEAUVALLON

GRENOBLE-LE ZIGOM

LYON BIENNALE INTERNATIONALE DE LA DANSE

MARSEILLE

PARIS FESTIVAL ESTIVAL

SUDZUR LOIRE

MAISON LA ROMAINE

Mais aussi à PARIS, pour les spectacles, les concerts, les expositions, le théâtre...

LES BORNES BILLETTEL :

Toutes les FNAC de la région parisienne et des grandes villes de province, plus EURO-MARCHE AUTEUIL et ST QUENTIN-EN-YVELINES ; et 600 en AVIGNON : Office de tourisme et Grand Poste.

Informations : 30 15 BILLETTEL

BILLETTEL « une fois par an »

Culture

PHOTO

Rétrospective Ralph Gibson à la Bibliothèque nationale

L'art du gros plan

Entre l'imaginaire et le constat, l'univers mental et sensoriel d'un poète du banal et de l'étrange qui fait de la réalité une fiction.

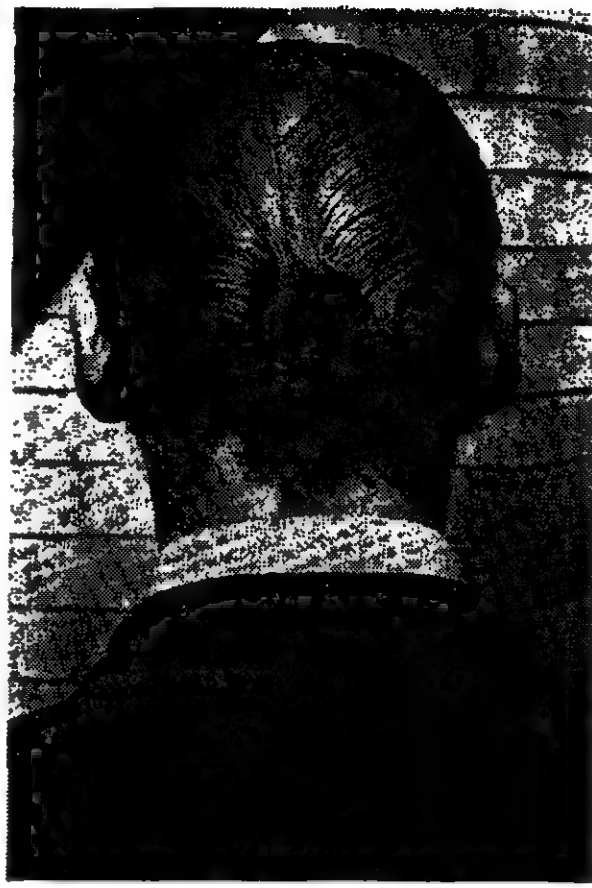
Lorsqu'en 1970, Ralph Gibson publie à New-York son premier livre *The Somnambulist*, il n'a pour référence que d'avoir été l'assistant de Dorothea Lange. Et d'être l'ami de Robert Frank qui lui offre son matériel de prise de vues.

Précédé d'une courte introduction, le livre était traité par Gibson comme un moyen d'expression autonome. Superbement imprimé par sa propre maison d'édition Lustrum Press (à présent disparue), *The Somnambulist* se présente comme l'odyssée d'un rêveur. Figuré par un autoportrait de l'auteur endormi, celui-ci entraîne le lecteur dans un univers improbable où fables et métaphores se distribuent à l'environnement comme un jeu de cartes. La juxtaposition des images (conçues comme un film) engage à une troisième lecture. A coups d'ellipses et d'associations inconscientes, Gibson bâtit un monde original, bruisant de relations secrètes et de rapports insoupçonnés.

A trente et un ans, il abandonne ses travaux commerciaux et s'attelle à exprimer sans concession sa vision

du monde. Privilégiant le motif et non le sujet, il cache l'inspiration, mais aussi tout sentiment. Archéologue de l'imaginaire, il explore d'un œil distancé le mystère du visible, de l'invisible, ainsi que la relation entre le rêve et l'illusion. Pensées comme des apparitions, ses photos regorgent d'énigmes.

De *Déjà vu* (1973) à *Days at Sea* (1974) — esthétiquement le plus abouti — et *Synapse* paru en 1983, l'œuvre s'est ainsi éditée avec une rigueur toute classique. Gibson excelle à décrypter la nature souterraine des choses. Tel un chirurgien, il dissèque les textures, prélève dans la réalité des points de détail (auques, serrures, vêtements) qui grandissent et occupent tout le cadre. Va par lui, un col blanc sur un pull noir devient un p'trait fascinant de l'absence. Ses images, poèmes graphiques, restent pourtant toujours éminemment concrètes. Obsédé par la matière (chair, pierre), cet orfèvre minimaliste, charmé par la monumentalité de l'infime, célèbre sans artifice l'illusion du réel. Malgré la netteté insistante avec laquelle il en fait l'inventaire, l'intuition de la forme compte cependant toujours plus que la signification de l'objet. Chapeau, dessin de tissu ou courbe d'un meuble, peu importe. Densité et substance constituent le vrai sujet de ce dramaturge de l'anodin.



Quadrants, I (1975)

Un architecte du détail

Après Cartier-Bresson et Frank, les Cahiers de la photographie consacrent leur vingtième livraison à l'œuvre de Ralph Gibson. Celui qui a fait du livre un espace créatif est à son tour l'objet d'une mise en perspective critique. Gibson incarne esthétiquement un pan de la modernité photographique des années 70. Concepteur de l'exposition de la BN, Miles Barth explique, par la chronologie, comment cet ancien marin, musicien, féru de magie, s'est nourri de toutes les disciplines. De la « langue des bords » qu'interroge Denis Roche au « monde-usage » que décrit Régis Durand, les signes, l'écriture, l'érotisme, la quiétude, le plein de la matière, sont passés au crible de

points de vue éclairants. Assemblée au croquis ou à la taille de la pierre, la synthèse gibsonienne est décryptée par Jean-Claude Lamagny, qui relève entre autres dominantes « une foule de bourgeois » mais aussi le carnel, le soin du trait et l'œil. Jean Kergel, Arnaud Clément et Yves Guillet complètent ce volume qui comprend également un entretien inédit, ainsi qu'un remarquable cahier photo de trente-deux images.

P. R.

« Ralph Gibson », les Cahiers de la photographie, n° 22, 136 p., 150 F. Lire aussi l'« Œil vivant », cinquante deux critiques parues dans le Monde, 150 F.

L'épineux problème du choix des sujets, Gibson le traite magistralement en composant avec la lumière. Il souligne le combat du plein et du vide, oppose les lignes et les masses, étend les arêtes, embrasse les aspérités. Et, à force d'incessantes soustractions, fait du grain la substance même du regard.

Après Rome et Lausanne, avant Londres, son abondante rétrospective itinérante fait escale à Paris. Venues d'ICP, les cent quarante-quatre images, rythmées par des agrandissements, posées sur des cimaises gris souris, permettent de saisir l'unité d'approche et l'entente d'un créateur en pleine maturité. Conçue chronologiquement, elle retrace avec fidélité les étapes de sa carrière depuis les débuts à San-Francisco (1960-1962) où l'on

dénote déjà un souci du graphisme, un sens de la forme et du cadre qui seront la marque de son style.

Des clichés surréalistes du début, qui ont un peu vieilli, aux nus, à « Black Series » et « Arctifacts » (1985), elle compte quelques inédits en couleurs qui font regretter que ce maître du noir et blanc s'y adonne si rarement.

PATRICK ROGIERE

« Tropisme : trente ans de photographie » par Ralph Gibson, exposition organisée à partir des collections permanentes du Centre international de la photographie, New-York, présentée par la Bibliothèque nationale, galerie Maillart, 38, rue Richelieu, 75002 Paris, jusqu'au 3 juillet. Parution sous le même titre d'une monographie, concentrée de tous ses livres, 150 pages, éd. Aperture.

CINÉMA

« Un mois à la campagne », de Pat O'Connor

La mélancolie de l'éphémère

En 1920, Birkin (Colin Firth), rescapé de la guerre, vient à Oxgoby, petite ville de Yorkshire, pour restaurer dans une église médiévale une fresque qui a été blanchie à la chaux. Cela ne pleut pas au pasteur Kesch (Patrick Malahide) mais il est obligé de laisser faire. Dans le champ, près de l'église, campe Moon (Kenneth Branagh), ancien combattant lui aussi, chargé de fouilles sur cimetière et qui espère découvrir une chapelle saxonne. Birkin, niché dans le clocher, devient l'ami de Moon, et il est attiré par Alice (Natascha Richardson), la douce femme du pasteur, qui s'intéresse à ses travaux et lui rend visite de temps en temps.

A qui tient le charme de ce film où il ne se passe rien, que des petits événements, où le soleil sèche la pluie sur la campagne anglaise, où les personnages retiennent les mots qui diraient leur difficulté de vivre, leurs angoisses, leurs passions, leurs

secrets ? A ce non-dit justement, à des regards laissant un instant filtrer les sentiments, à l'intimisme, à la suggestion d'une mise en scène distillant le temps goutte à goutte, refusant tout pittoresque « rétro », traduisant la mélancolie de l'éphémère.

Des êtres se croisent le temps d'un été. Ils se quittent et ne se reverront jamais. Birkin apprend par un tiers ce que cache Moon. Il se tait. Les deux hommes communiquent à travers leurs recherches et s'aperçoivent qu'elles se complètent. L'amour d'Alice pour Birkin se manifeste juste par le don d'une fleur et d'un panier de pommes. Est-ce qu'on obéit aux convenances ? Pas forcément. Birkin et Moon (les deux acteurs, chacun dans son rôle, sont d'une subtilité étonnante) doivent exorciser le traumatisme de la guerre, Alice subit l'échec de son mariage (admirable Natascha Richardson en robe de tulle, qui n'était pas encore Patty Hearst chez Paul Schrader), et le rigide pasteur porte aussi son fardeau. Tous se cherchent une compensation artistique, esthétique : la fresque, la chapelle caennaise, les buissons de roses blanches d'Alice, le violon de son mari. Tout autour la vie bourdonne. Et il faut l'accepter. Un vieil homme passe dans les images finales, comme pour signifier le regret de ce qui n'est pas arrivé ou est déjà.

JACQUES SICIER

• Mort de la comédienne Christine Fabrega. — La comédienne Christine Fabrega est décédée, le 17 juin dernier, des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de cinquante-sept ans. Animatrice d'émissions populaires à la télévision dans les années 60 (Le Tour du monde en 80 jours, Le mot le plus long, « Sérieux s'abstenir »), Christine Fabrega a joué dans le Deuxième Souffle, de Jean-Pierre Melville, et les Risques du métier, d'André Cayatte, avant d'interpréter plusieurs téléfilms et feuilletons (Chénoualton).

VENTES

Tableaux impressionnistes et modernes à Drouot

Les Japonais et les autres

Comment réussir une vente ? En sélectionnant des œuvres de qualité, et des œuvres qui plaisent surtout à Tokyo. C'est ce qui s'est passé dimanche à Drouot.

L'affaire s'est jouée par téléphone, et par satellite, entre un amateur européen et un amateur japonais. Ils se disputaient un portrait de femme en noir dans un jardin, un Toulouse-Lautrec de 1888, morceau de bravoure d'une vente qui faisait remonter en direct à Tokyo. Millier après million, ils ont atteint l'enchère vertigineuse de 27,6 millions de francs. Par exception, l'Européen a vaincu l'Oriental — le musée d'art occidental de Tokyo a-t-on appris par la suite. Le même collectionneur avait triomphé une première fois, vingt minutes auparavant, en obtenant le droit de payer 7,45 millions un portrait de Picasso de 1901 fort convoité. Heures anonymes.

Ces deux chefs-d'œuvre, auquel il convient d'ajouter le Nu sombre de Bonnard, acquis pour 9 millions de francs, ont donné toute sa force mélodramatique à la vente du 19 juin. Ils ont assuré l'essentiel de son succès, qui n'est guère contestable, quoiqu'elle se déroulait à l'hôtel Drouot, tout simplement, dans une salle aux murs tendus d'un tissu qui s'effiloche, et sans mise en scène digne du style Champs-Élysées. Ainsi se vécit un lieu commun : pour qu'une vente soit belle, il faut de beaux tableaux plutôt qu'un beau public, et, si possible, des tableaux « historiques », un Friesz fauve (1,7 million) et un Braque cubiste (1,45 million) par exemple.

Second lieu commun, tout aussi vérifié : il faut, encore, des toiles plus faciles, bien recon-

naissables, et signées de noms célèbres. Il faut des Fougita, pour enthousiasmer les acheteurs japonais qui peinent à million une toile minuscule. Il faut des Renoir, même petite et un rien bécote, des paysages de Meryquet, propres et pâles, et des Vlaminck beurrés de l'entre-deux-guerres. Mais offrir 720 000 francs d'un bouquet de Vlaminck plus « chromo » que nature, et 380 000 francs d'une nature morte d'impressionnisme de 1907 de Delaunay, est-ce vraiment bien raisonnable ?

Il est aussi des engouements inexplicables. Fougita et Utrillo ont bénéficié, qui semblent faire figure de valeurs refuges, sans que le jugement esthétique ait grande part là-dedans. On serait tenté d'en dire autant des aquarelles de Dufy, qui dépassent allégrement les 800 000 francs quoiqu'elles sentent parfois le travail en série. D'autres peintres, à l'œuvre souvent plus profonde, ont moins de chances, ou moins d'amateurs. Ainsi Léger, dont une excellente composition de 1935 a plafonné à 340 000 francs. Ainsi encore Masson.

Les abstraits de l'après-45 ont autant de peine à convaincre les collectionneurs. Alors que le dimanche précédent une gouache d'Adan avait triplé son estimation et s'était vendue 450 000 francs, une huile n'a cette fois obtenue que 250 000 francs, et une autre, plus grande et bien rythmée, 850 000, soit tout juste ce qui était prévu. Plus étrange encore : on attendait au moins 700 000 francs d'une abstraction de De Kooning, peintre dont les œuvres ne passent pas souvent aux enchères en Europe. Elle n'est pas allée plus haut que 550 000 francs. Pour ceux-là, il n'y a qu'à attendre.

PHILIPPE DAGEN

Communication

Le Festival de l'audiovisuel d'entreprise

La dérision en vogue

BIARRITZ

de notre envoyé spécial

Le thème du 31^e Festival national de l'audiovisuel d'entreprise, organisé à Biarritz du 14 au 18 juin sous le patronage du CNPF — « Plongez dans la communication ! » — a traité un humour sans doute involontaire. Quatre jours de pluie battante, apportée par une tempête sur l'Atlantique, ont failli noyer les 3 900 participants, et, pourtant, à l'heure du palmarès, seize-quinze concurrents avaient survécu pour se voir décerner un prix, sous forme de dauphin.

Le succès de ce rendez-vous annuel du tout-audiovisuel, qui a lieu à Biarritz depuis seize ans, se mesure au nombre toujours plus important de produits audiovisuels (films, vidéos et diaporamas) proposés à la sélection. Cette année, 400 seulement (90 films, 200 diaporamas, 30 diaporamas et 60 programmes de formation) ont été retenus sur les 850 envoyés. Autre critère de réussite : l'importance accordée à la manifestation par le monde industriel. Les directeurs de la communication des plus grandes entreprises françaises étaient présents, encouragés vivement par le président du CNPF, M. François Périgot, qui présida une nouveauté du festival : la projection non-stop des meilleurs productions de quinze pays étrangers.

Un bon cru

Alors que, l'année dernière, l'attribution du grand prix avait provoqué des rumeurs dans la salle, le palmarès correspondait cette fois plus ou moins au verdict populaire. Pour plaire au jury comme au public, il faut séduire, choquer, faire rire. Finis les films-propagande, les commentaires pompeux et cocorico, destinés au seul PDG. Le film le plus cher, *Sous le signe du lion*, avec un budget de cinq millions de francs, qui retrace l'histoire glorieuse du Crédit lyonnais (conçu dans l'optique de la popularisation de cette banque), se reçoit à peine. Les valeurs en vogue ? La dérision, l'autocritique, l'humour. D'où le grand prix pour le film de Didier Fournel (quatre films primés, sept présentés), racontant, sous forme de conte poétique, *Le Serpent bleu*, le nouveau TGV atlantique.

L'autocritique marche bien aussi. La saga du SERNAM (filiale de transport routier de la SNCF), racontée l'année dernière dans une vidéo produite par la société Lucie SA, qui montrait une critique très sévère de l'entreprise par ses cadres, ses agents mais aussi par d'anciens clients mécontents (*Le Monde* du 23 juin 1987), a connu un nouvel épisode, *Pour ensemble sur le terrain*, où la « critique » est cette fois « parlée » par les cadres.

EN BREF

• L'affaire Radio-Nostalgie : nouvelles inculpations. — Le juge Fenech, chargé de l'instruction de l'affaire des malversations financières dans la gestion de Radio-Nostalgie, a inculpé, le 17 juin, M^{me} Monique Frey, rapporteur régional de la commission consultative d'attribution des fréquences, d'abus de biens sociaux. Il est reproché à M^{me} Frey d'avoir accepté une croisière organisée et offerte par le patron de la radio, M. Pierre Alberti. Les deux fils de ce dernier, MM. Pierre et Bruno Alberti ont été également inculpés pour avoir bénéficié de voyages payés par la radio. Selon le juge, ces inculpations ne sont qu'une « simple formalisation des éléments du dossier Radio-Nostalgie » dont l'instruction devrait être bientôt close. Une instruction ouverte à l'automne 1987 et dans laquelle M. Pierre Alberti a lui-même été inculpé.

• Lock-out à l'imprimerie Jean Didier. — L'imprimerie Jean Didier de Massy (Essonne), affectée par un mouvement de grève depuis le 13 juin, a été mise en lock-out le jeudi 16. Le mouvement de grève avait pour origine le licenciement de

deux salariés qui avaient eu une altercation. Le comité inter-syndical du Livre parisien a demandé « la levée du lock-out et le rétablissement immédiat des négociations ».

Autocritique, autodérision, le genre fut très prisé par le jury, présidé cette année par le cinéaste Jacques Deray (*La Piscine*, *Borsellino*, etc.). Un prix de l'humour, a récompensé un film commandité par Usinor-Saclor, *Le fer, c'est les autres* et coiffé aussi... Nul l'astuce habituelle du journal avec force gags sur l'acier et même une fausse pub : « Le déficit, il ne passera pas par nous ». Le film se termine par une distribution générale de billets de banque aux quatre coins.

Même la très chatouilleuse EDF n'hésite pas à plaisanter sur des sujets tabous comme la radioactivité, en commandant pour ses cadres un film, *Le Camion contaminé*, qui livre les dix commandements de comment ne pas communiquer avec la presse. Dans *Y'a pas le feu !*, film désopilant de Hugues Giorgi, enfin, Citroën présente la caricature d'une entreprise où le service du client est le cadet des soucis.

ALAIN WOODROW

Canal Festival télévision temporaire d'Avignon

A l'occasion du Festival d'Avignon, le canal local du réseau câblé de la ville, Canal A, se transforme en chaîne hertzienne temporaire : Canal Festival émettra du 9 juillet au 4 août dans un rayon de 25 kilomètres autour de la cité des papes. De 10 h 30 à 13 h 30, sur le canal 37, cette chaîne diffusera 21 h 30 de production fraîche par jour, dont deux magazines consacrés aux festivals « in » et « off », une émission de plateau, « Festival », et un magazine, « Tu parles », tourné depuis les villages de la zone, pour renforcer l'enracinement local de la chaîne. Cette grille est complétée par des informations pratiques en boucle, et le soir des films ou émissions fournis par les distributeurs Arcam ou CDG. Canal Festival diffusera aussi des extraits de spectacles d'Avignon et des autres festivals de la région, Gardes, Carpentras, Orange ou Valençay, et fournira chaque jour à 14 h un reportage pour ses journaux en image. Le journal local déjà lancé sur le câble sera maintenu.

Pour cette expérience autorisée par la CNCL, Canal Festival reçoit l'aide de mécènes tels que la banque Châir ou TDF, et coproduira des émissions avec la banque Bonmase ou l'Office régional de la culture. Avec un budget évalué entre 1,5 et 2 millions de francs, Canal Festival espère toucher 450 000 personnes, festivaliers compris. En fonction des résultats, ce test sera renouvelé immédiatement ou étendu à une télévision permanente.

AMERICAN CENTER

SESSIONS INTENSIVES D'ETE
27 JUIN - 8 JUILLET
ou 11 - 22 JUILLET

pour gens pressés, lycéens en mal d'anglais, voyageurs

TEACHER TRAINING COURSE
27 JUIN - 8 JUILLET

INSCRIPTION MAINTENANT

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
1, place de l'Odéon. 75006 Paris. Tél.: 46.33.18.52.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE

Lundi 20 juin

20.40 Chefma : le Cow-Boy □ Film français de Georges Lautner (1985). Avec Aldo Maccione, Renée Saint-Cyr, M. Masone. **22.20 Magazine : Choc.** De Claude Maggiori, présenté par Stéphane Padi. **23.20 Documentaire : Génération. 6. La pro-Chine,** d'Irène Richard. **23.50 Journal et la Bourse.** **0.05 Magazine : Livres en tête.** **0.15 Magazine : Mixité sport.** **1.15 Documentaire : Histoires naturelles.**

29.35 L'heure de vérité. Invité : Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République répondra aux questions de François-Henri de Virvieu, Albert du Roy, Alain Duhamel, Jean-Louis Leconte et Philippe Alexandre. 22.15 Série : Un jeûne, un fil. Paroles que... 23.15 Magazine : Strophes. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.90 Tendis (résumés). 6.30 Documentaire : Le cœur musicien. Film de Frédéric Rossif, en treize épisodes. 1. Paris blues ; Musique pour la Bretagne ; Mélançolia.

20.30 Chien : « Gauche du loup » Film français de Michel Levanir (1981). Avec Mieu-Mieu, Paul Crauchet, Anémone, Gérard Serges. **22.10 Journal.** **22.35 Magazine : Océaniques.** Le vieil homme et le désert. La dernière aventure du professeur Monod, de Karel Prokop. **23.30 Musiques, musique.** Spécial trio Henri : Nocturne, de Schubert.

20.30 Cinéma : *Roar* \square Film américain de Noël Marshall (1983). Avec Noël Marshall, Tippi Hedren, Melanie Griffith, John Marshall. **22.00 Flash d'informations.**
22.05 Cinéma : *Indiana Jones et le Temple maudit* \square Film américain de Steven Spielberg (1984). Avec Harrison Ford, Kate Capshaw, Ke Huy Quan. **0.00 Basket professionnel américain.** **1.00 Cinéma :** *Le Rivière* \square Film américain de Mark Rydell (1984). Avec Mel Gibson, Sissy Spacek, Scott Glenn, Shane Bailey (v.o.).

20.30 Les accords du diable : Double assassinat dans la rue Morgue. Téléfilm de Jeannot Szwarc, avec George C. Scott, Rebecca De Mornay, Ian McEwan. Deux femmes sauvagement assassinées dans leur maison. 22.05 Les accords du diable (suite). 23.00 Les accords du diable. 23.35 Série : Star Trek. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible (rediff.). 0.55 Barett (rediff.). 1.45 La grande valétte (rediff.). 2.35 Journal de minuit. 2.40 Arlene Lapin (rediff.). 3.40 Les nouvelles aventures de Vidéoc (rediff.). 4.05 Les glorieux trotteurs (rediff.). 4.30 Hitchcock présente (rediff.).

20.30 Cinéma : *Tecno Adios* □ Film italo-espagnol de Ferdinando Baldi (1966). Avec Franco Nero, Elisa Montez, Livio Lorenzon. 22.05 Série : *L'homme de fer*. 22.55 Série : *Cagney et Lacey*. 23.45 *Six minutes d'informations*. 23.55 Sport. Tennis féminin : Open d'Eastbourne. 1.00 Musique : Boulevard des clips.

20.30 Le grand débat. L'URSS de Gorbatchev (1^{re} partie).
21.30 Dramatique : Gorgias, de Platon (2^e partie). 22.40 Le
nuit sur un plateau. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musi-
que : Code.

20.30 *Rassemblements sur Apollon*. Concert donné le 11 septembre 1987 lors du Festival de Berlin : Till Eulenspiegel, poème symphonique, op. 28, de R. Strauss; Divertimento pour deux violons, alto, violoncelle et contrebasse en ré mineur, op. 22, de J. S. Bach; Concerto pour un instrument et orchestre, op. 68, de Brahms; par l'orchestre Saito Kinen, dir. Seiji Ozawa et Kazuyoshi Akiyama (pour l'œuvre de Strauss); à 22 h 30, feuilleton: De l'opus 1 à l'opus 145; à 23 h 30, La suite des aventures romanes: Les Horaces et les Curiaces, actes II et III, de Cimarosa; par l'orchestre et le chœur de la Staatsoper de Berlin, dirigés par Claudio Abbado; à minuit, le concert en ré mineur d'Arrigo, Concerto pour clavier, flûte, hautbois, clarinette, violon et violoncelle, de de Falla, Quintette pour cordes, op. 30 n° 6, de Boccherini.

Mardi 21 juin

14.30 Variétés : La chance aux chansons. Avec Mirrollin, Daniel Barzetta, Alice Dons, Martine Havet, Yvonne Germain. **16.05 Festifolia : Le regard dans le miroir.** 2^e épisode. Dora et son double. **16.06 Magazine : L'après-midi de la culture.** De Cécile Roger-Machard, présenté par Eric Gagliardini. **17.00 Cinéma : Les hommes du ciel.** Avec Jean-Pierre Rémé, Goldkorn. **Le jeu de l'ABC ; Jeu.** 18.00 **Résumé : Chèque.** 18.15 **Météo.** 19.00 **Festifolia : Santa-Barbara.** 19.30 **Jeu : La rose de la fortune.** **20.00 Journal et météo.** **20.35 Tapis vert.** **20.40 Cinéma : Les Grands Froids en Film américain de Peter Yates (1977).** Avec Robert Shaw, Jacqueline Bisset, John Wood, Richard Gere. **21.00 Cinéma : Les Grands Froids - Christophe Duchavay.** Invité : Marie Lafont. **0.00 Documentaire : Génération 7.** Berthelejo-Salgon-Nanterre, d'Irène Richard. **0.30 Journal et le Bourso.** **0.40 La suite de la musique.** En direct du Trocadéro, émission présentée par Jean-Luc Lahaye. Avec l'Affront Louis Tric, Eliti Medetoro, Mory Kassav, Maxx Nantia, Florent Papi, Guim, Kaka, Soso, Dié, Indochine, Charlie Conton, Gérard Balan, Kassav, Les Avions, Bros, Etienne Daho. **3.00 Documentaire : Histoire naturelle.**

14.45 Tennis. Tournoi de Wimbledon, en direct de Londres.
Après les commentaires de Daniel Cazal, Lionel Chamonaud et
Christian Quideat. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série
Les deux fois le père. La toile d'araignée. 18.45 Jeu. Des
chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par
Christine Laffont. 19.15 Variétés. Les Français. Les
Chansons de France. 20.10 Fictions. Les Chansons de
l'Europe des Nations, en direct de Hambourg.
22.15 Documentaire : Le SIDA, après l'aveu. De Daniel
Costelle et Nadine Lermittre. Jean-Paul Aron. 23.05 Infor-
mations : 24 heures sur la 2. 23.35 Téléfilms (résumés).
1. Le crime. 2. Le crime. 3. Le crime. 4. Le crime. 5. Le crime.
2. Une musique pour Toulouse: Rock et fort la musique.
3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785

15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine : Télé-
Cinéma. Présenté par Caroline Thosc. Mon héros préféré ;
Découverte ; Top dixes ; La main verte ; TéléCœur ; Faite-
vous des amis ; Province-chic, province-chic ; De l'air à zéro ;
Papy, mamie ; Le jeu de la séduction. Invités : Marthe Villie-
re, Catherine Deneuve, Catherine Frot, Catherine Deneuve,
17.00 17.03 Desin animé : Inspecteur Gadget. 17.10 Feuillet-
ton : Galat. Le défi de Galat. 17.30 Jeu : Génies en
herbe. 17.55 Magazine : Flash mag. De Patrick Drevet.
18.00 Feuilletton : Flamingo road. C'est un meurtre.
18.10 Le 19-20 d'information. De 19.10 à 19.30, le journal
de la région. 19.35 Dessin animé : Dipsolo. 19.40 Flash d'informa-
tions. 19.45 Le 19-20. 19.50 Le 19-20. 19.55 Le 19-20.
Royal. Emission présentée par Alain Dault. Au pro-
gramme : des musiciens africains. 20.25 INC.
20.35 Cinéma : Zorro = Film franco-italien de Duccio Tes-
sari (1974). Avec Alain Del. Stanley Baker, Otavia Pic-
coli, Moustache. 22.40 Journal. 23.05 Fête de la musique
à Paris. Au programme : des concerts de musique
classique ; des extraits des meilleures émissions de
l'année.

15.55 Cinéma : Trois cavaliers pour Fort-Yuma ■ Film franco-italo-espagnol de Calvin J. Paget (1966). Avec Giu-

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions

Informations « services »

PROBLÈME N° 4169

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

I. A Paques, elles font un peu chiches. - II. Une monture toute en os. - III. Mot indiquant que le service est terminé. N'est pas l'auteur d'un son livre. - IV. Qui manque donc de sincérité. - V. Dans la main de celui qui a tiré une carotte. Un troa dans la peau. - VI. Sac à vin. Un ancêtre pour certains peuples. - VII. Pays des vieilles traditions. - VIII. Pour faire une bombe qui ne cassera rien. - IX. Tout fait. - X. Pour nourrir le bétail. Un homme tout simple. - XI. Quel l'os a donc fait sauter.

près, on peut dire qu'il est commode
- 2. A de grandes dents. - 3. Des
gens qui ne laissent rien passer. -
4. Devant un total. Sa coquille est
recouverte d'un épiderme corné.
- 5. Peut remplacer l'ordonnance
Sans domicile fixe. - 6. Article. Le
patrie de la poésie lyrique. - 7. En
Amérique du Sud, c'est là qu'on
l'envoie paître. Refusés de te char-
ger. - 8. Un mot du Fils. Bien fait
- 9. A un estuaire commun avec la
Séline. En Suisse ou en Allemagne
Un point de côté.

Horizontalement
 I. Bicipésales. Spot. -
 II. Ancours. Rua. - III. Ail. Tris-
 tessé. - IV. Nalissé. Déols. - V. Is-
 Géthane. - VI. Agencement. Ver-
 - VII. Ré. Mû. Féru. - VIII. As-
 Doer. Aimée. - IX. Méprisantes.
 En. - X. Echéances. Sonds. -
 XI. Urée. Ere. Vert. - XII. Ré-
 Lise. Vancesse. - XIII. Stale. Rasée.
 Ur. - XIV. Evénements. Reg. -
 XV. Océ. Gare.

Secrètes. - 3. Calligraphe. Eve.
4. En. Isde. Récis. - 5. Puz. Dia.
Ména. - 6. Hure. Croques. -
7. Arrière. Secr. - 8. Les. Emme-
né. Réa. - 9. Est. Heurtz. Van.
10. Eden. Vaste. - 11. Osant.
Assènes. - 12. Son. Fl. Orde.
13. Prélèvements. R4 - 14. Ou.
Etend. Suer. - 15. Tac. Crue.
Emerge.

GUY BROUTY.

Toulouse. — Des abonnements au *Monde*, des billets d'avion, des livres, des objets artisanaux, figurent parmi les prix du grand jeu-concours sur la francophonie littéraire organisé jusqu'au 30 juin par la librairie toulousaine Plumes d'Afrique, l'Association art et culture maghrébines et la revue *Motif*. Plusieurs écrivains et artistes (Kasba Housri, Malek Chebel, Adir, Kesh Kader, etc.) apportent leurs pièces leur concours à cette initiative.

Toulon. Tél. : 61-21-59-00.

Sont publiés au *Journal officiel*
le samedi 18 juin 1988 :

application de l'article R. 322-1 (4^e) du code du travail (convention relative aux contrats de réorientation de carrière).

l'admission à l'Ecole navale en 1988.

tu concours d'admission à l'Ecole de l'air (élèves officiers de l'air, élèves officiers mécaniciens de l'air, élèves officiers des bases de l'air).

● Des écoles habilitées à délivrer

UN ARRÊTÉ

naturelle dans neuf départements.

LÔTO N° 34 **TRACER DU GAGNANT**
10 JUIL 1998

2 10 26 36 38 41 42

6 HONG KONG - 2 089 570,00 F

| | | |
|------------|-------|----------|
| 4 BOMBI N° | 00577 | 165,00 F |
| | | 1100 F |

0000 (Fahrenheit) - equivalent - 11.00 K. = 22.00 F

**Evolution probable du temps en France
entre le lundi 20 juin à 0 heure UTC
et le mardi 21 juin à minuit.**

Les conditions anticycloniques persisteront sur la majeure partie de la France. Toutefois, près des frontières du Nord et du Nord-Est, le flux sera plus cyclonique et les nuages plus nombreux. Par ailleurs, près de la Manche, les nuages deviendront également nombreux.

Mardi : Sur les régions bordant la Manche, le temps sera brumeux le matin et, au cours de l'après-midi, le ciel deviendra très nuageux.

Sur le Nord-Picardie, la Champagne, la Lorraine, l'Alsace, les Ardennes; la Franche-Comté, la Bourgogne, le Jura et le Nord des Alpes, le ciel sera partagé entre les éclaircies et les nuages. Des

SITUATION LE 20 JUI

[illegible]

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------|---------------|----|----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|
| FRANCE | TITRES | 27 | 11 | D | 100 | A | 100 | B | 100 | C | 100 | D | 100 | E | 100 | F | 100 | G | 100 | H | 100 | I | 100 | J | 100 | K | 100 | L | 100 | M | 100 | N | 100 | O | 100 | P | 100 | Q | 100 | R | 100 | S | 100 | T | 100 | U | 100 | V | 100 | W | 100 | X | 100 | Y | 100 | Z | 100 | AA | 100 | AB | 100 | AC | 100 | AD | 100 | AE | 100 | AF | 100 | AG | 100 | AH | 100 | AI | 100 | AJ | 100 | AK | 100 | AL | 100 | AM | 100 | AN | 100 | AO | 100 | AP | 100 | AQ | 100 | AR | 100 | AS | 100 | AT | 100 | AU | 100 | AV | 100 | AW | 100 | AX | 100 | AY | 100 | AZ | 100 | BA | 100 | BB | 100 | BC | 100 | BD | 100 | BE | 100 | BF | 100 | BG | 100 | BH | 100 | BI | 100 | BJ | 100 | BK | 100 | BL | 100 | BM | 100 | BN | 100 | BO | 100 | BP | 100 | BQ | 100 | BR | 100 | BS | 100 | BT | 100 | BU | 100 | BV | 100 | BW | 100 | BX | 100 | BY | 100 | BZ | 100 | CA | 100 | CB | 100 | CC | 100 | CD | 100 | CE | 100 | CF | 100 | CG | 100 | CH | 100 | CI | 100 | CJ | 100 | CK | 100 | CL | 100 | CM | 100 | CN | 100 | CO | 100 | CP | 100 | CQ | 100 | CR | 100 | CS | 100 | CT | 100 | CU | 100 | CV | 100 | CW | 100 | CX | 100 | CY | 100 | CZ | 100 | DA | 100 | DB | 100 | DC | 100 | DD | 100 | DE | 100 | DF | 100 | DG | 100 | DH | 100 | DI | 100 | DJ | 100 | DK | 100 | DL | 100 | DM | 100 | DN | 100 | DO | 100 | DP | 100 | DQ | 100 | DR | 100 | DS | 100 | DT | 100 | DU | 100 | DV | 100 | DW | 100 | DX | 100 | DY | 100 | DZ | 100 | EA | 100 | EB | 100 | EC | 100 | ED | 100 | EE | 100 | EF | 100 | EG | 100 | EH | 100 | EI | 100 | EJ | 100 | EK | 100 | EL | 100 | EM | 100 | EN | 100 | EO | 100 | EP | 100 | EQ | 100 | ER | 100 | ES | 100 | ET | 100 | EU | 100 | EV | 100 | EW | 100 | EX | 100 | EY | 100 | EZ | 100 | FA | 100 | FB | 100 | FC | 100 | FD | 100 | FE | 100 | FF | 100 | FG | 100 | FH | 100 | FI | 100 | FJ | 100 | FK | 100 | FL | 100 | FM | 100 | FN | 100 | FO | 100 | FP | 100 | FQ | 100 | FR | 100 | FS | 100 | FT | 100 | FU | 100 | FV | 100 | FW | 100 | FX | 100 | FY | 100 | FZ | 100 | GA | 100 | GB | 100 | GC | 100 | GD | 100 | GE | 100 | GF | 100 | GG | 100 | GH | 100 | GI | 100 | GJ | 100 | GK | 100 | GL | 100 | GM | 100 | GN | 100 | GO | 100 | GP | 100 | GQ | 100 | GR | 100 | GS | 100 | GT | 100 | GU | 100 | GV | 100 | GW | 100 | GX | 100 | GY | 100 | GZ | 100 | HA | 100 | HB | 100 | HC | 100 | HD | 100 | HE | 100 | HF | 100 | HG | 100 | HH | 100 | HI | 100 | HJ | 100 | HK | 100 | HL | 100 | HM | 100 | HN | 100 | HO | 100 | HP | 100 | HQ | 100 | HR | 100 | HS | 100 | HT | 100 | HU | 100 | HV | 100 | HW | 100 | HX | 100 | HY | 100 | HZ | 100 | IA | 100 | IB | 100 | IC | 100 | ID | 100 | IE | 100 | IF | 100 | IG | 100 | IH | 100 | II | 100 | IJ | 100 | IK | 100 | IL | 100 | IM | 100 | IN | 100 | IO | 100 | IP | 100 | IQ | 100 | IR | 100 | IS | 100 | IT |
|---------------|---------------|----|----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|---|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|-----|----|

| | | | | | | | | | | | | | |
|---------------|----|----|---|-------------|----|----|---|--------------|----------|----|----|---|---|
| ALCOY | 26 | 14 | D | TOULOUSE | 26 | 23 | D | ANGERS | 26 | 15 | C | N | |
| LAURENT | 20 | 13 | D | POUILLEY-FR | 21 | 24 | A | MAURID | 19 | 9 | N | D | |
| BOURDEAU | 27 | 15 | D | ÉTRANGER | | | | MAURACQUE | 29 | 13 | T | D | |
| BOURDEUX | 23 | 11 | D | ALGER | 26 | 18 | D | MEDCOO | 23 | 13 | C | N | |
| BOURDIER | 21 | 18 | D | AMSTERDAM | 17 | 18 | C | MILAN | 25 | 16 | D | D | |
| CACH | 21 | 8 | D | ATHENS | 26 | 20 | D | MONTREAL | 30 | 14 | D | D | |
| CHATELAIN | 20 | 10 | D | BANGKOK | 33 | 25 | C | MOUOU | 24 | 14 | N | C | |
| CHATEL-FRERE | 23 | 14 | N | BARCELONE | 26 | 17 | D | NABON | 20 | 15 | C | C | |
| CLION | 23 | 12 | N | BELGRADE | 24 | 17 | N | NE-ROUX | 29 | 19 | D | D | |
| CHENOUDE-SHRE | 28 | 13 | D | BIRKENHEAD | 18 | 12 | N | N | 28 | 19 | D | D | |
| CHENOUDE | 23 | 19 | D | BOLSA | 18 | 12 | N | N | 28 | 19 | D | D | |
| CHENOUDE | 23 | 19 | D | BRESCIA | 18 | 12 | N | N | 28 | 19 | D | D | |
| CHENOUDE | 26 | 15 | D | LE CAIRE | 41 | 27 | D | PEIN | 27 | 16 | D | D | |
| MARCELLE-LEMA | 28 | 16 | D | COPENHAGEN | 23 | 14 | D | ROUEN-ANGERS | 24 | 15 | D | D | |
| MANCY | 27 | 8 | N | DAX | 29 | 23 | C | O | SENE | 34 | 15 | D | D |
| MANTOS | 23 | 13 | D | DELHI | 31 | 24 | C | ROMA | 32 | 27 | C | C | |
| MARCE-MARTE | 22 | 13 | D | DIERNA | 30 | 22 | C | O | C | 25 | 12 | F | C |
| PAU | 25 | 19 | D | GRUYERE | 36 | 22 | D | STOCKHOLM | 18 | 10 | C | N | |
| PERREMAN | 29 | 19 | D | MONTELU | 31 | 29 | A | O | TOKYO | 27 | 21 | C | N |
| ST-PIERRE | 24 | 12 | D | ESTABL | 13 | 19 | A | O | TOBIS | 29 | 10 | C | N |
| ST-PIERRE | 24 | 12 | D | ESTABL | 29 | 18 | N | N | YANVILLE | 24 | 11 | C | N |
| ST-PIERRE | 25 | 10 | D | LEONORS | 29 | 16 | N | N | YERSE | 20 | 16 | D | D |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | |
|-------|-------|-----------------|----------------|----------------|--------|-------|---------|-------|
| avare | brune | ciel
convert | ciel
dégagé | ciel
magnex | orange | pluie | tempête | noige |
|-------|-------|-----------------|----------------|----------------|--------|-------|---------|-------|

(Document Still more...)

Ces

Le Monde ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 21 juin 1988 17

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ESPAGNE

La reconquête...

L'Espagne bouge, au point de brouiller les images qui en émanent. Vieille nation, elle fait figure de pays neuf, qui attire, comme autrefois l'Amérique, les convoitises étrangères. Plateau longtemps isolé derrière le rempart de ses sierras et de son protectionnisme, la Péninsule s'intègre à grande vitesse à la Communauté européenne. Terre de conservatisme et de fatalisme, elle mène une politique pragmatique qui a conjugué austerité salariale et assainissement financier. A la veille de prendre, début 1989, la présidence de la CEE, après trois ans d'appartenance, l'Espagne accélère afin de rattraper son retard à l'égard des pays du centre. La croissance est vive, les investissements élevés, la modernisation engagée. Toutefois, ce pays qui bénéficie d'un saut de génération, mais qui s'adapte plus qu'il ne se transforme, souffre d'un manque d'identité économique. En position médiane entre le Nord et le Sud, il assimile vite, mais crée peu, dépendant trop de l'extérieur. En outre, au-delà d'un danger de surchauffe, la recherche du profit — ou plutôt la tentation de la spéculation — en l'absence d'une réelle stratégie, risque de creuser les inégalités sociales, sectorielles et géographiques, mettant à mal cette solidarité rurale qui permet de supporter un chômage lourd. Le soleil ne se lève pas de la même façon pour tout le monde.

QUATRE cents ans après le désastre de l'Invincible Armada, qui, en 1588, marqua la fin de sa suprématie maritime et le début de son déclin, l'Espagne, semble avoir pris le chemin de la Reconquête. Elle offre en tout cas des signes extérieurs de réussite qui ne peuvent qu'éblouir les observateurs étrangers et réjouir les responsables madrilènes. Les experts internationaux n'ont-ils pas qualifié le bilan espagnol d'« assez impressionnant » ?

De fait, tournant à un rythme de 5 % l'an — plus de 6 % même durant le premier trimestre de 1988 — la croissance atteint le double de la moyenne enregistrée dans la Communauté européenne. Même si cette moyenne est faible, le résultat paraît brillant, n'ayant pas été obtenu outre-Pyrénées depuis 1974 — Franco est mort le 20 novembre 1975. Cette expansion est fondée sur la consommation privée et surtout sur l'investissement productif (+ 14 % en 1986, + 17 % en 1987), ce qui atteste du double dynamisme des particuliers et des entreprises.

En fait, l'Espagne, qui a certes connu un fort accroissement de sa production dans les années 60, celles du décollage, a un grand retard à rattraper. Avec une population de 39 millions d'habitants et un produit intérieur brut évalué, pour 1987, à 290 milliards de dollars — le huitième de l'OCDE, juste devant les Pays-Bas (215 milliards) —, ce royaume montagneux (Madrid est à 650 mètres, les capitales les plus hautes d'Europe) ne dispose d'un revenu par tête de 7 400 dollars, la moitié à peine du niveau de vie français.

Une politique adroite

Aiguillonnés par leur entrée dans la CEE le 1^{er} janvier 1986, les Espagnols forcent la cadence pour combler l'écart avec leurs partenaires et concurrents européens. Et, pour le moment, la politique adroite — « à droite », disent à Madrid, les esprits critiques — menée par un Parti socialiste quasi-bégémoïque se traduit en chiffres. Ayant assisté aux « erreurs de jeunesse » de leurs homologues français, ils ont dû leur arrivée au pouvoir fin 1982, fait preuve de réalisme, au risque peut-être de perdre leur âme.

De 1983 à 1985, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a tout d'abord mené une sévère politique de remise en ordre — « une seule solution : l'austerité », disait alors Miguel Boyer, ministre de l'économie, — qui a été

traduite notamment par des fermetures d'usines dans les secteurs en crise, qu'il s'agisse des mines, de la sidérurgie ou de la construction navale, le tout se déroulant — et encore récemment — dans un climat social parfois très violent. Puis cette politique de l'offre, à l'origine très mal perçue, a commencé à susciter une certaine confiance dans les milieux industriels.

Les entreprises, qui étaient fortement endettées, ont reconstitué leurs marges et se sont trouvées

inférieure à son niveau de 1981, et cinq fois à celui de 1977. Tout serait pour le mieux dans ce tableau conjoncturel sans les deux tâches noires du déficit extérieur et du chômage.

L'état de sous-emploi

En effet, même si les exportations progressent (+ 7 % en 1987) les importations, alimentées par une très importante demande intérieure, augmentent

cent son potentiel industriel. Plus grave apparaît la situation de l'emploi. Certes la croissance a provoqué la création de 1 million d'emplois en deux ans et demi (en grande majorité dans les services, qui représentent déjà 55 % de la population active, et 38 % du PIB) et entraîné, en 1987 comme en 1986, le recul d'un chômage qui ne cessait d'augmenter depuis 1970. Mais son taux de 20 %, même si une partie — 1 million ? — des 3 millions de chômeurs « travaillent » dans l'économie

civil. L'agriculture constitue donc un réservoir de main-d'œuvre que les progrès de la mécanisation et de la productivité vont contribuer à vider. D'ores et déjà, dans la perspective d'une Europe sans frontières, ce secteur est en pleine adaptation. Ainsi, moins de 600 000 exploitations assurent-elles 82 % de la marge brute du secteur.

Trois types d'industries

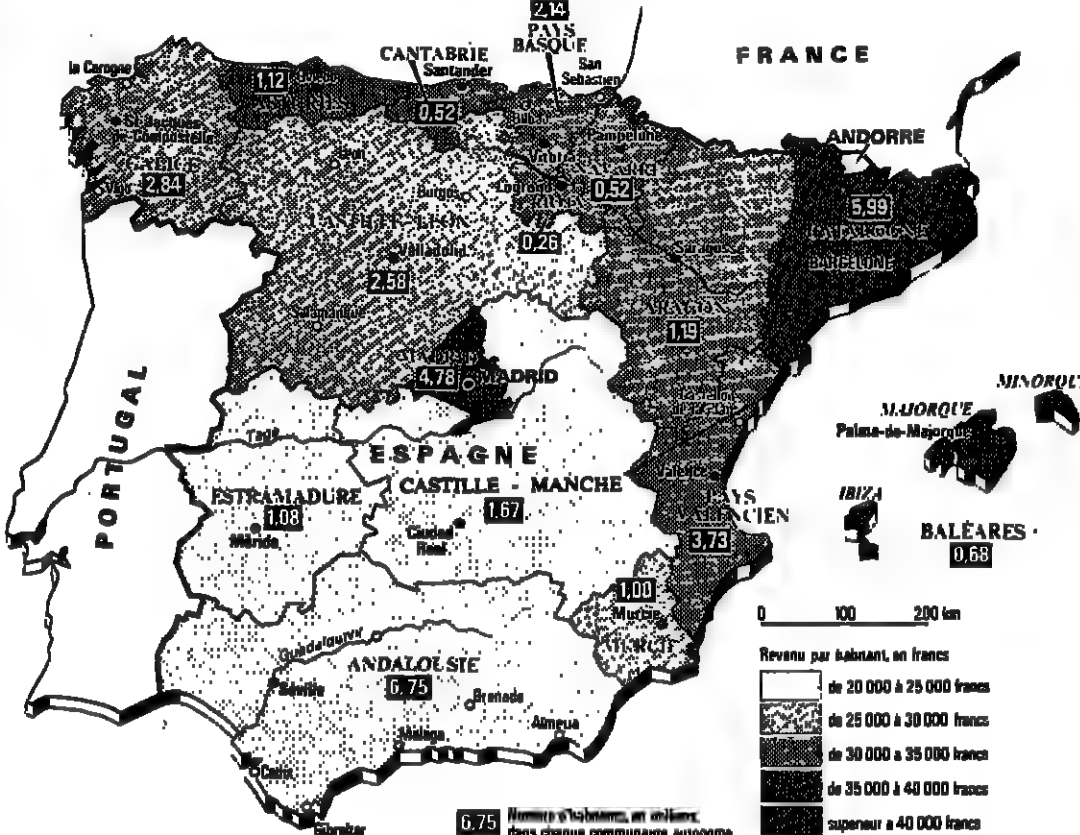
Il reste que l'exode rural va se poursuivre, et même s'accroître, et que le secteur secondaire comme le secteur tertiaire vont être confrontés à un afflux d'effectifs. Pour sa part, l'industrie, avec la construction, absorbe 31 % de la population active (37 % du PIB). Peut-elle faire davantage ? Vraisemblablement, mais la réponse est fonction des catégories, car il y a trois types d'industries en Espagne : les entreprises publiques, les filiales des multinationales et les PME.

Le secteur public est en pleine reorganisation et reconversion. Il en est ainsi de l'Institut national de l'industrie (INI), holding d'Etat créé en 1941, qui était devenu l'hôpital des entreprises malades. Au prix de diverses opérations chirurgicales (cessation d'activités comme SEAT à Volkswagen en 1986, privatisations...), un redressement a été effectué. La compagnie Iberia ne devrait-elle pas enregistrer des bénéfices en 1989 ? Des progrès de gestion restent toutefois à accomplir.

Les multinationales, elles, contrôlent entièrement la production automobile (« le Monde de l'économie » du 8 mars) et une grande partie de la chimie, avec l'entrée en force du Kowest. Présentes également dans l'électronique, l'agro-alimentaire ou la distribution, elles assurent environ la moitié des exportations espagnoles. Et les investisseurs étrangers continuent d'être attirés par les éldorados ibériques — les autorisations d'investissements directs ont représenté 280 milliards de pesetas (1 peseta = 0,05 F) en 1985, 400 en 1986 et 730 en 1987, — au point de susciter certaines craintes de dépendance technologique et même de colonisation : « On vend le pays au lieu de créer une industrie nationale ».

Enfin, les petites et moyennes entreprises constituent le nerf de combat avec environ 50 % de l'emploi industriel.

de Madrid,
MICHEL BOYER.
(Lire la suite page 20.)



(Source : Banque de Bilbao pour 1985.)
Le revenu moyen par habitant en Espagne — y compris les Canaries, 1,47 million d'habitants — représentait l'équivalent de 31 950 F pour 1985.

en position d'autofinancer leur développement. Cependant, les particuliers découvraient le plaisir des achats — les ventes des voitures ont augmenté de 30 % en 1987 — et aussi des voyages à l'étranger. Le tourisme reste néanmoins un formidable pourvoyeur de devises : les visiteurs étrangers ont dépensé plus de 50 millions de dollars cette année.

Voilà donc revenu le temps de la croissance, qui, de surcroît, se déroule dans une ambiance de relative modération des prix. Se situant à quelque 5 % (moins de 4 % en avril), leur hausse est sans doute double de la moyenne européenne, mais elle est trois fois

encore davantage (+ 21 %). Aussi le déficit commercial a-t-il doublé de 1986 à 1987 pour s'établir à 13 milliards de dollars, et la balance des transactions courantes pourrait-elle être négative de 2 à 3 milliards de dollars en 1988. La contrainte extérieure est toutefois loin d'être alarmante, compte tenu des réserves de change (35 milliards de dollars pour 27 milliards de dette extérieure) et des entrées de capitaux étrangers (9 milliards de dollars en 1987).

L'Espagne peut supporter un certain déséquilibre extérieur, d'autant que les importations d'outillage et de machines renfor-

« submergée », est le plus élevé des pays industrialisés, devant l'Irlande et la Turquie.

De plus, l'Espagne est en état de sous-emploi. La population active, soit 14 millions de personnes, ne représente que 36 % de la population totale, contre, par exemple, 43 % en France. Elle devrait donc compter 16 à 17 millions de personnes, ce qui aboutit à une réserve de chômeurs ou d'inoccupés de 5 à 6 millions de personnes.

Ce handicap structurel recoupe le problème de l'agriculture, qui ne contribue que pour 5 % au produit intérieur brut, mais représente encore 14 % de l'emploi

Confiance au Pays basque

DANS l'adversité, rien ne saurait entamer la confiance des Basques, sûrs de leurs capacités, comme d'ailleurs ils en ont apporté la démonstration par le passé. Mais que quelques signes positifs se manifestent sur les terrains économiques et même politiques, comme c'est le cas actuellement, et les voilà qui ne se sentent plus d'aise. Pour un peu, ils se laisseraient aller à l'optimisme, voire à l'euphorie, convaincus de leurs chances et de leur réussite future.

Aucune objection ne les trouble vraiment, et pas même le taux de chômage de la Communauté autonome d'Euzkadi, qui atteint pourtant 24 % de la population active. Qu'ils soient membres du gouvernement, élus, syndicalistes ou représentants du patronat, tous les responsables tiennent à peu près le même discours, à défaut de connaître l'opinion du « peuple basque » lui-même.

L'intégration définitive dans la CEE en 1990 et la perspective du marché unique de 1993 ne sont plus regardés, maintenant, comme des obstacles insurmontables. « Nous avons tous eu peur, c'est vrai, au début du processus, en 1985, et cela s'est plutôt bien passé... » En quatre ans, nous avons réussi ce que les Six ont réalisé en trente ans... »

Les difficultés économiques n'inquiètent pas davantage. Après le « grand trou noir » de 1975 à 1985, la remontée s'amorce, prometteuse. Le PIB a augmenté de 3 % en 1987 et les résultats des cinq derniers mois sont encourageants », expose tranquillement M. José Antonio Ardanza, président du gou-

vernement. Par rapport à l'Espagne dans son ensemble, le retard basque serait dû au poids local de l'industrie traditionnelle — sidérurgie, construction navale, — dont la restructuration est en voie d'achèvement.

« On voit la lumière à la fin du tunnel », assure M. Javier Hernandez Bilbao, secrétaire général de la Confabask (Confédération des entrepreneurs basques). Le retour à la compétitivité pointée, et, s'il y a environ 3 000 emplois encore à supprimer, selon M. José Ignacio Arrieta, conseiller du travail — ministre, — « il ne reste plus à faire que les retouches de la reconversion ». « Les derniers coups de pioche », rectifie M. Andoni Montforta, directeur du bureau chargé des relations avec la CEE et ancien député européen du Parti nationaliste.

Grâce au dynamisme des PME

Le chômage commence enfin à diminuer et, surtout, l'emploi repart depuis quatre ans. En 1987, 20 000 créations nettes se sont produites, principalement grâce au dynamisme des PME et PMI, très représentées dans la province du Guipuzcoa, au nord-ouest de la région. Numéro deux du syndicat nationaliste ELA-STV — une autre particularité basque, — M. José Elorrieta ne conteste pas ces données, bien au contraire. « Le contraste est significatif avec les pertes d'emploi industriel en Biscaye qui sont de l'ordre de 35 % », dit-il. Fief de la production

lourde, Bilbao et sa région ne retrouveront pas le niveau ancien, alors que le Guipuzcoa, « premier à entrer dans la crise, et premier à en sortir », montre la voie du renouveau.

Et chacun d'entendre, sur un registre semblable, un hymne aux vertus nationales. Il existe, ici, une « tradition industrielle » puissante, née de l'histoire, qu'ont su entretenir les ouvriers, qualifiés, et les chefs d'entreprise, audacieux. Hommage doit être rendu à la « mentalité entrepreneuriale », si vivace qu'elle permet d'espérer dans l'avenir.

Sans presque rien changer de ses habitudes, Euzkadi peut maintenir mieux que son rang. Le président Ardanza, sans plus de souci, rappelle que, à chaque fois, le Pays basque a su trouver « son espace économique » ou que le peuple s'est montré à la hauteur des enjeux. Cela a été vrai au dix-neuvième siècle, et le sera encore au vingt et unième, sans nul doute.

Tous les arguments sont bons. « Le climat est propice au travail. Il n'est ni nordique et glacial, ni africain et torride. » Selon MM. Arrieta et Montforta, l'effondrement du taux de natalité et, partant, celui de la natalité, « le plus faible d'Europe », sont tels que le chômage finira bien par se résorber parce qu'il y aura « moins de gens à entrer sur le marché du travail qu'à en sortir ». Et puis, « si tous les jeunes chômeurs trouvent un emploi, un nouveau boom des naissances se produira... ».

de Bilbao,
ALAIN LEBEAUE.
(Lire la suite page 20.)

orientations SERVICE

Des écoles vous informent
sur les filières
et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez le ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientation Service, 22, rue de la Trinité, 75003 PARIS.
(répondre par courrier uniquement.)
M. - Mme - Mlle
Adresse
Code postal
Ville

| Niveau d'études actuel | Ville | Age |
|--|-------|-----|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | | |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion | | |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | | |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution | | |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | | |
| <input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion | | |
| <input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariat | | |
| <input type="checkbox"/> Agro-Alimentaire | | |
| <input type="checkbox"/> Architecture | | |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur | | |
| <input type="checkbox"/> Assurances | | |
| <input type="checkbox"/> BTS Automobile | | |
| <input type="checkbox"/> Cinéma | | |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | | |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité | | |
| <input type="checkbox"/> Communication audiovisuelle | | |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | | |
| <input type="checkbox"/> Contrôle Administratif | | |
| <input type="checkbox"/> Création d'Entreprise | | |
| <input type="checkbox"/> Danse | | |
| <input type="checkbox"/> Design | | |
| <input type="checkbox"/> Ecole Maritime | | |
| <input type="checkbox"/> Expertise Comptable | | |
| <input type="checkbox"/> Electronique | | |
| <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel | | |
| <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées | | |
| <input type="checkbox"/> Formation Continue | | |
| <input type="checkbox"/> Gestion Financière | | |
| <input type="checkbox"/> Habitat-Rénovation | | |
| <input type="checkbox"/> Immobilier | | |
| <input type="checkbox"/> Informatique | | |
| <input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste | | |
| <input type="checkbox"/> Journalisme | | |
| <input type="checkbox"/> Langues | | |
| <input type="checkbox"/> Langues Production | | |
| <input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs | | |
| <input type="checkbox"/> Médecine de l'Art | | |
| <input type="checkbox"/> Paramédical | | |
| <input type="checkbox"/> Photographie | | |
| <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique | | |
| <input type="checkbox"/> Restaurer le Bâtiment | | |
| <input type="checkbox"/> Sciences de l'Environnement | | |
| <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques | | |
| <input type="checkbox"/> Tourisme | | |
| <input type="checkbox"/> Styliste-Modéliste-Photographe | | |
| <input type="checkbox"/> Système de Mode | | |

FORCES ET FAIBLESSES DE L'ESPAGNE

Un quart d'« irréguliers »

LES Espagnols l'appellent l'« *economía submergida* », ou « *soterránea* ». Le gouvernement préfère parler d'« *economía irregular* ». Des termes différents pour désigner le même phénomène : ce travail au noir qui envahit progressivement des pans entiers de l'économie espagnole.

Combien de travailleurs touche-t-il ? Quels sont-ils ? Ces questions sont hasardeuses, s'agissant d'un domaine où les statistiques officielles sont par définition sujettes à caution. Une étude récemment publiée par le ministère de l'économie et basée sur une enquête réalisée à la fin de 1985 témoigne toutefois de l'ampleur du problème : 27 % des travailleurs objets de l'enquête, réalisés sur un très vaste échantillon, appartiennent à l'« *economía irregular* », c'est-à-dire ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale.

Les caractéristiques comparées des travailleurs réguliers et des « *submergés* » permettent par ailleurs d'établir un « *profil* » de ces derniers : 43 % des travailleurs irréguliers ont moins de vingt-cinq ans (contre 11 % pour les travailleurs officiellement recensés), 48 % sont des femmes (contre 24 %), 45 % gagnent moins de 25 000 pesetas (1 250 francs) par mois (contre 9 %), 33 % sont des ouvriers non spécialisés (contre 18 %). Par secteurs d'activité, l'agriculture, suivie du commerce et de l'hôtellerie, enregistre le plus fort indice d'« *irregularité* ». Enfin, par régions, les communautés autonomes essentiellement rurales, comme Murcie, l'Andalousie et la Castille-Manche, sont les plus touchées par le phénomène.

Il n'en reste pas moins que l'économie « *soterránea* », traditionnellement importante dans les secteurs primaire et tertiaire, a aussi envahi le secondaire : nombre d'industries, comme celles de la chaussure et des jouets à Valence et à Alicante, ou du textile en Catalogne, sont aujourd'hui largement « *submergées* ».

L'explication du phénomène est bien entendu très différente

suivant qu'elle est offerte par les chefs d'entreprise ou les syndicalistes. Tout en stigmatisant la « *concurrencia desloyal* » des entreprises irrégulières, le patronat affirme qu'il s'agit en fin de compte d'une réponse compréhensible à l'absence de flexibilité du marché du travail — longtemps l'un des plus rigides d'Europe — et à un système de prélèvements fiscaux qui pénalise davantage le niveau de main-d'œuvre des entreprises que celui de leurs bénéficiaires.

Une soupe de sûreté

Pour les syndicats, au contraire, l'économie irrégulière est le fait d'un patronat ankylosé, trop longtemps habitué, à l'époque du franquisme, à vivre commodément à l'abri du protectionnisme. Un patronat qui ne cherche aujourd'hui le salut que dans cette « *submersion* » lui permettant de réduire ses coûts fiscaux et salariaux en dehors de toute limitation légale. Il est vrai que, contrairement à l'Italie, où le travail au noir semble souvent correspondre à des secteurs innovateurs cherchant à « *percer* » provisoirement en-dehors du cadre légal, il est trop souvent le fait, en Espagne, d'entreprises à bout de souffle cherchant à survivre en-dehors de toute logique économique.

Le travail au noir, toutefois, ne sert-il pas de soupe de sûreté dans ce pays où 20 % de la population active se trouve au chômage ? Ne concourt-il pas en fin de compte à cette création d'emplois qui est l'objectif n° 1 proclamé des autorités ? Peut-être, répliquent les syndicats, qui se demandent cependant si un gouvernement socialiste peut longtemps se satisfaire de ces emplois sans garanties ni garde-fous, et de ce système qui permet aux employeurs d'échapper à tous les mécanismes de protection sociale qu'il a fallu des décennies pour consolider.

de Madrid,
THIERRY MALINIAK.

TOURISME : le deuxième bond

Il est des poncifs qui ont la vie dure. Le Brésil vit du café, la Nouvelle-Zélande, du mouton... et l'Espagne, du tourisme. Réalité conforme : ce pays « *connaît, depuis un an et demi, un deuxième boom touristique formidable* », affirme M. Jorge Vila Fradera, président du puissant groupe Edutur à Barcelone qui publie des revues pour les hôteliers et contrôle une société de marketing. « *J'espère seulement que ce boom sera plus prudent, moins tapageur, moins destructeur aussi, que celui des années 60-70.* »

De fait, les bilans triomphalistes succèdent à des prévisions toujours révisées en hausse. Sans doute les chiffres incluent-ils les voyages, même brefs, des hommes d'affaires de plus en plus nombreux à passer les Pyrénées, ainsi que le retour chez eux, pour les congés, des Espagnols expatriés.

Pour les quatre premiers mois de 1988, en tout cas, M. Francisco Candeia, directeur général de la politique touristique, annonce une augmentation de 28 % des rentrées nettes de devises par rapport à la même période de 1987 et 12 % de visiteurs supplémentaires. Cinquante-quatre millions de personnes sont attendues en 1988, en hausse de 7 % par rapport à 1987 qui, déjà, avait été une excellente année. On est loin des quarante et un millions de 1983... Les recettes, du coup, s'amplifient : 13 milliards nets de dollars l'an dernier, de 16 à 18 milliards prévus cette année, soit près du double des résultats de 1985.

Pour la première fois, en 1986, la dépense moyenne par touriste en Espagne a, avec 389 dollars, dépassé la moyenne mondiale (338). Bref, alors que, dans les autres pays de la CEE, les activités liées au tourisme entrent en moyenne pour 4 % dans le PIB, en Espagne, ce pourcentage dépasse 10 %. Avec 1,2 million de personnes employées, cette industrie — car c'en est une — entraîne l'économie espagnole, comme en Tunisie, en Thaïlande ou en Egypte. Elle avait, en 1986, couvert à 217 % le déficit commercial du pays, un pourcentage qui ne dépassait pas 140 % en 1985 et 70 % en 1982.

Familles, chaînes hôtelières, banques étrangères ne s'y trompent pas. Qu'il soit d'affaires ou de vacances, l'investissement hôtelier ou immobilier ne perd rien de sa vigueur. A Barcelone, où règne une activité fébrile en prévision des Jeux olympiques de 1992, un grand hôtel d'une chaîne américaine vient d'ouvrir, le Ramada Renaissance, et, sur les sept hôtels quatre ou cinq étoiles en construction ou en négociation, deux — Novotel et Holiday Inn — sont étrangers.

Le mur de béton

L'investissement classique en bord de plage, à la portée d'une famille de Düsseldorf ou de Dijon, malgré une bonne tenue de la peseta et la hausse des prix du foncier, s'envole : 110 milliards de pesetas (1 peseta = 0,05 F) en 1984, 130 en 1985, 159 en 1986. Et les contingents de visiteurs allemands, hollandais, suisses, anglais et japonais vont croître vraisemblablement d'une année sur l'autre de 19 %, 32 %, 19 %, 11 % et 34 %. Le gisement connaît une exploitation frénétique, d'autant que le rapport qualité-prix reste extrêmement compétitif.

Jusqu'à maintenant, bien peu de voix se sont élevées à Madrid ou dans les conseils régionaux —

les « *généralités* » — qui ont la haute main sur la politique touristique dans leur territoire pour mettre en garde contre les risques écologiques, sociologiques, géographiques d'un tel emballement. Il eût été criminel d'enrayer la pompe à devises. Mais que de sites et de joyaux du patrimoine national irrémédiablement gâchés par une boulimie immobilière ininterrompue depuis vingt ans ! Par endroits, les Canaries ressemblent à un porte-avions de ciment.

Sur la côte méditerranéenne qui répond encore aux noms de Costa del Sol, Costa blanca, un mur de béton érige ses sinistres et géométriques cages à poules « *avec vue* », toute théorique, sur la mer. Bénidorm, entre Alicante et Valence, porte à jamais les stigmates d'une poussée immobilière de front de mer littéralement échevelée.

Aux Baléares, alors que l'été dernier des phénomènes de « *hooliganisme* » étaient signalés çà et là et que la surpopulation provoquait des réflexes de rejet, les autorités régionales se sont enfin décidées à agir. Deux décrets viennent d'être signés pour renforcer les normes d'aménagement du territoire et d'occupation des sols et pour contraindre les constructeurs à restaurer l'environnement : à tant de nouvelles chambres doit correspondre tant de mètres carrés d'espaces verts à aménager ou à reconquérir.

C'est une mesure sage et courageuse tant elle risque de contre-carrer les intérêts immédiats des investisseurs privés. Mais, à ce jour, les Baléares sont la seule région à avoir agi en ce sens. La Catalogne, notamment, première région touristique de l'Espagne, ne veut pas se lancer dans une politique de contraintes à laquelle elle préfère un jeu subtil d'incitations. Avec un budget total de 1,3 milliard de pesetas — auquel participe le secteur privé —, la « *généralité* » de Catalogne « *opère une sélection des zones qu'elle veut développer et des types d'hébergement qu'elle cherche à privilégier* », explique, à Barcelone, M. Angel Miquelanz, directeur général du tourisme.

Des cadres à former

« *Ainsi, nous bûtons de 5 ou 6 points le coût des crédits pour les hôtels de quatre étoiles car nous voulons passer d'un tourisme de masse à un tourisme de plus grande qualité.* » De même l'accent est-il mis sur les Pyrénées et les loirs d'hiver où, dans onze stations, 300 millions d'aides publiques régionales ont engendré depuis quatre ans 4,5 milliards d'investissements privés.

Dépendant, tout le monde s'accorde à reconnaître que la formation professionnelle des salariés du tourisme et de l'hôtellerie est cruellement insuffisante, notamment pour les emplois de cadres et de directeurs. La « *généralité* » de Barcelone s'emploie à en redresser l'image. Elle organise des stages de recyclage, de novembre à mars, et plus de sept mille personnes en ont déjà bénéficié depuis quatre ans. Avec l'Université, des conversations ont été engagées pour la formation de techniciens de niveau supérieur.

Le gouvernement de Madrid, pour sa part, met au point un plan de revalorisation de la formation professionnelle pour l'ensemble du pays dont les grandes lignes seront connues à l'automne. Il s'agit à la fois de revoir le contenu même de la formation et de multiplier les échanges ou les rapprochements avec les entreprises dont il faut mieux connaître les besoins.

de Barcelone,
FRANÇOIS GROSCHARD.

Un sanctuaire menacé

Il existe au sud de l'Espagne, sur 200 kilomètres de plages désertes bordées par l'Atlantique, une région superbe, vierge, comparable à la Camargue et au littoral du Languedoc avant la naissance du Cap-d'Agde et de La Grande-Motte. C'est un des derniers refuges d'Europe où la nature a pu maintenir ses droits. Dans les marais à l'embouchure du Guadalquivir, les oiseaux migrateurs font halte à l'entrée de l'hiver sur le chemin qui les mène du nord glacé de l'Europe aux douceurs de l'Afrique tropicale. Sur cette « *région-sanctuaire* » est sus-

pendue une menace car, là aussi, des plans gigantesques d'aménagement agitent les experts, les responsables politiques et les investisseurs.

Le groupe Bouygues, parmi d'autres, a dans ses cartons plusieurs études de stations de vacances, parcs, golf et grands complexes sportifs et nautiques. L'Espagne et l'Andalousie céderont-elles, encore aux sirènes du tourisme de masse, de l'hôtellerie de remplissage, ou bien, en précurseurs, sauront-elles imaginer un tourisme intelligent et estimable ?

F. G.

DU 15 AU 30 JUIN CHEZ RENAULT

Prix exceptionnels sur les modèles 88

Profitez des prix exceptionnels sur tout un choix de modèles 88 disponibles.

Équipements à Prix Tous*

Économisez 90% sur le prix des équipements en option dans la limite de :
3000 F pour une Supercinque
4000 F pour une Renault 9, 11, 21 ou 21 NEVADA
5000 F pour une Renault 25

Crédit "Grandes Vacances" **

Portez et payez-le dans 4 mois. Crédit sur toute la gamme VN (VR-VU). Apport minimum 20%. Exemple : montant emprunté 10000 F sur 24 mois 1^{re} échéance 1200,46 F (dont 1200 F de percepteur forfaitaire). 20 échéances de 600,46 F - TEG 20,50% - Coût total 12 729,66 F.

312 F par mois la 1^{re} année**

Pour une SUPERCINQUE 3 P. 375 F/mois pour une Renault 9 C la 1^{re} année 497 F/mois pour une Renault 21 TL la 1^{re} année 659 F/mois pour une Renault 25 TS la 1^{re} année Location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 40% du prix TTC (dont 25% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 0,7%, 12 loyers de 1,15% et 36 loyers de 1,89% du prix TTC. Coût total en cas d'acquisition 129 500 F du prix TTC.

Reprise ARGUS 5000 F*

RENAULT reprend votre véhicule 5000 F au-dessus de l'ARGUS, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault 9, 11, 21 ou 21 NEVADA neuve. Conditions générales ARGUS.



* Ces 2 offres, non cumulables, concernent les VN neuves et sont réservées aux particuliers.
** Sous réserve d'acceptation du dossier par la DAC SA ou capital de F 321 490 700, 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

Controverse sur la banque et la monnaie

par Jacques RIBOUD

"MECANIQUE DES MONNAIES"

Jacques RIBOUD entreprend de le montrer. Un travail de démolition nécessaire pour ouvrir la voie à des idées neuves.

Collection de la R.P.P. 100 F

100 F

La chronique de Paul Fabra

Du rêve à la réalité de la modernité

C'EST vrai que l'Espagne est à la mode, mais ce n'est guère que depuis moins d'une génération, voire seulement depuis quelques années, que l'on peut, de l'extérieur, parler de l'Espagne, sans complexe et sans précaution particulière.

A la mode, le pays de Felipe Gonzalez l'est pour des raisons qui ne sont en effet pas banales dans l'Europe d'aujourd'hui. Le taux de croissance y est plus élevé que partout ailleurs sur le Vieux Continent : 5,2 % l'année dernière et davantage depuis le début de cette année. Certes, pendant les années 80, l'Espagne s'était déjà distinguée par la rapidité avec laquelle son produit national brut augmentait. Mais certains parlaient à l'époque de « croissance sans développement », ce qui était bien injuste si l'on s'avise de l'extraordinaire augmentation du niveau de vie de la population depuis cette époque. Le boom actuel se distingue par une progression particulièrement forte des investissements de toute nature.

Autre point de mire : les Bourses espagnoles, à commencer par celle de Madrid, la plus importante, où les investissements étrangers abondent, la hausse est la plus forte du monde, marché de Tokyo excepté. La baisse de l'inflation, les hauts taux d'intérêt, une peseta revalorisée par rapport au deutschemark, allument un afflux continu de capitaux étrangers. Qui ont permis, il y a quelques années, que les réserves en devises de la Banque d'Espagne, qui dépassent aujourd'hui 35 milliards de dollars, soient du même ordre que celles de la Banque de France dans ses bons moments ?

Ces exploits, il est vrai, représentent un certain rattrapage, un des maîtres mots de l'histoire économique de l'Espagne, mais employé aujourd'hui dans un sens dramatique. De 1975 à 1982, l'économie espagnole était tombée en léthargie, le pays étant tout occupé par la « transition » politique après la mort du général Franco en novembre 1975. « Tout est en train de changer dans notre pays, sauf les conseils d'administration

des banques et la mentalité des patrons », disait en 1981 un premier ministre de l'UCD (coalition conservatrice) à un financier connu et chenu de la place de Madrid... Quant à la Bourse, elle n'a commencé à monter qu'en 1986, alors que la reprise de Wall Street datait d'août 1982, entraînant dans son sillage bien d'autres places financières.

C'est donc dans un esprit enfin plus détendu, et avec la quasi-certitude d'arriver à bon port, que les Espagnols parlent aujourd'hui de la modernisation de leur pays. Depuis plus d'un siècle, le thème de l'entrée de l'Espagne dans le monde moderne a dominé la vie intellectuelle et politique du pays. A la fin du siècle dernier et au début du nôtre, des essayistes comme Picaes, partisan d'un régime autoritaire, ou Costa le démocrate publiaient des livres dont on parle encore parfois, consacrés à l'idée de *regeneracion*.

Dans les années 20, l'un des grands écrivains de l'Espagne (dont la réputation de penseur est sans doute surfaite), Miguel de Unamuno, forgeait l'expression de *japonisation*, le Japon étant à l'époque pris pour modèle d'une société où un programme d'occidentalisation à outrance est conçu et imposé d'en haut. Cette politique — ou ce rêve — ne fut pas couronnée à l'époque d'un succès éclatant, mais saluons au passage le génie linguistique des Espagnols qui, malgré leur perte d'influence relative depuis le dix-huitième siècle, ont su continuer à créer des expressions qui marquent le monde contemporain. Le mot de « libéral » est né à Cadix vers 1820.

Jusqu'à une époque très récente, les Espagnols n'ont cessé d'essayer de prendre la mesure de leur retard, réel ou supposé, soit pour tenter d'en trouver la cause, soit au contraire pour le nier, en recourant à la fameuse formule (mal élucidée) : *Espana es diferente* (l'Espagne

est différente). Il était difficile pour un étranger, notamment pour un Français, de participer à ce débat, car le point de comparaison était inmanquablement les pays les plus proches de la Péninsule, à commencer par le nôtre.

On est sur un terrain plus solide si on rappelle que l'actuel bouillonnement de l'économie espagnole est la conséquence d'une politique d'ajustements, commencée dès la fin des années 70. A l'époque des accords tripartites (gouvernement, patronat et syndicats), connus sous le nom de pactes de la Moncloa, on vit le grand syndicat d'obédience socialiste, l'UGT, accepter l'idée d'une stagnation, voire d'un recul du pouvoir d'achat réel des salaires pour permettre aux entreprises de reconstruire leur substance.

Pour expliquer comment l'Espagne a fini par adhérer à la Communauté économique européenne, il faut remonter plus loin, jusqu'au plan de stabilisation de 1959, première rupture décisive avec l'autarcie précédente. Parmi les hommes qui avaient préparé ce grand tournant figuraient un certain nombre d'économistes de grande qualité qui, après l'effacement de la guerre civile, étaient revenus dans leur patrie, non sans avoir eu souvent l'occasion d'extérioriser leurs talents à l'étranger, et notamment en Amérique du Sud. Tel était le cas du catalan Joan Sarda Daxu, qui, avant de travailler pour la Banque d'Espagne (qu'il dota d'un service d'études et de statistiques remarquables), avait occupé des fonctions similaires à la banque, d'émission du Venezuela.

C'est peut-être pendant ces années où se produisit cette première ouverture limitée que les Espagnols firent l'apprentissage de ce qui est probablement aujourd'hui l'un de leurs principaux atouts : un authentique esprit de consensus. Leopoldo Calvo Sotelo (qui fut

premier ministre en 1981-1982 jusqu'à l'arrivée au pouvoir des socialistes) reconnaît publiquement que la politique économique de Carlos Solchaga, actuel ministre des finances, s'inscrit dans la continuité. Dans aucun pays aujourd'hui, le débat politique n'est plus serré, pratiquement exempté de toute violence verbale. Cela est dû notamment (mais bien sûr pas seulement) à l'extraordinaire maîtrise sur soi du PSOE. De propos délibéré, celui-ci a depuis longtemps décidé de ne plus tomber dans les erreurs qui ont entraîné jadis si cher (la guerre civile de 1936-1939 fut marquée autant par les dissensions internes du camp républicain que par la supériorité militaire des nationalistes). La pratique du consensus exercé par toute la classe politique a beaucoup contribué à relâcher dans l'ombre les tentatives ultra-conservatrices nées encore probablement par une partie de l'establishment espagnol.

Si le consensus marque un recul de ce premier défaut national qui est l'orgueil (puisque on a renoncé à la vanité d'avoir seul raison), la place désormais reconnue aux entrepreneurs et à ceux qui réussissent marque un recul de cet autre trait de caractère national dont parlait (encore lui) Unamuno quand il stigmatisait l'*envidia hispanica* (l'envie hispanique). Un autre grand Espagnol du siècle, Ortega y Gasset, a admirablement décrit cette haine « de tout ce qui dépasse la moyenne », dans son livre publié en 1926 sous le titre *La Rebelión de las masas* (La Révolte des masses).

La popularité d'un Mario Conde, devenu l'année dernière le président de Benetton, à trente-neuf ans, et le coup de tonnerre produit par la fusion de cette dernière avec le Banco central, montre que l'instinct de l'Italie et d'autres pays, les héros de l'Espagne moderne se trouvent aussi parmi les chefs d'entreprises. On vend les caramels espagnols (Chupa

Chupa) jusqu'en Chine populaire. Sur un autre registre, Telefonos a signé un contrat pour reconstruire de fond en comble le réseau des télécommunications argentines.

Dans ce tableau flatteur, quels sont les handicaps ? Incontestablement, l'un des plus importants est l'état souvent insuffisant du secteur public, et notamment des infrastructures de transport. Le déficit budgétaire, qui semble depuis un an en voie de régression, reste considérable et perpétue un niveau particulièrement élevé des taux d'intérêt. Haut coût de l'argent, pesant sur le marché des changes (à cause de l'afflux des capitaux étrangers), mais simultanément surchauffe de certains secteurs de l'économie, ce sont là des caractéristiques qui rappellent, sur une échelle plus petite, la prospérité résagénérée des années 1982-1985 aux États-Unis.

Le premier ministre Felipe Gonzalez conteste que les statistiques du chômage soient la traduction de la réalité. D'après ces chiffres, un Espagnol sur cinq serait privé d'emploi. Si l'on ne compte que la population mâle, ce pourcentage descend à 16 % environ, ce qui est encore considérable. Mais depuis l'année dernière, l'économie espagnole crée chaque jour mille emplois nouveaux. Le premier ministre ne manque pas de le rappeler chaque fois que l'occasion lui en est donnée.

Un rapport officiel a chiffré récemment à quelque 30 % la part de « l'économie souterraine ». Certes, si le travail au noir existe en Espagne une place aussi grande, c'est que le sous-développement n'est pas encore vaincu. Malgré ses mérites, la réforme fiscale de 1977 reste très insuffisante. Après la mort de Franco, les dirigeants espagnols avaient très bien identifié les deux grands problèmes qui se posaient à eux : mettre en vigueur une Constitution politique moderne et résoudre le problème posé par le sous-emploi et l'emploi clandestin. Il reste à accomplir cette dernière tâche.

La reconquête...

(Suite de la page 17.)

Souvent familiales, elles font preuve de sérieux et de pugnacité dans la mécanique légère, la confection et la mode, le meuble et, de façon générale, dans les biens de consommation. Elles dégagent des marges relativement fortes et savent réussir à l'exportation.

Mais leur succès ne compense pas l'absence de sociétés de taille internationale ou même européenne. Ainsi la première firme espagnole, l'Entreprise nationale des pétroles (ENP) n'apparaît-elle qu'au cent soixante-dix-septième rang dans le classement de Fortune pour 1986. Au total, sept sociétés espagnoles — y com-

pris les filiales de Ford et General Motors — figurent dans les 500 premières entreprises industrielles du monde (exclusion faite des américaines) contre 41 pour la France... et 11 pour la Corée du Sud.

Des fortunes rapides

Ainsi, les Espagnols témoignent à l'heure actuelle d'une vitalité et d'une agilité dignes des martinets qui strient leur ciel, mais au détriment de la solidité et au prix d'une certaine voracité. « Quand on gagne de l'argent, on achète une propriété ou on devient ban-

quier. » La recherche d'une richesse rapide, comme lors du pillage des trésors des Amériques, prime sur la construction d'un édifice industriel. Surtout, la malédiction des Lucas ?

La fragilité d'une économie sous influence s'en trouve accentuée. Le plateau espagnol devient une sorte de plate-forme manufacturière où les multinationales disposent d'une main-d'œuvre abondante et suffisamment qualifiée et encore à bon marché. Mais, à ce jeu, l'Espagne se heurte de plus en plus à la concurrence des nouveaux pays industrialisés d'Asie.

Enfin, les inégalités entre les groupes sociaux et les régions sont aggravées par une certaine concentration de la richesse. Une Espagne du *territoire croissant* se renforce qui suit la vallée de l'Ebre pour descendre le long de la côte méditerranéenne. Aussi demande-t-on à Madrid, moyennant un certain réglage de la conjoncture, une humanisation de la croissance et une harmonisation des structures.

Sinon, sous le choc du changement, la société espagnole, déjà inquiète de la montée de la drogue et de l'insécurité, risque de connaître de fortes tensions et, peut-être, de se disloquer. Ce pays, qui a réussi son retour à la démocratie et son entrée dans la Communauté européenne, peut et doit faire face à ce risque. Il ne s'agit que d'améliorer les infrastructures, d'accroître l'éducation et la formation professionnelle, de promouvoir la recherche ; bref, de penser à long terme et en termes de qualité plus que de quantité.

En attendant d'accroître son autonomie, l'Espagne, qui a rejoint et qui ressemble un peu à la France des années 60 où à l'Italie des années 70, se prépare avec une certaine fièvre à affronter l'échéance de 1992, qui sera aussi l'année des Jeux olympiques à Barcelone. 1992, cinq cents ans après la découverte de l'Amérique et cinq cents ans après la prise de Grenade, qui marqua la fin des sept siècles de la Reconquête.

de Madrid,
MICHEL BOYER.

Confiance au Pays basque

(Suite de la page 17.)

« Optimisme modéré » : M. Diego Adenra, socialiste et vice-ministre de l'économie dans le gouvernement de coalition, approuvé par Mme Garcia Crespo, ministre socialiste de l'économie, parle, lui, de « rapaces considérables ». C'est à peine s'il finance son propos en indiquant des fautes, dont la cruelle absence depuis huit années de l'investissement, surtout étranger, et le manque d'orientation vers de nouvelles activités.

Au bout du compte, tant de certitudes déconcertent, alors que le paysage basque paraît sombre, alourdi de menaces à peine voilées. Majoritairement vouée à l'industrie, qui représente 80 % de son activité, le vie économique est marqué par la présence de poids lourds qui sont devenus des poids morts. Bientôt, les obligations communautaires viendront s'ajouter à des handicaps déjà sérieux.

L'omniprésence du chômage vient compliquer une situation encore tendue par la sempiternelle angoisse du terrorisme, peut-être en voie de régression. Mais l'explosion peut aussi bien venir des jeunes dont 50 à 60 %, suivant les trois provinces, sont privés d'emploi et qui, semble-t-il, ne manquent pas toujours de qualification.

Face à ces dangers, les moyens mis en œuvre paraissent modestes, à quelques exceptions près. Ils sont souvent inadéquats, voire défectueux, au regard de ce qui se fait ailleurs, comme si la brusque accélération de la vie démocratique ne s'était pas accompagnée du même élan sur le plan économique et surtout social. Les analyses de prospective font encore défaut, et l'on continue de parler sur l'industrie, sans porter attention aux services, unanimement méprisés.

Un retard de formation

Plus grave, les volontés ne se retrouvent pas de façon cohérente et sont rarement suivies. Tandis que le gouvernement basque multiplie les interventions pour créer de l'emploi, plutôt que d'accompagner un mouvement concerté, les autres partenaires, patrons et syndicats, demeurent dans l'expectative. « Il n'y a pas de consensus économique, alors qu'il y a un consensus politique et culturel », reconnaissent les responsables basques. Chefs d'entreprise et syndicalistes s'ignorent encore, « se parlent sans se parler », ou n'ont pas pris l'habitude de travailler ensemble.

Dans un domaine comme celui de la formation, par exemple, le retard est criant. Non seulement aucune loi n'intervient en faveur de la formation dans l'entreprise, la plupart du temps de la responsabilité du gouvernement, mais les entreprises y consacrent peu d'efforts et les syndicats y accordent une attention toute relative.

« Nous ne sommes pas dans la meilleure situation pour pratiquer des investissements dans le domaine », avoue M. Hernandez Bilbao. « Nous nous méfions des subventions déguisées à l'entreprise », rétorque M. José Elorrieta, davantage préoccupé par la faiblesse du système public de formation technique.

Les différents acteurs se trouvent en tout cas d'excellentes excuses. « Depuis combien de temps êtes-vous en démocratie ? », a pour habitude de répliquer M. Arrieta à ceux qui s'étonnent des limites du dialogue social au Pays basque. « Nos organisations sont très jeunes et sont parties de la clandestinité », répliquent-elles. Depuis deux années, prétend d'ailleurs M. Adenra, des progrès considérables ont été accomplis qui laissent supposer que la conscience sociale change, avec l'ouverture aux nécessités économiques.

Certains en déduisent que des mutations rapides interviendront, à l'identique de ce qui s'est produit pour la vie politique, les mœurs et le statut d'autonomie. C'est pourquoi tous tiennent à l'entrée dans le Marché commun, conçue comme un ancrage dans la démocratie ou, pour les autonomistes, comme le moyen de garantir l'identité nationale basque au travers d'un communisme international. Et ils ne sont pas loin de penser que, pour cet objectif, tous les risques, d'abord économiques, valent d'être pris.

« Le Basque nationaliste est un démocrate. L'entrée dans le Marché commun garantit et consolide l'Etat démocratique », martèle avec force le président Adenra, qui ne dissimule pas son objectif ultérieur, également expliqué par M. Monfort. A terme, il s'agit bien de favoriser une forme de fédéralisme européen, les régions retrouvant un pouvoir dans la relation bilatérale, face au gouvernement central.

Ce choix éminemment politique s'accompagne d'autres considérations plus pragmatiques, communément admises par d'autres responsables. « Il n'y a pas à choisir entre l'autarcie et une économie compétitive », note le président Adenra, qui ajoute : « De toute façon, nous aurons subi les effets négatifs de la CEE, que nous y soyons ou pas. Nous avons déjà beaucoup payé, avant notre entrée, avec le pêche et l'agriculture. » Dans une analyse proche, le syndicaliste de l'ELA-STV fait observer que « l'économie basque n'avait pas besoin de la CEE pour être dans une situation de crise qui demeure, pour nous, la priorité ». Pour la resta, pourait-il, « on verra bien », et les atouts du « peuple basque » ne sont pas minces.

C'est là que resurgit l'extraordinaire assurance des Basques quant à leurs facultés d'adaptation. En misant sur le secteur industriel, son domaine privilégié, Euzkadi pense bien se défendre. Les petites et moyennes entreprises du Guipuzcoa prouvent, à leurs yeux, que cela est possible, autour des usines de mécanique, de la métallurgie et d'un réseau particulièrement actif de sous-traitants.

A ceux qui en douteraient, ils rappellent l'exemplaire réussite du secteur de l'électro-ménager — « la ligne blanche », — à nouveau en bonne santé et dominée par la marque Fagor. En est propriétaire la plus grande coopérative du monde, celle de Mondragon, qui emploie 50 000 salariés. Une illustration de la performance basque.

de Bilbao,
ALAIN LEBEAUSE.

(Publicité)

PARIS

SEMAVIP

CONSULTATION DE PROMOTEURS

APPEL D'OFFRES PROMOTEURS

- OBJET :** la SEMAVIP, Société d'économie mixte d'aménagement de la Ville de PARIS, lance un appel d'offres ouvert de promoteur sur charge foncière en vue de l'acquisition des droits de construire un ensemble de logements dénommé lot 8 situé 61, quai de la Seine dans la ZAC BASSIN DE LA VILLETTE à Paris-19.
- PROGRAMME :** sur un terrain de 826 m² environ est prévue la réalisation d'un ensemble immobilier de l'ordre de 5420 m² H.O.N. se décomposant en 4890 m² de logements non aidés locatifs et 530 m² de locaux commerciaux à rez-de-chaussée, accompagnés d'un parking en sous-sol de 72 places minimum. L'ensemble est destiné à être cédé après construction à un ou plusieurs investisseurs institutionnels qui loueraient ces locaux.
- RETRAIT DES DOSSIERS :** le dossier de consultation peut être retiré contre remise d'un chèque de 900 F à partir du 20 juin 1988 à la SEMAVIP, 7, rue du Cardinal-Lemoine, 75019 PARIS, tél. 43-54-30-05.
- REMISE DES OFFRES :** les offres seront remises sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure contenant la soumission. Elles devront être transmises au plus tard à la SEMAVIP le 13 juillet 1988 à 16 heures soit par pli recommandé avec A.R., soit par dépôt contre reçu à la même adresse.
- CHOIX DU PROMOTEUR :** le choix du promoteur sera effectué au troisième trimestre 1988.

Le Carnet du Monde

Echecs

La Coupe du monde à Belfort

Sokolov bat Karpov

Anatoli Karpov a résisté jusqu'à la dernière limite dans sa partie ajournée contre Sokolov, le vendredi 17 juin, au Tournoi de Belfort, comptant pour la Coupe du monde d'échecs. Alors qu'on ne s'attendait même pas à le voir reprendre le jeu, tant sa position était jugée perdue, il a essayé d'arracher la nulle mais, au sixième-dix-septième coup, il devait s'avouer vaincu. Belle revanche pour Sokolov que Karpov avait «massacré» en demi-finale du dernier championnat du monde par 4-0.

Samedi, dans la quatrième ronde, Ehlvest, vingtième joueur mondial, battait Speelman, classé à la dixième place, tandis que l'Islandais Hjartarson, bon dernier du Tournoi, remportait sa première victoire face au coriace Andersson, et avec les Noirs de plus.

Dimanche, Kasparov, avec les Noirs, allait infliger à Timman sa troisième défaite en cinq parties. Karpov, lui aussi avec les Noirs, remportait sa deuxième victoire et rejoignait Spassky à la troisième place, à un point de Kasparov. Enfin, dernière victoire dans cette cinquième ronde, celle de Bellavsky, qui parachevait la journée des Noirs et faisait rebouter Hjartarson à la dernière place, en compagnie de... Timman, le troisième joueur mondial.

RÉSULTATS

Parties ajournées : Sokolov-Karpov, 1-0 ; Short-Ribli, 0,5-0,5. Quatrième ronde : Karpov-Ljubojevic : 0,5-0,5 (45) ; Andersson-Hjartarson : 0-1 (37) ; Bellavsky-Spassky : 0,5-0,5 (13) ; Ehlvest-Speelman : 1-0 (36) ; Short-Timman : 0,5-0,5 (21) ; Spassky-Ehlvest : 0,5-0,5 (14) ; Hjartarson-Bellavsky : 0-1 (42) ; Ljubojevic-Andersson : 0,5-0,5 (25). Classement : 1. Kasparov 4 ; 2. Ehlvest 3,5 ; 3. Karpov et Spassky 3 ; 5. Andersson, Bellavsky, Huebner, Ljubojevic, Ribli, Short et Sokolov 2,5 ; 12. Nogueiras, Speelman et Yousoupov 2 ; 15. Hjartarson et Timman 1,5.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marie-Laure et Gabriel MADELIN, Marie, Emmanuel et Mathilde, ont la joie d'annoncer la naissance de Pierre, le 5 juin 1988, 17, rue des Cordeliers, 75013 Paris.

Mariages

— Marianna ROSENWALD et Jacques LEVY, sont heureux d'annoncer leur mariage célébré les 17-19 juin 1988, 80, rue de la Villette, 75019 Paris.

Décès

— M. Pierre Antonini, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André ANTONINI, directeur honoraire des impôts, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, survenu à Montpellier, le 1^{er} juin 1988.

Lotissement Dejean, rue de l'Aiguillon, 34100 Montpellier.

— Vesoul (Haute-Saône). M^{me} Marcelle Carraud, née Jeanne Gagey, Les familles Carraud, Baraques, Barrault, Gagey, Jaquesy, Depont, Collard, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcelle CARRAUD, secrétaire honoraire, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre du Saint-Sépulchre.

Ses obsèques auront lieu mardi 21 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Georges de Vesoul, où le corps sera déposé.

L'inhumation aura lieu à Belfort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} André Cordesse, M^{me} Dominique Cordesse, Sabine et Alexis Cordesse, M. et M^{me} Antoine Cordesse et leur fille, M. et M^{me} Richard Wade et leur fille, M^{me} Anne Cordesse, ont la douleur de faire part du décès de Louis CORDESSE, survenu le 9 juin 1988.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Gézilhac (Gard), le 14 juin 1988.

PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris 43.54.92.01

ERTÉ

sculptures et graphics

La mort de Victor-Henry Debidoir

Aristophane et la «Savoir des lettres»

Universitaire, Victor-Henry Debidoir est mort le 14 juin à Lyon (*le Monde* du 18 juin). Il nous laisse avant tout sa fameuse traduction d'Aristophane, vulgarisée par le Livre de poche (1965), qui fait de lui le continuateur des plus célèbres traducteurs français des grandes œuvres grecques, Amyot, M^{me} Dacier, Paul-Louis Courier, Paul Mazon.

Né en 1911, Debidoir est entré à l'Ecole normale supérieure en 1929. Après quelques années d'enseignement à Quimper et à Avignon, il devient en 1938 professeur de grec et de français en hypochryse et en khâgne au lycée du Parc à Lyon. Son œuvre est largement liée à son enseignement, en particulier *Savoir des lettres* (1946), qui en est le reflet fidèle. Il a livré ses réflexions morales et philosophiques dans le *Miroir transparent* (1948).

Ce professeur issu d'une famille plutôt républicaine et anticlérical (son père était une personnalité de la Troisième République) s'était très tôt converti au catholicisme. Par l'esprit, il était assez proche de Péguy et de Thierry Maulnier. S'il y a un mystère de cet esprit délicat, c'est son goût pour la verve populaire de Rabelais et d'Aristophane. Sa traduction du dramaturge grec, véritable ouvrage de référence, est d'une tricolonne qui fait pâlir toutes les autres versions. Fidèle à l'esprit et le plus souvent à la lettre du texte, il a su surtout rendre ce mélange de familiarité, d'obscénité et de poésie qui donne à l'original une saveur et une puissance jamais égales. La préface du tome II montre sa lucidité de traducteur, et son petit *Aristophane par lui-même* (Seuil) est le complément de sa traduction.

Critique littéraire et traducteur, Debidoir a aussi publié de nombreux ouvrages de critique d'art, parus principalement chez Arthaud. La Bretagne, l'Auvergne, Lyon, Vézelay, les trésors sacrés du pays nîçois, ont fait l'objet de diverses études, parfois écrites en collaboration avec son ami Philippe Berthier. Parmi elles, il faut citer son *Bestiaire sculpté du Moyen Age* (1961).

On aimerait que paraisse enfin sa dernière œuvre, une traduction des tragiques grecs qui devait constituer «l'intégrale» et dont la maison d'édition conserve le manuscrit et la propriété littéraire.

J.-C. CARRIÈRE (Université de Franche-Comté.)

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-01-82, poste 4356

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 79 F
Abonnés (avec justificatif) : 69 F
Communications diverses : 82 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de biseau). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Rens. : 42-47-95-03.

BOUTIQUE Christian Dior

SOLDES

PRÊT-A-PORTER FÉMININ CUIRS

PRÊT-A-PORTER MASCULIN ACCESSOIRES

mardi 21, mercredi 22, jeudi 23 juin 1988 de 10 h à 18 h 30

32, Avenue Montaigne PARIS 8^e

BERTEIL SOLDES

à partir du mardi 21 juin

7, RUE DE SOLFÉRINO 75007 PARIS | 1, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS | 24, RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS

Magistère d'Economie

De l'exigence scientifique à la compétence professionnelle

Formation d'excellence en trois ans après le DEUG ou un diplôme équivalent assurée par

L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I-PANTHÉON - SORBONNE

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE ET L'EHESS

Renseignements et dossier de candidature à demander à

MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE

Bureau 51 - 12, place du Panthéon - Paris 5^e

Tél. : 46-34-99-44

CAMPUS

Trois nouvelles prépas catholiques

L'ENSEIGNEMENT catholique accueille seulement 4 % des effectifs des classes préparatoires de France. C'est pourquoi cinq établissements privés de la capitale se sont associés pour en créer de nouvelles. A la rentrée prochaine, deux classes de mathématiques supérieures à Sainte-Marie-Fénelon et une hypochryse à Normale catholique ouvriront leurs portes. Depuis l'année dernière, une classe d'HEC (voie générale) fonctionne à Sainte-Croix-de-Neuilly et une HEC (voie économique) à Saint-Louis-de-Gonzague.

Un des reproches souvent formulés à l'encontre des «prépas» étant l'ambiance de concurrence acharnée qui y règne au détriment des rapports humains, ces nouvelles classes préparatoires veulent jouer la carte de «l'esprit d'équipe», comme l'explique le directeur de Sainte-Marie-Fénelon, M. Daniel Lemoine. L'autre idée forte consiste à maintenir des contacts permanents entre les élèves et les professeurs. Ce suivi personnalisé permet d'aider les étudiants en difficulté et de limiter le nombre des abandons en cours d'année.

La spécificité chrétienne sera présente dans ces classes, avec l'application du principe qu'il ne faut pas seulement réussir dans la vie mais réussir sa vie. Les élèves seront invités à participer à des actions de solidarité pour «sauvegarder une respiration, une bouffée d'air», selon M. Alain Chabrol, responsable de ces «prépas».

Le désir de mieux connaître les étudiants se retrouve dans le recrutement des candidats. La sélection repose sur un dossier, une lettre de motivation et un entretien poussé. Les frais de scolarité s'élèvent à 2 500 francs par trimestre. La date limite du dépôt des dossiers de candidature est fixée au 9 juillet.

T. Bd.

* Normale catholique, 5, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : 45-67-10-21.

Sainte-Marie-Fénelon, 47, rue de Reims, 75004 Paris. Tél. : 45-22-05-35.

Sainte-Croix-de-Neuilly, 30, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 46-24-10-40.

Saint-Louis-de-Gonzague, 12, rue Franklin, 75116 Paris. Tél. : 45-24-42-20.

Industrie pharmaceutique

L'Ecole supérieure de commerce de Bourgogne-Franche-Comté vient de créer un master «Management de l'industrie pharmaceutique». Une formation sur une année.

(ESC, 29, rue Sambin, 21000 Dijon. Tél. : 80-72-12-40.)

Renault et Rouen

L'usine Renault de Cléon vient de signer deux conventions de recherche de six mois avec l'université de Rouen, pour améliorer la qualité et la fiabilité des

moteurs et des boîtes de vitesses. Les résultats de l'étude seront la propriété de la Régie Renault, qui pourra déposer des brevets.

Répertoire des entreprises

Un répertoire des grandes entreprises de l'Ile-de-France vient de paraître sous le titre *Activités et connaissances des entreprises*. Cette documentation est destinée aux élèves des grandes écoles et aux cadres. En vente dans les kiosques 60 F.

(EDEC, 24, rue de Lisienne, 75008 Paris. Tél. : 42-83-21-31.)

isque

PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris 43.54.92.01

ERTÉ

sculptures et graphics

La mort de Victor-Henry Debidoir

Aristophane et la «Savoir des lettres»

Universitaire, Victor-Henry Debidoir est mort le 14 juin à Lyon (*le Monde* du 18 juin). Il nous laisse avant tout sa fameuse traduction d'Aristophane, vulgarisée par le Livre de poche (1965), qui fait de lui le continuateur des plus célèbres traducteurs français des grandes œuvres grecques, Amyot, M^{me} Dacier, Paul-Louis Courier, Paul Mazon.

Né en 1911, Debidoir est entré à l'Ecole normale supérieure en 1929. Après quelques années d'enseignement à Quimper et à Avignon, il devient en 1938 professeur de grec et de français en hypochryse et en khâgne au lycée du Parc à Lyon. Son œuvre est largement liée à son enseignement, en particulier *Savoir des lettres* (1946), qui en est le reflet fidèle. Il a livré ses réflexions morales et philosophiques dans le *Miroir transparent* (1948).

Ce professeur issu d'une famille plutôt républicaine et anticlérical (son père était une personnalité de la Troisième République) s'était très tôt converti au catholicisme. Par l'esprit, il était assez proche de Péguy et de Thierry Maulnier. S'il y a un mystère de cet esprit délicat, c'est son goût pour la verve populaire de Rabelais et d'Aristophane. Sa traduction du dramaturge grec, véritable ouvrage de référence, est d'une tricolonne qui fait pâlir toutes les autres versions. Fidèle à l'esprit et le plus souvent à la lettre du texte, il a su surtout rendre ce mélange de familiarité, d'obscénité et de poésie qui donne à l'original une saveur et une puissance jamais égales. La préface du tome II montre sa lucidité de traducteur, et son petit *Aristophane par lui-même* (Seuil) est le complément de sa traduction.

Critique littéraire et traducteur, Debidoir a aussi publié de nombreux ouvrages de critique d'art, parus principalement chez Arthaud. La Bretagne, l'Auvergne, Lyon, Vézelay, les trésors sacrés du pays nîçois, ont fait l'objet de diverses études, parfois écrites en collaboration avec son ami Philippe Berthier. Parmi elles, il faut citer son *Bestiaire sculpté du Moyen Age* (1961).

On aimerait que paraisse enfin sa dernière œuvre, une traduction des tragiques grecs qui devait constituer «l'intégrale» et dont la maison d'édition conserve le manuscrit et la propriété littéraire.

J.-C. CARRIÈRE (Université de Franche-Comté.)

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-01-82, poste 4356

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 79 F
Abonnés (avec justificatif) : 69 F
Communications diverses : 82 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de biseau). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Rens. : 42-47-95-03.

BOUTIQUE Christian Dior

SOLDES

PRÊT-A-PORTER FÉMININ CUIRS

PRÊT-A-PORTER MASCULIN ACCESSOIRES

mardi 21, mercredi 22, jeudi 23 juin 1988 de 10 h à 18 h 30

32, Avenue Montaigne PARIS 8^e

BERTEIL SOLDES

à partir du mardi 21 juin

7, RUE DE SOLFÉRINO 75007 PARIS | 1, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS | 24, RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS

Magistère d'Economie

De l'exigence scientifique à la compétence professionnelle

Formation d'excellence en trois ans après le DEUG ou un diplôme équivalent assurée par

Le Monde

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES:
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Konica

Le directeur général de notre croissance

A dire vrai, sur certains de nos marchés (imagerie médicale, floppy disk), nous ne faisons qu'apparaître. Sur d'autres (appareils photos, films, minilab, papier, cassettes vidéo), nous sommes déjà parmi les premiers. Mais sur tous, KONICA est un nom et une notoriété de premier plan.

Nous avons la volonté de nous développer sur tous les créneaux que nous avons choisis et ce projet définit votre mission de D.G. sur trois axes principaux.

D'abord les hommes. Notre affaire est avant tout une équipe. Elle attend de vous un patron décidé et respectueux des autres. Marketing et commercial ensuite. Nous travaillons sur des marchés et avec des produits très divers. Nos commerciaux sont des professionnels, souvent des spécialistes. Ils attendent de vous un Directeur imaginaire, réalisateur et disponible.

La gestion enfin. Vous êtes le D.G. de KONICA. Vous mettez en place une organisation d'expansion, prenez en main complètement les commandes de la société et êtes responsable, par réelle délégation, devant votre Président, du développement et des objectifs de rentabilité. Il attend de vous un interlocuteur adulte, loyal et vigoureux.

Ce métier, vous en connaissez déjà toutes les facettes. Vous l'avez préparé d'abord sur les bancs d'une grande école, vous l'avez ensuite appris dans la distribution par revendeurs spécialisés, vous avez négocié les marges point par point, vous avez pratiqué une gestion de rigueur et un suivi financier minutieux. Vous avez dirigé en grande autonomie, vous avez été jugé sur vos résultats, vous avez réussi.

Vous connaissez les structures internationales et êtes évidemment bilingue anglais.

Quant à votre ambition de développement personnel, même à 35 ans, elle peut rejoindre la nôtre.

Merci de votre intérêt pour KONICA. Adressez donc votre dossier, sous réf. KO 678 M, à notre Conseil, SEFOP, il préparera notre rencontre prochaine.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Futur directeur

400.000 F +

Ardennes - Filiale d'un groupe européen leader, avec un milliard de francs de chiffre d'affaires, dans la production et la distribution de produits pour le bricolage et l'aménagement de l'habitat, notre PME (500 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires) constitue une entité régionale cohérente, avec une très forte culture d'entreprise. Pour succéder notre directeur général afin de lui permettre de prendre de nouvelles responsabilités au niveau de la holding, nous recherchons un cadre de haut niveau, d'orientation commerciale et marketing. Membre du comité de gestion, il assistera, dans un premier temps le directeur général dans l'ensemble de ses responsabilités et plus particulièrement dans le domaine commercial. Ce poste, destiné à évoluer vers la direction générale, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (commercial de préférence), âgé d'au moins 35 ans, parlant anglais et pouvant faire état d'un itinéraire performant au niveau d'une direction commerciale de produits grand public. Son succès sera conditionné par sa capacité à intégrer la culture de notre entreprise et à s'affirmer vis-à-vis de la structure actuelle comme un futur "patron". La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, pourrait être de l'ordre de 400.000 francs ou plus. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8324M. (PA Minirel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Banque régionale de premier plan, nous animons un réseau de plus de deux cents agences servant près de 500 000 clients actifs (particuliers, collectivités, petites entreprises...). Notre gestion décentralisée est dynamique et nos résultats confortent chaque année nos positions de leader. Pour poursuivre notre diversification et animer notre force de vente, notre Président cherche son

directeur du développement membre du directoire

A ses côtés, venez mettre au point de nouveaux outils (marketing direct, scoring, systèmes-experts d'aide à la vente...), tirer profit de nos moyens (communication, études et actions commerciales) et optimiser nos produits de collecte et de placement. Vous coordonnez l'attaque des segments de marchés et actualisez les objectifs stratégiques de notre réseau.

A 32 ans au moins, votre formation (Ecole de Commerce), votre solide expérience dans une fonction similaire et votre ouverture aux technologies nouvelles font de vous l'homme de réflexion et d'action capable d'accompagner notre développement.

Ecrivez à S. BERLEM,
consultant, (réf. 584 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
34, BOULEVARD CARNOT - 59000 LILLE
PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Votre première Direction Générale à 35 ans

Ingénieur (option mécanique), vous avez fait vos premières armes au sein d'un service production structuré. Votre esprit concret, votre rigueur, votre adaptabilité technique vous ont tout naturellement conduit à la direction technique d'une P.M.I. ou d'une unité de production dans laquelle la mise en place réussie d'une GPAO vous a permis de prouver vos talents d'animateur et de gestionnaire.

Depuis plus de 3 ans, vous vous attachez à rendre profitable l'Usine que vous dirigez en développant le chiffre d'affaires sur des marchés porteurs, en augmentant les marges par optimisation des techniques industrielles et en surveillant de près les frais généraux.

Vous vous sentez maintenant prêt à intégrer les différentes fonctions qu'implique la Direction Générale d'une P.M.I.

Basés à la lisière du Val d'Oise et de l'Eure, 110 personnes environ, 70 millions de C.A. dont 14 millions réalisés en Allemagne, dotés d'un outil de production performant, nous sommes reconnus dans le secteur de l'emboutissage et la découpe de pièces mécaniques par la qualité de nos produits. Nos Clients portent des noms prestigieux. Nous venons de quitter une structure familiale et nous sommes à la recherche du patron qui nous donnera une dimension industrielle. Si vous connaissez notre métier, il est un fait que nous parlerons plus vite le même langage.

Notre Conseil A.R.B. étudiera avec une totale discrétion le dossier de candidature que vous lui adresserez sous réf. 106 M à l'adresse suivante : Les Cardoulines B5, 06560 VALBONNE SOPHIA-ANTIPOLIS. Les entretiens pourront avoir lieu à PARIS ou en Province.

A.R.B.

PARIS

SOPHIA-ANTIPOLIS

LYON

DIRECTEUR ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATIONS

400-450 KF

Province Ouest

Ce Groupe agro-alimentaire réalise 2,5 milliards de Francs de C.A. avec 1.800 personnes. Il exerce plusieurs métiers : de l'agro-fourmiture à l'agro-alimentaire, de la logistique à la transformation industrielle, du négoce international à la distribution moderne. Il se développe très vite par croissance naturelle, acquisitions et grâce à des diversifications brillantes. C'est une belle entreprise, solide et profitable.

Membre du Comité de Direction Groupe - composé de fortes personnalités - le DIRECTEUR ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATIONS anime aujourd'hui une équipe de 25 à 35 personnes, gère un budget de 20 MF, des équipements cohérents en réseaux et des projets diversifiés (gestion et production). Il participe activement à la conception du Groupe et fait réaliser le quotidien.

C'est déjà un professionnel averti qui domine ses techniques, maîtrise ses moyens, anticipe les événements et rassure ses partenaires.

Leader et pédagogue, il réussit en s'entourant d'excellents collaborateurs comme un des patrons du Groupe.

Fidèles à leur tradition, les dirigeants sont prêts à revêtir ici un jeune candidat autonome et porteur.

Agé de 30-35 ans, notre candidat est donc un ingénieur, généraliste de haut niveau, solide, direct, optimiste et communicant.

Merci de faire parvenir votre dossier, complet de candidature à : KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 PARIS, en précisant la référence INF 88 Me sur l'enveloppe.



KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

DIRECTEUR GENERAL TOULOUSE



La nouvelle filiale monétique du groupe SECSO qui appartient à plusieurs groupes bancaires (Crédit Agricole, Banques Populaires, Crédit Mutuel, Caisses d'Épargne...), est spécialisée dans la distribution de terminaux de paiement électronique (TPE),

l'assistance technique sur site et en atelier et le dépannage des distributeurs automatiques de billets (DAB). Elle a pour rôle d'apporter à ses clients (banques et distribution), une assistance commerciale et technique sur toute la France. Cette société en pleine expansion qui réalise un chiffre d'affaires de 20 millions de francs, recherche aujourd'hui son directeur général. Il aura pour mission de diriger et développer cette filiale dans ses aspects commercial, management et gestion. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure technique ou commerciale, il devra justifier d'une expérience réussie dans la gestion d'un centre de profit (distribution et maintenance) dans l'un des domaines suivants: monétique, informatique, bureautique ou micro-informatique. Les candidatures traitées confidentiellement, sont à adresser à la Direction des Relations Sociales, référence Carte SA - SECSO S.A. - 28, Port Saint Sauveur - B.P. 474 - 31010 TOULOUSE CEDEX

DIRECTEUR GENERAL

La dimension internationale et le potentiel d'action de notre Groupe industriel nous ont conduit à occuper aujourd'hui l'une des premières places mondiales dans notre domaine de spécialité. Dans le cadre de notre stratégie de développement et de la recherche des synergies des compétences et des moyens industriels, nous venons de renforcer nos positions dans un créneau spécifique en évolution (systèmes électroniques) en constituant un pôle technique et humain de qualité : conception, production, mise en œuvre, allant de l'électronique à l'électronique et l'informatique la plus pointue.

L'entité que nous vous proposons de diriger comprend 1200 personnes et réalise un C.A. de 500 MF. Vous en serez le Patron opérationnel, pilote de l'ensemble des activités : commercial, technique, gestion. Responsable devant la Direction Générale, vous serez le garant de la mise en œuvre de la stratégie et responsable de la réalisation des objectifs (C.A., résultats, développement). Votre mission consistera à diriger, animer, coordonner, décider, dans la perspective double de gérer et développer les moyens mis à votre disposition par une approche efficiente de l'utilisation des ressources humaines et techniques.

Pour faire face efficacement aux enjeux économiques et industriels et réussir pleinement la mission proposée, vous devez être Ingénieur de formation (X, Mines, ESE, Sup. aéro...) et disposer d'une solide expérience de direction de centre tel de profit en milieu industriel. Vos résultats, vos qualités humaines, votre sens de l'efficacité font de vous un manager respecté et crédible. Agé de 45 ans minimum, vous êtes prêt à vous investir dans une nouvelle mission industrielle et à prendre à nos côtés un nouveau challenge.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 25/M avec C.V., détail, photo et lettre actuelle à notre Conseil, Marc Pellissier, PELLISSIER, GUILLOIN & ASSOCIES, 83, rue Joffroy, 75017 PARIS.

PELLISSIER, GUILLOIN & ASSOCIES



Filiale d'un Groupe Multinational, nous fabriquons et commercialisons des produits de haute technicité destinés aux secteurs automobile, ferroviaire, aéronautique, équipements industriels...

Notre dimension - 8 000 personnes, 3,7 milliards de Francs de C.A., 8 usines, des filiales industrielles et commerciales (dont 5 en Europe) - constitue le premier indicateur de l'importance de votre rôle auprès de notre Directeur Général.

Directeur juridique

Chez nous, cela signifie une responsabilité large et diversifiée : Droit des Sociétés et de la Consommation, Droit Social, Recouvrement, Contentieux Commercial et Social.

Le tout, dans un contexte Européen marqué (ce qui suppose que vous parliez bien anglais), puisque 60 % de notre C.A. est réalisé à l'export et que vous êtes basé au siège de notre Société, dans une importante ville universitaire de l'Est de la France.

Vous animez une équipe de trois spécialistes, apportez votre compétence technique et vos conseils tant à la Direction Générale qu'aux principaux décideurs (au siège, dans les filiales ou les usines).

Vous l'avez compris, après environ 10 ans d'expérience acquise dans une Grande Entreprise, dans une Société de Conseil ou en Cabinet d'Avocats vous trouvez, chez nous, l'opportunité d'une responsabilité globale de haut niveau... et notre Groupe d'appartenance (avec lequel vous entretenez des relations professionnelles) peut vous ouvrir d'autres horizons.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la réf. DJ 681.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

PMI performante (110 p.), nous fabriquons et vendons des outillages de découpage-emboutissage pour l'industrie automobile, réputés pour leur qualité. Attaquant le marché américain nous cherchons.

le directeur de notre filiale U.S.

Basé dans une petite ville de l'Ohio, venez, en première phase, promouvoir et vendre nos systèmes automatiques brevetés avec l'appui commercial de notre partenaire américain.

Ingénieur mécanicien de formation, vous avez, à 30 ans au moins, fait les preuves de votre talent commercial. Manager habile et négociateur doué, vous voulez créer une entreprise. Vous aimez les U.S.A. et leur culture et vous y installez volontiers votre famille. (réf. 3884 LM)

LET'S FACE TOGETHER
THIS OUTSTANDING CHALLENGE !

Do write to our consultant Mme C. MARTY



ALEXANDRE TIC S.A.
16, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

*A carrière déjà engagée avec
succès confirmés,
un tournant décisif est offert*



**DUPONT
SANITAIRE
CHAUFFAGE**

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE COLLABORATION POUR POURSUIVRE NOTRE CROISSANCE

1^{re} grossiste Région Parisienne + Province, 20 agences, objectif 1989 : 1 milliard de francs.
Progression constante 30 % l'an. Filiale performante du groupe OPTORG.

VOTRE PRINCIPALE MISSION DE N° 1 BIS sera de prendre en charge la Direction opérationnelle de l'ensemble de l'Affaire et de coopérer avec le D.G. au développement futur.

Responsabilité immédiate : DGA.

Rémunération fonction de l'expérience et de l'adéquation au poste pouvant dépasser 750.000 F.
Expérience distribution nécessaire.

Adresser C.V. sous référence 4991 MO à M. MULLER - Dupont Sanitaire Chauffage
31, rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET.

Directeur des ventes chez un équipementier automobile

Parce que vous connaissez bien le métier de l'automobile et avez déjà - de préférence - vos entrées chez les Constructeurs Français, nous vous confions la responsabilité des ventes de nos produits techniques : un CA de près de 500 MF.

Sous l'autorité du Directeur du Département "Automobile" vous préparez les objectifs commerciaux et en assurez la réalisation : pour cela, vous animez une équipe d'une quinzaine de collaborateurs, vous négociez les contrats les plus importants, vous guidez et suivez l'action de nos délégués dans nos cinq filiales européennes : nous menons actuellement des contacts prometteurs chez des grands de l'automobile en Europe.

Bien sûr, vous collaborez étroitement à la définition de la stratégie "Produits".

Vous l'avez compris, votre professionnalisme est pour nous un atout essentiel : ingénieur de formation, parlant anglais, vous maîtrisez bien depuis plusieurs années les négociations à haut niveau avec les Directions ACHATS et B.E. de Grandes Entreprises Industrielles : vous avez déjà encadré des équipes de vente.

En nous rejoignant, c'est à une responsabilité de tout premier plan que vous accédez : nous sommes dans notre domaine un des premiers Équipementiers Européens, réalisons un CA de 1,5 milliard de Francs et appartenons à un important groupe multinational. Notre Conseil, SEFOP, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la réf. VA 679 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Fontainebleau

La gestion du personnel d'une société performante

Avec une équipe de 7 personnes, vous serez responsable de l'administration, de la gestion et de la formation de l'ensemble du personnel.

Vous êtes jeune, vous êtes titulaire d'une maîtrise de droit social. Une première expérience d'environ 4 ans vous permet de créer ce poste.

Nous sommes une société de distribution spécialisée en forte croissance (125 magasins, 860 MF et 700 personnes).

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous référence 1050-02 à notre conseil. Nous nous efforcerons de vous recevoir le plus près possible de votre domicile.

ONOMA BP 666 75367 Paris Cedex 08.

PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !



AVEC NOUS, RELEVEZ LE DÉFI DES ANNÉES 90.

PSA : la volonté et les moyens de devenir le premier constructeur européen.

COMMERCIAUX DÉBUTANTS (HEC, ESSEC, ESCP)

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition, vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing. Après formation, vous exercerez des responsabilités d'animation des ventes et d'organisation commerciale. Votre disponibilité géographique vous ouvrira de larges perspectives de carrière en France et à l'étranger.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**

Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

CA CRÉDIT AGRICOLE

LA CAISSE RÉGIONALE DE L'AIN RECHERCHE POUR L'UN DE SES POINTS DE VENTE LES PLUS STRATÉGIQUES (PROCHE FRONTIÈRE SUISSE) :

UN RESPONSABLE D'AGENCE

Homme de relations publiques, il possède de réelles capacités de management et l'expérience bancaire suffisante pour mobiliser une équipe de 13 personnes sur le développement de la part du marché de l'agence.

Spécificité de la clientèle : frontaliers, fonctionnaires internationaux.

Localisation de l'agence : Ferney-Voltaire.

Rémunération motivante pour candidat d'envergure.

Envoyer C.V. à C.R.C.A.M. de l'AIN,
Service du Personnel,
3, bd Kennedy, 01000 BOURG-EN-BRESSE.

En 4 ans, nous sommes devenus le deuxième constructeur indépendant français de micro-informatique compatible.

Pour l'une de nos filiales (concessionnaire APPLE), nous recherchons le

DIRECTEUR GENERAL

Responsable d'une équipe de 15 personnes, vous connaissez parfaitement le contexte du « Monde » APPLE/Macintosh.

Vous êtes capable de renforcer notre image professionnelle pour amener notre filiale, comme la maison mère, à une des premières positions du marché.

Commercial tout d'abord, âgé d'environ 30 ans, bon gestionnaire, vous possédez une expérience réussie dans la vente de produits « haut de gamme ».

Vous êtes ambitieux et passionné, d'une autorité naturelle, prêt à prendre les initiatives pour mener votre entreprise vers de nouveaux succès.

Si ce challenge vous intéresse, rencontrons-nous : adressez votre dossier de candidature avec photo, C.V. et salaire actuel sous réf. DG 3 à notre Conseil Cabinet SCHONBERGER.

Réponse et confidentialité assurées.



SCHONBERGER 75, rue de Rochechouart
10000 PARIS 16^{ème} 75009 PARIS.

COMPÉTENCE, RIGUEUR ET DIALOGUE

Juriste d'entreprise (H/F)

Ce jeune Groupe Agro-alimentaire français (2 Milliards Francs, 1000 pers.) poursuit son développement externe aussi bien en France qu'à l'étranger.

Dans le cadre de la holding à Neuilly, il participera à tous les aspects de la vie juridique et en particulier : droit des sociétés, conventions, propriété industrielle, droit du travail.

Il intervient à 2 niveaux d'Assistance juridique auprès de la holding et des filiales : Assemblées, Conseils, propriété industrielle, droit social, rédaction de projets, contrats : contentieux, droit du travail.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 à 35 ans, ayant concrètement exercé pendant 5 à 8 ans une responsabilité d'assistance juridique générale dans des sociétés industrielles et commerciales d'importance moyenne.

Vous devrez avoir une bonne pratique des relations avec les cabinets d'avocats et une connaissance des procédures suivies devant les principales juridictions françaises.

Vos compétences techniques et votre attitude de concertation vous permettront d'être un interlocuteur reconnu et sollicité.

Anglais indispensable - Déplacements à prévoir.

Rémunération à partir de 300 000 + prime d'objectif.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. LM 59 B à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

NOTRE
MÉTIER :
LA FIABILITÉ

ARCO

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes diplômés, votre carrière... LE CONSEIL

CONCEPT S.A. est le n° 1 français de l'informatisation en gestion financière. Le groupe vient d'être classé 5ème au Top 100 des plus fortes croissances et productivités de l'industrie Française. Dans l'optique de la compétition européenne de 92, il souhaite renforcer ses équipes en intégrant de :

Jeunes ingénieurs, universitaires

Gestion finance et/ou informatique ou Ecoles de Commerce.

Après une solide formation à nos produits et services, nous vous proposerons selon votre potentiel, vos performances et vos aspirations d'évoluer dans les fonctions suivantes :

CONSULTANT JUNIOR : Audit, conseil, mise en œuvre des progiciels en Entreprise ou en Banque...

INGENIEUR COMMERCIAL CONSEIL : Evaluation des besoins, proposition de solutions, négociations...

CONCEPTEUR : Conception, réalisation de nouveaux progiciels financiers...

CONSULTANT FORMATEUR : formation client aux différents produits et techniques financières de pointe...

ASSISTANCE TECHNIQUE ET FONCTIONNELLE : maintenance des progiciels et matériels sur réseaux...



concept
Recrutement

Merci de préciser vos motivations pour l'orientation souhaitée.
Adressez votre manuscrite, présentations et CV sous réf. 2062 à :
CONCEPT RECRUTEMENT 2, place André Malraux 75001 PARIS,
qui assure toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

Au service de la formation... votre dynamisme et le nôtre...

Nous sommes un groupe de distribution à très forte notoriété du secteur des loisirs, fortement implanté à Paris et en province. Notre Société emploie 2 000 personnes et réalise un C.A. de près de 3 milliards de francs. Nous recherchons aujourd'hui un :

Responsable du service formation HF

Intégré à la Direction des Relations Humaines, vous participerez à la traduction, en terme de formation, de la politique sociale de l'entreprise, vous élaborerez et négociez notre plan de formation. Vous prendrez en charge avec votre équipe les différentes phases opérationnelles, et suivrez le bon déroulement des actions décidées en liaison étroite avec les différents magasins et services du Siège. Agé de 30 ans environ, votre expérience de la formation « terrain » dans un grand groupe industriel ou de la distribution vous permettra de prendre très vite la mesure du poste. Votre personnalité, votre sens du dialogue, votre force de persuasion vous aideront à devenir le partenaire opérationnel que nous attendons. Votre lieu de travail, situé au Siège Social, sera Paris. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présent.), sous la référence B/R/LM, à notre Conseil Denis SESBOÜE qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes un cabinet de Conseil en Organisation et Informatique spécialisé dans les Systèmes décentralisés. Nos clients sont prestigieux et notre développement qui s'appuie essentiellement sur une exceptionnelle exigence de qualité nous amène à associer à notre équipe :

UN CONSULTANT INFORMATIQUE DE HAUT NIVEAU ORGANISATEUR D'ABORD, INFORMATICIEN ENSUITE...

Vous êtes

- Ingénieur Grande Ecole Option Informatique.
- Agé de la trentaine avec une expérience minimum de 5 ans dans la conduite de projets importants en Entreprise ou en SSIL.
- Convaincu par les approches décentralisées.
- Si possible familier de la méthode MERISE.
- Doué d'un très bon sens relationnel, d'une grande puissance de travail, d'une réelle autonomie et d'une large disponibilité.
- Passionné par les technologies nouvelles mises au service de l'entreprise.

Nous vous proposons

- De participer en "tandem" avec un partenaire à la conception de Schémas Directeurs et Plans Stratégiques.
- De réaliser les Cahiers des Charges, les Etudes Préliminaires et les appels d'offre aux partenaires.
- De piloter et contrôler les SSIL sous-traitants dans nos interventions.
- D'assurer la veille technologique dans le domaine des architectures minis/micros et des réseaux.
- D'intégrer une équipe chaleureuse et de haut niveau.
- Une rémunération à la hauteur de vos compétences mais aussi de vos performances.

Le poste, basé à PARIS implique de fréquents mais courts déplacements en PROVINCE.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence LM/70 à :



Jean-Marie VIOLU
43 Boulevard Malesherbes
75008 PARIS

Venez rejoindre le monde de l'industrie de pointe...

Après une formation supérieure : commerciale, technique, sciences politiques ou ingénieur et une expérience d'environ trois ans à la Direction des Ressources Humaines d'un grand Groupe, vous souhaitez, vous,

Cadres de personnel

rejoindre la Division d'un très grand Groupe français, mondialement connu pour sa technologie, en prenant en main une première responsabilité complète chez nous : **CHEF DE PERSONNEL DE SITE**.

A une heure environ de Paris, au contact d'une population à forte composante ingénieurs et Cadres, vous aurez bien entendu à effectuer la gestion classique que nécessite cette fonction... mais notre attente est beaucoup plus qualitative... Percevoir avec acuité les situations, leur apporter des réponses pragmatiques et efficaces, développer une véritable stratégie de communication incitant à ce que chacun se sente davantage concerné, etc... Voilà ce qui retiendra surtout votre attention... pour votre évolution ultérieure !

A bientôt ! merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, présentations, photo), sous la référence : A/ZCP/M, à notre Conseil Michèle DUCHER, qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Directeurs de filiale

Europe Asie Afrique

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nous recrutons pour un laboratoire pharmaceutique français extrêmement dynamique à l'exportation. Nous recherchons actuellement plusieurs candidats qui seraient susceptibles, après une formation de plusieurs mois dans notre siège à Paris, de prendre en charge la Direction d'une de nos filiales en Europe, en Asie, ou en Afrique.

Aussi, si vous êtes Médecin, Pharmacien, Chimiste, ou Biologiste,

Si vous êtes en mesure de faire la preuve d'une expérience réussie dans un laboratoire pharmaceutique, soit en tant que Chef de Produit, soit en tant qu'animateur ou dirigeant d'une équipe de Visite Médicale, ou Marketing, Si vous vous sentez l'étoffe d'un meneur d'hommes ou d'un gestionnaire de haut niveau, Si vous parlez déjà une ou plusieurs langues ou que vous êtes prêt à en acquérir rapidement la connaissance,

Alors rejoignez-nous et adressez CV, lettre manuscrite, photo et présentations à MEDIA SYSTEM sous réf. 33789, 6-8 Impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.



GALEC
recherche

chef de produits

RENTREE DES CLASSES
MAROQUINERIE

Vous êtes un professionnel de la

GRANDE DISTRIBUTION

Vous intégrez les évolutions du marché et vous savez répondre à l'attente du consommateur.

Votre esprit éveille est attentif aux nouvelles sources d'approvisionnement et votre disponibilité vous permet d'aller vérifier "sur le terrain" en EUROPE ou en ASIE et d'ouvrir les négociations. Anglais courant et des connaissances en Italien seraient appréciées mais pas indispensables.

Votre dynamisme et votre imagination vous permettent d'optimiser les données de la rentabilité des linéaires de nos Centres.

Si vous souhaitez développer toutes ces qualités et participer à la dynamique de notre Groupement, veuillez adresser lettre de candidature manuscrite, photo, C.V. et appointements désirés sous réf. RM à : Direction du Personnel GALEC 148 rue Saint-Honoré 75001 Paris. La discrétion la plus totale vous est garantie.

Un Organisme de Services recherche pour faire face à son évolution

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DU PERSONNEL HF

Poste basé à Valence

Associé à tous les aspects de la fonction, vous prendrez plus spécifiquement en charge le recrutement et l'intégration des salariés, la gestion des ressources humaines par le biais notamment de la formation et de la gestion des carrières. Vous participerez, de plus, à l'élaboration d'une politique générale du personnel.

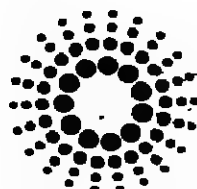
Nous souhaitons recruter un candidat de formation supérieure, professionnel complet de la fonction personnel, justifiant d'une première expérience significative. Sans relationnel, capacité d'écoute et de communication mais aussi rigueur dans la gestion seront ses principales qualités.

Cette mission vous motive ?

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), sous référence 25117 / LM à Hervas Concept 11, rue Pdt-Carnot - 69002 LYON, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



EUROPEAN SYNCHROTRON RADIATION FACILITY GRENOBLE - FRANCE

The ESRF is a state-of-the-art synchrotron radiation source to be built in Grenoble, France, and financed by the governments of France, the Federal Republic of Germany, Italy, the United Kingdom, Spain, Switzerland, Denmark, Finland, Sweden and Norway. The ESRF has now entered its construction phase and will start operation in 1994 with a staff of 450 and 2000 visitors per year. We are looking for the:

HEAD OF PURCHASING (ref. 162.88)

who will, under the guidance of the Head of Administration, be responsible for the Purchasing Group. His/her main tasks will be:

- organisation and coordination of ESRF European purchasing activities;
- monitoring purchasing procedure and policy (annual turnover approximately 150 MF);
- preparation and follow up of major contracts;
- participation in establishing and follow up of major contracts;
- participation in the work of the Purchasing Committee;
- supervising the work of purchasing officers;

Qualifications and experience

The successful applicant should have a related education and several years experience in purchasing, with sound knowledge of contract legislation and the international market in the ESRF's field. He/she must give evidence of determination and skill in dealing with suppliers. He/she should speak fluent English and have a good working knowledge of French. He/she should be familiar with working with computers. He/she should have a strong sense of team spirit and the ability to coordinate the work of staff under his authority.

HEAD OF PERSONNEL (ref. 163.88)

who will, under the guidance of the Head of Administration, be responsible for:

- coordination of recruitment activities; with a view to a reasonable distribution of staff by nationality among the member countries;
- preparation of contracts;
- setting up the "Convention d'Entreprise";
- fostering good relations with union representatives and staff;
- organising accommodation of staff from national institutes;
- supervising the work of personnel officers;

Qualifications and experience

The successful applicant should have a related education and several years experience in the personnel field; in particular dealing with "personnel legislation" and give evidence of basic knowledge of French regulations. He/she should speak fluent English and have a good working knowledge of French. Experience in the technical or scientific fields in a research institute is desirable. He/she should be familiar with working with computers. He/she should have a strong sense of team spirit and the ability to coordinate the work of staff under his authority.

REMUNERATION:

Gross annual salary from 200 - 250 kF depending on qualifications and experience. In addition: monthly family supplement and expatriation allowance for non-French staff (calculated on the basis of family situation); and a settling in allowance and adaptation allowance (paid once).

Applications bearing the relevant reference and the names of three referees should be sent, by July 25 1988 in English or French to:

ESRF (Personnel Office)
BP 220
F - 38043 GRENOBLE Cedex

L'ESRF est une source de rayonnement synchrotron qui sera construite à Grenoble, France, financée par les Gouvernements français, d'Allemagne Fédérale, espagnol, italien, britannique, suisse, danois, finlandais, suédois et norvégien. L'ESRF est entré dans sa phase de construction, et sera opérationnel en 1994, employant 450 personnes, et recevant 2 000 visiteurs par an. Nous recherchons actuellement:

CHEF DES ACHATS (réf. 162.88)

sous l'égide du Chef de l'Administration, il/elle aura la responsabilité du Groupe Achats.

Tâches principales:

- organisation et coordination des achats de l'ESRF en Europe;
- contrôle des procédures d'achat et de la politique des achats (dépenses annuelles environ 150 MF);
- participation à l'élaboration des contrats importants et leur suivi;
- participation au travail du Comité d'Achats;
- contrôle du travail des acheteurs;

Qualifications et expérience

Le (la) candidat(e) retenu(e) aura une formation supérieure appropriée et plusieurs années d'expérience des achats, de solides connaissances en législation et une bonne connaissance du marché international dans le domaine d'activité de l'ESRF. Il/elle devra faire preuve de détermination et de capacité de négociation avec les fournisseurs. Il/elle possèdera l'anglais professionnel et sera accoutumé au travail sur ordinateur. Il/elle aura un solide esprit d'équipe et sera capable de coordonner le travail du personnel placé sous son autorité.

CHEF DU PERSONNEL (réf. 163.88)

sous l'égide du Chef de l'Administration, il/elle aura la responsabilité de:

- la coordination du recrutement: dans la perspective d'une répartition correcte des agents par nationalité selon les pays membres;
- la préparation des contrats;
- l'élaboration d'une "Convention d'Entreprise";
- établir de bonnes relations avec les représentants syndicaux et le personnel;
- organiser la mise à disposition des agents venant d'instituts nationaux;
- superviser le travail du personnel placé sous son autorité.

Qualifications et expérience

Le (la) candidat(e) retenu(e) aura une formation supérieure appropriée et plusieurs années d'expérience dans la fonction personnel. Spécialisé(e) en droit du travail, il/elle aura de solides connaissances en Droit français. Il/elle possèdera l'anglais professionnel et sera accoutumé(e) au travail sur ordinateur. Une expérience dans le secteur scientifique ou technique d'un institut de recherche serait bienvenue. Il/elle aura un solide esprit d'équipe et sera capable de coordonner le travail du personnel placé sous son autorité.

REMUNERATION:

Salaire annuel brut selon qualifications et expérience 200 - 250 kF. Additionné d'un sur salaire familial mensuel et, pour les non-Français, d'une prime de dépaysement (calculée selon la situation familiale), et d'une prime d'installation et prime d'accoutumance (forfaitaire).

Envoyer votre candidature en anglais ou en français (revêtant la référence correspondante), accompagnée du nom et adresse de 3 références avant le 25 juillet 1988 à:

ESRF (Personnel Office) - B.M. Nr:
BP 220
F - 38043 GRENOBLE Cedex

Pierre Lichau

D'abord, Directeur d'une usine...

Société industrielle performante, spécialisée dans les ensembles et les pièces de fixation métalliques et plastiques destinées à des marchés diversifiés (constructeurs automobiles, équipementiers électroménagers, textiles...) recherche le Chef d'établissement de l'une de ses usines. Membre d'une équipe de direction générale jeune et soudée, il prendra en charge la responsabilité globale de cette unité (220 personnes) où il exercera ses qualités d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire dans un souci permanent d'optimisation. A moyen terme il lui sera confiée la responsabilité de deux unités.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation (type ENSAM) possédant une expérience de production moyenne et grande série d'une dizaine d'années.

Poste proche banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. 24 A 1080 - 8 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Puissant groupe agro-alimentaire français
(nombreuses filiales en France et à l'étranger)
souhaite intégrer au sein du Laboratoire
Nouveaux Produits de son centre
de recherche

Un aromaticien confirmé

Il sera responsable:

- de la création de compositions nouvelles dans le domaine des boissons en relation avec le marketing et les décideurs des filiales,
- de la sélection des matières premières auprès des fournisseurs français et étrangers,
- de la conformité des produits face à la législation,
- d'assistance aux responsables lors des opérations d'élaboration.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une solide expérience (5 ans minimum) dans le domaine des arômes, soit chez un fabricant de matières premières aromatiques, soit en entreprise agro-alimentaire ou parfumerie et motivé par une activité impliquant l'aptitude à l'analyse sensorielle, un esprit imaginaire et méthodique allié à des qualités de contact et d'ouverture. La formation ISIPCA serait appréciée.

Poste banlieue sud-est de Paris.

Rémunération très motivante.

Ecrire sous réf. 24 A 1082 - 8 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

La « hauteur de vue » d'un fonctionnel...

le « tempérament » d'un opérationnel !...

Nous avons le sentiment d'être exigeants ! Cependant, lorsque l'on est une société industrielle française (5 milliards de F, 8 000 p) de tout premier plan tournée vers les secteurs et les technologies de pointe, leader européen dans certains cas, leader mondial dans d'autres... Nous nous devons, pour maintenir et développer notre potentiel humain, de négocier avec les meilleurs ! Pourquoi pas vous ? Notre Responsable de l'Emploi vous attend, à notre siège parisien (1 000 p), pour prendre en main une activité.

Recrutement-formation

qui vous permettra d'être en contact avec tous nos Dirigeants, que ce soit pour les assister dans leurs recrutements d'ingénieurs et Cadres, ou pour leur apporter un service de qualité dans le domaine de la formation de leurs équipes.

Diplômé d'enseignement supérieur (ESCAE, DESS, CFFOP, CELSA...), après environ deux ans d'expérience en Entreprise ou en Cabinet, vous souhaitez, tout en continuant à progresser dans votre spécialité, étendre votre activité à la formation. Avec un potentiel élevé, un relationnel de bon aloi et un « esprit de service », vous devez réussir chez nous. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous réf. N/FORM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



INFORMATIQUE DE GESTION

MEMBRE DE SYNTec, INFORMATIQUE

Des chiffres qui parlent. Première société de services en informatique cotée en Bourse, CCMC vient de vivre 15 années de résultats bénéficiaires et s'illustre toujours sur un marché en expansion où elle a obtenu près d'un milliard de CA en 87 et une progression de 30 % de ses ventes micro en 88. En collaboration avec 5.000 experts-comptables, CCMC est au service de 250.000 entreprises françaises auxquelles elle propose la qualité éprouvée des traitements classiques sur grands ordinateurs et une gamme de micro et de logiciels.

Un marketing hautement spécialisé constitue aujourd'hui votre pôle d'attraction. Si vous avez 3 à 5 ans d'expérience de l'audit, notre Direction Marketing vous offre l'opportunité de concrétiser vos idées en créant de nouveaux produits de gestion et de comptabilité. Vous suivrez la démarche classique du Chef de Produits - analyse des besoins, prévisions, conception, lancement, suivi - en assurant un dialogue étroit avec nos informaticiens et notre force de vente. Si à un esprit créatif et à des facultés d'analyse développées, vous ajoutez de réelles qualités relationnelles, CCMC, appliquant une politique avancée des ressources humaines, saura vous présenter de nouvelles opportunités.

ORION vous remercie, si ces perspectives vous motivent, de lui adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions), sous réf 806619. LM.

35, rue du Rocher 75008 PARIS.



Thomson et Laiton

La micro comme ça, CCMC aime ça !

CHEF DE PRODUITS

HEC, ESSEC, ESC + expérience de l'audit.

PS Conseil

Bureau d'Etude en pleine expansion

recherche

DES NÉGOCIATEURS COMMERCIAUX EN ENTREPRISE

BAC + 2.

Expérience commerciale, plus notions de gestion pour poste à pourvoir R.P., 72 et 69.

Adr. C.V. + lettre manuscrite, joindre photo à l'attention de M. Wunderlich, SONA CONSEIL INTERNATIONAL, B.P. 254, 78206 Maure-la-Jolie Cedex.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE ADMINISTRATION ET GESTION SOCIALE DU PERSONNEL



Reportant au Directeur des Relations Humaines, vous aurez pour mission d'assurer et de perfectionner la gestion administrative du personnel : études statistiques, tableaux de bord, bilan social... dans un environnement informatisé dont vous aurez la charge. Vous coordonnerez et développerez les applications informatiques de systèmes de paye et d'horaires variables, de gestion de ressources humaines... De plus, vous serez responsable de la formation (élaboration du plan, suivi des actions...) et interviendrez également dans le domaine de la législation et des relations sociales. Vous êtes diplômé d'études supérieures (Maîtrise de Droit + DESS ou équivalent) et vous avez acquis une première expérience de 2 à 5 ans dans la fonction avec en particulier, une pratique opérationnelle de l'outil informatique. Poste à Bois d'Arcy.

Adressez votre lettre de candidature, c.v., photo et prétentions sous la référence 8801/M, à :

BMW France
Direction des Relations Humaines
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

INGENIEUR ET MANAGER pour développer notre stratégie granulats

GROUPES FRANCAIS IMPORTANT. Nous vous confions le développement de notre nouvelle division Sables et Gravieres.

Vous recherchez les affaires et négociez les acquisitions, vous créez de nouvelles installations et vous assurez le management de l'ensemble.

Ingénieur Pont, Mines... environ 40 ans, avec une solide connaissance de notre milieu professionnel et de la négociation, vous donnerez une nouvelle impulsion à votre carrière, en rejoignant une équipe de managers connue pour son dynamisme.



Notre Conseil C.E. Kohrer vous parlera de notre Groupe et de nos projets. Merci de lui adresser rapidement votre dossier, sous la référence 48.138, au CPA, 3 rue de Liège, 75009 PARIS.

Nous commençons par l'essentiel : l'Homme

Nos deux Centres Informatiques Bancaires (250 personnes) pour rationaliser leurs moyens et préparer "92" ont engagé un processus de rapprochement. Nous recherchons le

Directeur des ressources humaines

qui en sera le maître d'œuvre. Il aura pour mission de créer la fonction dans les deux centres et de mettre en place et développer les outils pour une gestion dynamique :

- des moyens et des procédures,
- du personnel,
- des relations sociales.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et votre expérience des ressources humaines (7 ans minimum) vous permet de maîtriser l'ensemble des fonctions.

Vos capacités à dialoguer, votre goût de la négociation et votre force de conviction sont des atouts importants pour la réussite de la mission.

Poste basé en Provence. Merci de nous adresser votre dossier, sous réf. 1935 C ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Convel
12, rue de Pontlieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - TOULOUSE - BARCELONE



Une fonction clé ! ... à GRENOBLE

Filiale de deux groupes mondialement connus, nous sommes leader dans la maintenance électronique.

Notre développement et NOTRE PROJET D'ENTREPRISE nous conduisent à créer le poste de :

Responsable de la fonction personnel

En collaboration avec le Directeur Général, vous serez l'élément moteur de notre politique de relations sociales avec pour mission de valoriser et développer les ressources humaines de l'entreprise (150 personnes réparties sur 5 Agences en France).

Nous recherchons un professionnel de la fonction possédant une formation supérieure en Droit ou Sciences Humaines. A 35 ans, vous avez su prouver vos qualités de négociateur, de signaux, votre souci d'innovation et votre sens du dialogue.

Dans un environnement dynamique de technologie de pointe et de politique de management participatif, l'entreprise propose dans un cadre de travail agréable, un poste valorisant, basé à GRENOBLE.

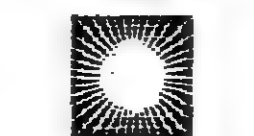
Merci d'adresser à notre Conseil MERCURI URVAL s/r.l. 194, rue Garibaldi 69427 LYON Cedex 03.

Mercuri Urval

CRÉEZ VOTRE AFFAIRE... "UNE OPPORTUNITÉ DROUOT-AXA".

- Vous avez la trentaine.
- Votre hiérarchie vous étouffe et votre envie d'entreprendre, de sortir le meilleur de vous-même vous démange.
- Nous vous offrons aujourd'hui cette chance en vous proposant de devenir mandataire de notre société (Leader sur son marché).
- Après une solide formation à nos produits d'assurances de personnes (individuelles ou collectives, placements financiers, retraite, maladie...) qui vous sera en permanence renouvelée et notre aide financière sur vos 4 premières années d'homme d'affaires indépendant, vos talents de vendeur et votre psychologie vous permettront de vous constituer un solide portefeuille de clientèle.

Pour tout savoir sur votre future affaire en association avec nous, envoyez sans tarder votre dossier de candidature sous référence 88/05 à : MONSIEUR J. TANGUY - DROUOT ASSURANCES 40, BD HENRI SELLIER - 92156 SURESNES CEDEX



DROUOT
ASSURANCES
LA VIE NOUVELLE

**LINCOLN
ELECTRIC**

ROUEN

COMMUNICATION INDUSTRIELLE

Filiale du groupe américain, leader mondial dans la fabrication des produits industriels de soudage électrique à l'arc, nous recherchons notre Responsable Communication Industrielle.

En liaison avec le Directeur Commercial, vous concevrez, réaliserez, contrôlerez les brochures, dépliants et plaquettes à usage interne et commercial. Professionnel de la rédaction technique, vous êtes aussi un créatif sachant intégrer les objectifs commerciaux de la société.

Rodé aux domaines de la communication intra et inter-entreprises, vous participerez activement à la mise en place de stands d'exposition.

Vous êtes une spécialiste de la publicité industrielle, (DESS d'information et de communication, école de commerce ou de journalisme etc...) et avez acquis une expérience utile de 4 à 5 ans dans une société industrielle ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais, parlé, écrit. La connaissance d'une 2ème langue (allemand par ex.) serait un atout.

Autonome et dynamique, vous avez de bonnes potentialités intellectuelles, le sens relationnel, et savez valoriser le "produit" grâce à votre sens de la communication du "message".

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, et photo sous référence 80018/M, à J.C. DEREY, Sélé-CEGOS, Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**Sélé
CEGOS**

Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan. Nous recherchons notre

R Chef de service ressources humaines

Véritable professionnel de la fonction, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez démontré par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel ou dans le Conseil vos qualités d'analyse, d'innovation, et votre sens du dialogue.

Nous vous demandons de superviser l'administration proprement dite (paie informatique, application des dispositions légales, hygiène, sécurité...), mais surtout d'aller au-delà grâce à une gestion humaine élargie portant sur la politique salariale, la formation, le système d'appréciation, la mobilité... Nous voulons un équilibre entre le terrain, le conseil, la créativité.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser votre candidature sous réf. 88605 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 58, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

PROMOTION IMMOBILIÈRE

PROSPECTEURS - MONTEURS D'OPÉRATIONS

Sogerim, jeune société de promotion immobilière déjà présente dans la moitié Est de la France, veut devenir le leader national de son créneau qui est l'habitat principal dans les grandes agglomérations.

Son plan de développement prévoit l'ouverture d'agences dans les villes suivantes :

RÉGION PARISIENNE - NANTES - STRASBOURG

Des candidatures sur d'autres villes importantes seront examinées avec intérêt.

Pour chacun de ces sites, elle recherche un PROSPECTEUR FONCIER - CONCEPTEUR - MONTEUR D'OPÉRATIONS dont la tâche initiale sera de maîtriser des terrains. Il assurera ensuite le développement de ses opérations par la mise en place d'une équipe restreinte, autonome et complète, dont il prendra la direction s'il en démontre la capacité.

Ces postes s'adressent à des professionnels de l'immobilier parfaitement intégrés à leur ville, ayant démontré leur réussite dans l'un des registres majeurs de la promotion immobilière (juridique, financier, technique ou commercial) et susceptibles d'initier rapidement des opérations.

Ils trouveront une société dynamique en pleine expansion, à l'organisation originale, permettant à des personnalités performantes un plan de carrière sans limite. Le salaire motivant sera fortement lié aux résultats obtenus.

Sogerim

Un dernier point : ces recrutements sont assurés directement par le P.D.G. de la société, à qui vous pouvez envoyer C.V., photo, prétentions, à l'adresse suivante : SOGERIM, B.P. 433, 39109 DOLE CEDEX (réf. PMO).

سكنا من الاصل

Economie

Le Monde • Mardi 21 juin 1988 27

SOMMAIRE

■ Une pénurie de devises fait peser une lourde menace sur la production au Pérou (lire page 44).

■ La croissance sera plus forte que prévu en Autriche, les exportations ayant été favorisées par la reprise de la

conjoncture en Europe (lire page 44).

■ La grève des mineurs de Gardanne se poursuit depuis deux mois et demi. La municipalité communiste soutient le mouvement (lire page 44).

■ Il faut baisser les tarifs afin d'augmenter le nombre de passagers, nous déclare le PDG de Nouvelles Frontières. Celui-ci se dit déterminé à poursuivre ses actions devant la Cour de justice européenne pour obtenir la libération du trafic (lire ci-dessous).

TRANSPORTS

Un entretien avec le PDG de Nouvelles Frontières

La libéralisation du ciel ou la Cour de justice

« Toujours le même combat ? »

« Tout à fait. 85 % des Français n'ont jamais pris l'avion parce qu'ils se heurtent à l'obstacle du prix et je ne bats pour que ça change. »

« Vous avez pourtant obtenu beaucoup de satisfactions du précédent gouvernement... »

« J'ai dit que c'était du libéralisme à dose homéopathique. »

« N'avez-vous pas reçu l'autorisation de multiplier des vols vers les départements d'Outre-mer ? »

« Effectivement. On avait ri de mon obstination à obtenir qu'Air France n'ait plus le monopole de la desserte des Antilles et de La Réunion. On me disait que le service public — je ne sais pas ce que c'est que le service public — ne tenait que par ce monopole et que la dérégulation de la compagnie nationale obligerait l'Etat à la subventionner. »

« Rien de tout cela ne s'est produit alors que Minerve et Aéro-mitine, filiale d'UTA, desservent, désormais, les DOM. Air France a conçu une grille de prix très intelligente en fonction des périodes. Elle a baissé ses prix et elle a augmenté le nombre de ses passagers. Quant à l'équipement, elle a investi 2 350 F et 2 700 F, pour moderniser ses avions. Ça veut dire que l'Etat règle la question du transport, ou du moins les difficultés du tourisme. »

« Ouvrons Orly »

24 heures sur 24 »

« C'est vrai, j'ai obtenu cet assouplissement de MM. Douffignies et Madelin et je ne comprends pas que M. Fabius, un homme jeune pourtant, n'ait pas compris, lorsqu'il était premier ministre, que ces réformes ne coûtaient rien et produiraient des effets bénéfiques. Si le nouveau ministre chargé du transport aérien continue à ne pas être le ministre des consommateurs, s'il persiste à téléphoner à Air France et à Air Inter pour demander la permission d'assouplir la réglementation, s'il continue de se faire le porte-parole de la direction de l'aviation civile qui dit toujours

que « c'est très compliqué sur le plan technique », nous n'avancerons pas et l'Europe de l'air ne se fera pas. »

« Ne craignez-vous pas que ces baisses de tarifs provoquent, comme aux Etats-Unis, des embouteillages à certaines périodes ? »

« Que la direction de l'aviation civile commence par cesser de perdre du temps en contrôlant, dans les aéroports, que les passagers ont bien payé le tarif « officiel » ! Qu'elle s'occupe de son véritable travail qui est d'organiser la navigation et la sécurité aériennes ! J'ai une proposition pour remédier aux embouteillages qui sévissent à Orly : cet aéroport est fermé de 23 heures à 6 heures ; ouvrons-le 24 heures sur 24 ; faisons en sorte qu'il y ait en permanence des services, des taxis et des bus. On me répondra : si les riverains ? Toutes les compagnies sont équipées d'avions silencieux qui ne posent plus de problèmes. »

« Vous avez aussi été autorisé, il y a un an, à vendre des vols charters intérieurs entre Paris et Toulouse ou Ajaccio. C'était une petite victoire. Elle a été confirmée pour cet été. Pourquoi n'êtes-vous pas satisfait ? »

« Parlons-en. La directive du 20 novembre 1987 cantonne nos vols entre 9 heures et 17 heures, 21 heures et 23 heures. Elle nous interdit de vendre des allers simples, de faire plus de quatre vols hebdomadaires et de partir d'Orly-Ouest. Les autorisations d'effectuer des vols charters en France ne sont valables que quatre mois. En fait, cette directive a été réalisée avec l'accord d'Air Inter. C'est la preuve qu'elle est protectionniste. Pourtant

la concurrence a toutes les vertus. C'est parce que le maire de La Rochelle, M. Michel Crépeau, a pris contact avec moi pour lancer des charters à l'occasion du Salon maritime « Le Grand Pavois », que TAT a accepté d'en faire. Résultat : le prix de l'aller-retour est tombé, à cette occasion de 2110 F à 595 F. Drôle, non ? »

« Nous nous battons pour savoir si nous attaquons en justice cette directive. En tout cas, le nouveau ministre devra dire clairement s'il est favorable à ce maintien des monopoles ou à une saine concurrence. »

« Après l'arrêt « Nouvelles Frontières » de la Cour du Luxembourg du printemps 1986, les avions ont bougé en Europe. En décembre dernier, les Douze ont accepté des assouplissements tarifaires et réglementaires, pour préparer le grand marché de 1993 et la disparition des frontières intérieures. N'est-ce pas un grand pas dans le sens des consommateurs ? »

« Il est tout à fait insuffisant. L'Europe doit supprimer les accords bilatéraux et abandonner à la Commission de Bruxelles une part de sa souveraineté comme les autres. Nous soutiendrons l'action de la Commission. »

« Par exemple, la Grèce refuse obstinément que nos avions embarquent des Grecs à Athènes. De nombreuses places circulent donc à vide au moment de la mise en place d'une chaîne de charters. Je vais demander à l'administration grecque de cesser cette pratique discriminatoire. Si elle n'accepte pas, j'en saisirai la Commission de Bruxelles et, si celle-ci ne peut rien y faire, nous irons devant la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg. »

« Avec M. René Lapautre, patron d'UTA et de l'Aéromaritime, nous avons demandé à desservir Milan. Air France et Alitalia vont crier que nous leur prendrions des hommes d'affaires. Et alors ? Il y a des petits patrons et des cadres de PME pour lesquels le prix du billet régulier est trop cher ! »

« Je vais faire du lobbying avec l'aide d'organismes de consommateurs dans les douze pays de la CEE. »

« Qu'attendez-vous de l'Europe ? »

« Il faut que les compagnies emploient des pilotes européens et non français, belges, allemands, etc. Dans les cockpits des compagnies françaises, tous les ressortissants des Douze ont leur place. De même, les sautiers des navigants doivent se rapprocher de ceux de British Airways. Il n'est pas possible de rémunérer un commandant de bord un million de francs par an pour trente-cinq heures de travail par mois. »

« Il faut qu'on puisse constituer une compagnie de droit européen à partir de plusieurs transporteurs nationaux, ce que le ministre français des transports avait fait capoter, il y a quelques mois, en interdisant au belge TEA de racheter Point Air... »

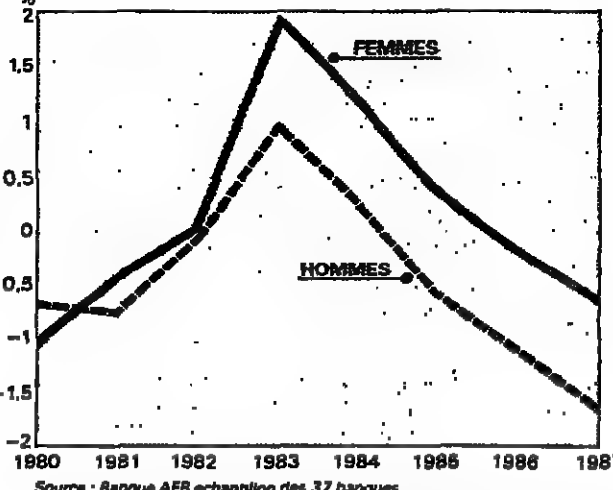
« Vous défendez le droit au voyage, mais n'est-ce pas une ancienne méthode de commercialisation et de publicité pour les produits de Nouvelles Frontières ? »

« Si j'avais seulement cherché l'intérêt de Nouvelles Frontières, j'aurais pu me contenter de faire tranquillement des affaires avec Air France et Air Inter. J'ai préféré, depuis vingt-deux ans, anticiper un mouvement inéluctable. Et puis, je suis un chef d'entreprise fonctionnant dans une économie de marché ! C'est vrai que la revendication du droit au voyage nous attire des clients supplémentaires, mais tout le monde peut nous imiter. Pour que la filiale d'Air France, Jet Tours ne se joindrait-elle pas à nous ? »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Poursuite de la diminution des effectifs dans les banques

TAUX D'ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EFFECTIF BANCAIRE PAR SEXE



Selon une enquête de la direction des études de l'Association française des banques (AFB), à partir d'un échantillon de trente-sept établissements couvrant 85 % des effectifs totaux des banques AFB, les effectifs ont diminué de 1,1 % en 1987. Cette diminution — qui avait commencé en 1979 — avait été interrompue en 1982 et en 1983 mais la baisse avait repris en 1985 (-0,1 %) et s'était poursuivie en 1986 (-0,7 %). Au 31 décembre 1986, les effectifs totaux dans les banques étaient de 408 236, dont 229 197 pour les banques rattachées à l'AFB. Les femmes, qui représentaient plus de 50 % de l'effectif total des banques AFB en 1979, arrivaient à 52 % en 1987.

DANS LES ENTREPRISES

Modernisation mode d'emploi chez BSN

Si le groupe BSN n'entend nullement se poser en modèle pour la modernisation technologique et sociale, il entend montrer qu'il est plutôt en pointe sur ce sujet qui a fourni à Antoine Riboud une bonne partie de la matière de son rapport « Modernisation mode d'emploi » remis au premier ministre en novembre 1987. Dans le rapport annuel 1987 du premier groupe agro-alimentaire français, Antoine Martin, directeur général des relations humaines, souligne que « le changement technologique n'est positif que s'il est bien maîtrisé. Mal maîtrisé, il devient nuisible. Entre les deux, ce sont les hommes qui font la différence ». L'an dernier, le groupe a lancé trois séminaires « nouveaux métiers » qui ont permis de réunir « au pied des machines » les directeurs industriels et les directeurs des relations humaines de quatre départements.

A Besançon, l'usine Vandamme a mis au point une démarche associant « les acteurs concernés à la préparation de nouveaux investissements ». A structure conservée, les effectifs de BSN sont passés de 44 043 fin 1986 à 41 285 fin 1987. La direction « créations d'emplois et activités nouvelles » du groupe a favorisé la création de 300 emplois « à proximité » par des entreprises extérieures et a aidé plus de 160 projets individuels de salariés à « voir le jour » en 1987.

● Bull SA (informatique) va mettre en place dans le courant du second semestre une structure d'information interne au niveau européen, intitulée comité d'information européen, cette structure résulte d'un accord entre Bull et les fédérations syndicales européennes des employés de la métallurgie. Ce comité devrait être composé de onze délégués français, deux allemands, et d'un délégué pour chacun des pays suivants : Belgique, Pays-Bas, Autriche, Danemark, Espagne, Grèce, Norvège, Portugal, Suède et Suisse. Il sera présidé par le PDG de Bull SA, M. Francis Lorenz, qui pourra apporter des informations sur la stratégie du groupe. La première réunion pourrait se tenir à Bruxelles.

● A Gaz de France, l'UNCM-CGC se félicite de la prise de position de la direction en faveur de la négociation d'un contrat de plan pluriannuel entre l'établissement public et l'Etat, comme le prévoit la loi.

● Chez Thomson, à Montreuil, un délégué CGT, M. Jean-Pierre Blanchard, a été mis à pied trois jours pour avoir reçu une journaliste dans les locaux de l'entreprise et non dans les locaux syndicaux, indique la direction, qui ajoute que ce département de Thomson (allumage et gyromagnétique), en cours de cession à la société Teklec, travaille pour la défense nationale. La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a demandé « la levée de toute sanction contre Jean-Pierre Blanchard », qui a voulu donner le point de vue de la CGT contre cette privatisation inacceptable.

Le secrétaire d'Etat aux transports souhaite doubler les crédits d'entretien des canaux

A la place du premier ministre toujours souffrant, c'est M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, qui a précisé, le dimanche 19 juin, les mesures que le gouvernement comptait prendre en faveur des artisans bateliers.

M. Sarre a notamment indiqué que le plan social de la batellerie, qui s'achève fin 1988, serait « reconduit et amélioré ». Celui-ci a coûté 100 millions de francs en trois

ans et permis de ramener de 2 300 à 2 000 le nombre des artisans. L'imposition des plus-values sur les péniches vendues par les marinsiers partant à la retraite sera aménagée.

Enfin, le secrétaire d'Etat entend doubler les crédits budgétaires (100 millions de francs en 1988) d'entretien des voies navigables, dont le mauvais état perturbe la navigation fluviale.

Les navigants d'Air Inter veulent contraindre leur PDG à démissionner

La quarzième semaine de grève perdue à commencer, le lundi 20 juin, à Air Inter où les syndicats des pilotes (SNPL et SPAC) et des mécaniciens (SNOMAC et SNPNAC) ont lancé un préavis de grève jusqu'au dimanche 26 juin. Officiellement, il s'agit pour eux d'obtenir que l'Airbus A-320, livré cette semaine, soit piloté par trois membres d'équipage (deux pilotes et un mécanicien) alors que cet avion a été conçu pour être conduit par deux pilotes seulement.

En fait, les syndicats veulent obtenir le départ de leur PDG, M. Pierre Eelsen, qu'ils accusent de n'avoir pas par-

tagé les responsabilités dans l'entreprise. Ils ont donc décidé de durcir leur mouvement pour tenter d'empêcher son renouvellement à la tête du conseil d'administration de la compagnie. A la grève perdue, qui perturbe chaque matin le trafic, s'ajoutera, mercredi et jeudi, une grève complète.

Cet arrêt de travail ne devrait pas provoquer d'importantes perturbations et M. Eelsen sera réélu président conformément au vœu formulé, le 17 mars, par son conseil d'administration.

* Renseignements : tél. : (1) 45-39-25-25 et minitel 3614 CODE AIRINTER.

● Dix-huit Boeing pour Sabena. — La compagnie aérienne belge Sabena a passé commande de dix-huit Boeing 737-400 pour renouveler sa flotte actuellement composée de 737-200. Le montant de cette acquisition dépasserait 3 milliards de francs. La Sabena recevra quinze avions, sa filiale charter Sobelair deux et Air Belgium, filiale du voyageur Sunair, dans laquelle Sabena détient une participation, un seul. En 1987, Sabena avait déjà commandé cinq Airbus A 340 long courrier pour remplacer ses DC-10.

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TELEVISION

VOYAGEZ Mac A PRIX CHARTER



21.900

Macintosh SE IIx
Disque interne 20 Mo.
PROMAC-compatible
2 lecteurs 800 Ko.
28.345 TTC


acc - microshops

4 bis et 6 rue de Chateaudun - 75009 PARIS
Tél. 48.78.38.01 - Serveur minitel : 48.78.79.92

Offre fantastique

NEUBAUER

Votre **205** berline (3 ou 5 portes) en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR c'est **GRATUIT** du 1^{er} au 30 juin



NEUBAUER

* Modèle 1988, en fonction des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Économie

REPÈRES

Balance commerciale

Forte augmentation de l'excédent au Brésil

Le Brésil a enregistré pour les cinq premiers mois de l'année un excédent de 6,8 milliards de dollars de sa balance commerciale, en forte hausse par rapport au chiffre des cinq premiers mois de 1987.

Les exportations pour les cinq premiers mois de l'année ont atteint 12,4 milliards de dollars, et les importations se sont élevées à 5,6 milliards de dollars, contre respectivement 5 milliards de dollars et 5,9 milliards de dollars pour la même période de 1987.

En mai, le Brésil a enregistré un solde positif de 1,7 milliard de dollars, avec des exportations pour un montant de 2,9 milliards de dollars et des importations s'élevant à 1,15 milliard.

Selon le Banco do Brasil, l'excédent commercial du pays pourrait atteindre 13 milliards de dollars en 1988.

Prix

Hausse de 0,5 % en avril dans les pays de l'OCDE

La hausse des prix à la consommation s'est établie à 0,5 % en avril, après une poussée de fièvre en mars, dans les vingt-quatre pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), selon les chiffres publiés par l'Organisation internationale. Sur douze mois, les prix à la consommation ont augmenté de 3,5 %, soit un niveau stable depuis l'été dernier. Comme en mars, les prix des produits alimentaires ont effiché une hausse de 0,4 %, en revanche, les prix de l'énergie, qui avaient baissé de 0,3 % en mars ont crû de 0,5 % en avril, se situant un peu au-dessous de leur niveau d'avril 1987.

Les meilleures performances sont enregistrées au Japon - où les prix à la fin avril 1988 étaient au même niveau qu'un an auparavant - en Allemagne fédérale (+ 1 %) et en France (+ 2,5 %). - (AFP.)

Production industrielle

Baisse en avril en France

La production industrielle (hors bâtiment et génie civil) en France est en baisse en avril par rapport à mars, en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques de l'INSEE publiées le vendredi 17 juin. L'indice INSEE se situe à 106 en avril contre 106 en mars (base 100 en 1980). Par rapport à avril 1987, l'activité industrielle se situe à un niveau encore supérieur de 2,34 %.

La baisse est particulièrement sensible pour la production agricole et alimentaire, pour celle de l'énergie, de la chimie, du cuir et de la chaussure, du papier carton et des produits en caoutchouc. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans le secteur de la presse et de l'imprimerie et de l'automobile.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 58 juin

EN KIOSQUE **EPARGNE** Les risques de l'Europe 16 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15 juin 1988

Réunie le 15 juin 1988 sous la présidence de M. de Feuilleade de Chauvin, l'Assemblée générale de la Société foncière lyonnaise a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le bénéfice s'élève à 68 044 000 F, contre 62 285 000 F en 1986, soit une progression de 9,25 %, les plus-values sur cessions d'immobilisations étant intervenues pour un montant de 25 763 000 F, contre 34 582 000 F l'exercice précédent.

L'Assemblée a fixé le dividende brut par action à 9,36 F, soit un montant net après précompte de 8,70 F et un revenu brut de 12,05 F, avoir fiscal inclus, ce qui correspond, compte tenu de la division par six de la valeur nominale de l'action et de l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour six actions, au maintien du dividende unitaire de 1986 sur un capital augmenté et à un accroissement de 18,79 % de dividendes net global.

Le dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1988.

La série D des obligations convertibles 1974 est sortie au neuvième tirage au sort, le 22 avril 1988. Les obligations comprises dans cette série sont remboursables à partir du 1^{er} juillet 1988 à 1 043 F, à l'exception de celles dont la conversion a été demandée avant cette date. Toutefois, ces obligations pourront être converties en actions, à la demande des porteurs, jusqu'au 30 septembre 1988, sur la base de 7,28 actions pour une obligation.

Au cours du conseil qui a suivi l'Assemblée, M. de Feuilleade de Chauvin, ayant atteint l'âge de soixante-dix ans, a mis son mandat de président-directeur général à la disposition du conseil, tout en conservant son poste d'administrateur.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



Les assemblées générales ordinaires annuelles et extraordinaires de la Compagnie financière de Suez, convoquées pour le 16 juin 1988, n'ayant pu débiter valablement faute de quorum, les actionnaires de la compagnie seront à nouveau convoqués en assemblée générale pour le 28 juin 1988, à 9 h 30, au Palais des Congrès, place de la Porte-Maillet, 75017 Paris.

Les actionnaires qui souhaitent participer à ces assemblées et qui n'ont pas encore fait immobiliser leurs titres en banque doivent effectuer cette formalité cinq jours au moins avant la réunion du 28 juin; ils pourront obtenir, par l'intermédiaire de leur banque les documents d'information, le formulaire de pouvoir et de vote par correspondance ou une carte d'admission à ces assemblées.

Il est rappelé que les immobilisations, les pouvoirs et les votes par correspondance reçus pour les assemblées du 16 juin restent valables pour celles du 28 juin.

SOCIAL

La longue grève des mineurs de Gardanne

L'affrontement avec la direction risque de tourner au conflit politique

MARSEILLE
de notre correspondant

La grève des mineurs de Gardanne-Meyreuil (Bouches-du-Rhône), à l'appel de la CGT - largement majoritaire - et de la CFDT, vient d'entrer dans son sixième jour sans que l'on entende d'issue au conflit. De mémoire de mineur provençal, jamais conflit portant sur des revendications salariales n'avait atteint pareille durée et pareille ampleur. Partielle (deux heures par jour) pendant trois semaines, du 7 au 28 avril, la grève est devenue totale ensuite. Depuis cinq semaines, cinquante mineurs occupent le fond par mois mille mètres et cinq femmes de mineur continuent une grève de la faim depuis le 9 juin.

Le conflit a traversé la campagne électorale sans perdre de son intensité. Depuis dix semaines, les actions spectaculaires se sont succédées, depuis l'apparition de « gueules noires » coquées sur la Croisette lors du Festival de Cannes, jusqu'au déversement de charbons de charbon étranger sur le port de Fos, en passant par l'incendie de pneus devant la mairie de Marseille et le siège du conseil régional de Provence.

Grève dans la porcelaine à Limoges

LIMOGES
de notre correspondant

A l'issue de négociations avec l'Union des fabricants de porcelaine, les syndicats de la céramique de Limoges ont appelé à la grève, effective depuis le vendredi 17 juin. Lancé par la CGT, rejointe en fin de semaine par FO, le mouvement affecte les principales manufactures limousines : Haviland, Raynaud, Bernardaud, Lafarge, Boyer, Tharaud, etc. Les grévistes occupent les locaux de l'Union des fabricants.

Les salaires ouvriers dans la porcelaine sont inférieurs à 5000 F par mois. La CGT, constatant que ces

venant ou des « opérations escargot » sur l'autoroute du Nord.

On avait pu penser que l'ouverture de négociations entre la direction et les syndicats début juin allait enfin déboucher la situation et permettre une reprise du travail. Mais les deux parties sont restées sur leurs positions. « Tout n'est pas négociable, tout n'est pas pardonnable », affirme d'emblée la direction, faisant allusion à un attentat qui a détruit des bureaux du siège à Meyreuil, attentat qualifié de « provocation » par les grévistes. La direction refuse en particulier de discuter de la grille salariale et d'augmentations de salaire. De leur côté, les syndicats avaient fait un préalable de l'augmentation des salaires de 1,5 % à compter du 1^{er} janvier 1988, et de l'attribution d'une prime de rattrapage de 1 500 F sur 1987.

A plusieurs reprises les négociations ont été suspendues. L'ambiguïté vient de ce qu'aucun accord salarial national n'a été signé cette année aux Charbonnages de France. Tous les syndicats ayant refusé de ratifier le projet présenté le 14 mars dernier par la direction, qui prévoyait une augmentation de 2,2 % en niveau et de 1,1 % en masse des salaires sur 1988, avec un salaire

rémunérations « sont inversement proportionnelles au prestige de la production », demande 5 % d'augmentation des salaires réels (primes non comprises) au 1^{er} juin et le paiement d'un treizième mois. Les employeurs s'en tiennent à une augmentation maximale au 1^{er} juin de 3,10 %, avec par la suite des augmentations modulées selon les catégories. Ils refusent de « négocier sous la menace ». Le conseil général de la Haute-Vienne (à majorité PS-PC) a demandé l'intervention des pouvoirs publics afin d'obtenir des négociations.

G. C.

La délocalisation d'usines

Le Coq sportif produira en Tunisie et en Corée...

Le fabricant d'articles de sport le Coq sportif cède à la délocalisation et vient de décider la fermeture de son unité de production textile de Romilly-sur-Seine (Aube), où travaillent cent soixante personnes. Un « plan social adapté » doit être présenté dans quelques jours.

Un Coq sportif, qui dépend, comme Adidas (articles de sport) de la holding suisse Sarda, en explique que la production textile du groupe - aujourd'hui uniquement exécutée dans cette usine - sera désormais réalisée à 70 % à l'étranger, en Tunisie et en Corée du Sud, tandis que les 30 % restants seront fabriqués en France « la partie haute de gamme qui colle à la mode ».

La partie textile du Coq sportif, qui regroupe les marques Coq sportif, Arena (maillots de bain) et Façonnable, a enregistré l'an dernier une baisse importante de son résultat net, puisque de 1,6 million de francs en 1986, il est tombé à 220 000 F. Le chiffre d'affaires 1987 s'est établi à quelque 550 000 millions de francs.

La fermeture de l'usine de Romilly crée sur place assez d'émotion dans la mesure où, lors du match du Coq sportif à la famille fondatrice en 1974, Adidas s'était engagé à conserver ce site, selon M. Goussery-Camuset, l'ancien PDG. Celle-ci est d'ailleurs toujours en procès avec le Crédit national, qui était entré dans le capital en 1973, toujours selon elle, pour « développer l'affaire » et qui l'a revendue, en 1974, à son directeur Adidas.

et les moulins Mitchell à Taiwan

La direction de l'usine de moulins de pêche Mitchell, de Cizeux (Haute-Saône), va licencier à la fin du mois de juillet quatre-vingt-dix de ses cent cinquante employés et transférer l'essentiel de sa production à Taiwan. La direction de Mitchell, premier constructeur français de moulins de pêche, achève ainsi le transfert de sa production à Taiwan, entreprise depuis deux ans afin de réduire les coûts de production. Les soixante employés restants à Cizeux - la seule usine Mitchell en France - ne fabriqueront plus que certains moulins haut de gamme.

ÉTRANGER

Les dernières prévisions de l'Institut WIFO

L'embellie européenne profitera à la croissance autrichienne

La croissance économique en Autriche sera cette année sensiblement plus forte que prévu et atteindra 2,5 % et 2 % en 1989, un point de plus que ne le pensait, au début du printemps, l'Institut de recherches économiques (WIFO). Cette embellie imprévue est due à la reprise de la conjoncture européenne qui a permis une forte progression des exportations dans les premiers mois de cette année. Les exportations devraient augmenter de 5,5 % en 1988, deux fois plus vite que l'an dernier.

VIENNE
de notre correspondante

Ce rythme de croissance représente une performance que l'Autriche, dont l'expansion est depuis plusieurs années inférieure à la moyenne de l'Europe occidentale, n'a pas réalisée depuis 1985. Il ne signifie pas, selon le directeur du WIFO, M. Helmut Kramer, un renversement définitif de tendance. Les analystes font notamment remarquer qu'une progression tendancieuse des exportations du secteur de base - papiers, agers et notamment, toiles pour l'industrie automobile - est à l'origine de cette évolution favorable, qui pourrait à l'avenir être de courte durée.

Le volume des exportations après deux ans de stagnation a nettement augmenté, notamment sur le marché ouest-européen. Ce dernier est de loin le plus important pour l'Autriche, qui y a vendu en 1987 67,7 % de ses marchandises. A elle seule, la CEE a absorbé 57,2 % de ces exportations, la part de l'OPEP et des pays en voie de développement tendant à se stabiliser. Les experts s'attendent également à l'arrêt de la chute libre des exportations vers les pays du COMECON, et notamment vers l'URSS, qui ont diminué de moitié au cours des deux dernières années, pour revenir de 34 milliards à 17 milliards de schillings.

Le ralentissement prévu de la poussée des importations (+ 4,5 % contre 5 % en 1987) devrait permet-

tre d'enrayer la détérioration de la balance commerciale, qui a accusé en 1987 un déficit de 70 milliards de schillings.

Ce déficit est cependant en grande partie de nature structurelle. L'Autriche produit toujours trop de produits de base et semi-finis et exporte 87 % de ses produits en Europe ou s'engageant les marchés lointains, souvent très dynamiques, comme le marché asiatique. Le vaste secteur nationalisé (banques, assurances, transports), qui fixe de façon pratiquement autonome ses tarifs à un niveau souvent plus élevé qu'à l'étranger, faute de concurrence, constitue un sérieux handicap à la compétitivité des exportateurs. Ces derniers se recrutent essentiellement parmi les petites et moyennes entreprises, qui réalisent 60 % du volume des exportations, estiment les experts du WIFO.

L'évolution favorable du tourisme (+ 3,6 % en 1977) autorise les experts à prévoir dans ce secteur des excédents analogues à ceux de l'année précédente (39 milliards de schillings) pour 1988 et 1989. Les recettes du tourisme devraient s'accroître en 1988 pour atteindre 110,4 milliards (+ 5,5 %) et les dépenses des Autrichiens à l'étranger s'élever à 70,5 milliards. La balance des opérations courantes (- 1,1 milliard en 1987) devrait aussi se solder en léger excédent (+ 2,5 milliards) en 1988.

La consommation des ménages devrait progresser de 2,8 % en 1988 et de 3 % en 1989 (2,6 % en 1987), notamment à la suite de l'entrée en vigueur d'une réforme fiscale au 1^{er} janvier 1989. La baisse des taux d'imposition, qui seront désormais de 10 % à 30 % (contre 11 % à 62 %), laissera quelque 14 milliards de schillings supplémentaires aux consommateurs, ce qui ne manquera pas d'avoir un effet stimulant sur la conjoncture.

De quoi stabiliser le chômage, qui devrait atteindre cette année 5,4 % contre 5,6 % de la population active en 1987. L'inflation, par contre, risque d'augmenter légèrement, pour passer à 2 % au lieu de 1,4 % en 1987.

WALTRAUD BARYLL

Pénurie de devises et de biens importés

Le Pérou commence à craindre une nouvelle récession

La situation est identique pour les laboratoires pharmaceutiques. Non seulement certains médicaments de base font défaut, mais il manque aussi les boîtes en carton, les flacons en plastique ou en verre et les tubes et le papier aluminium, ce qui fait qu'un médicament sur cinq est introuvable.

L'imprimerie est sans papier, sans encre, sans film, sans révélateur; le transport, sans pneus. Les fabricants de ciment, sans pièces de rechange, de biens d'équipement, de demi-produits. Les usines de montage automobile, comme Toyota, songent à quitter le pays.

Le prix d'une politique hétérodoxe

Ce désapprovisionnement généralisé est le prix à payer après deux ans de politique hétérodoxe. Si, dans un premier temps, la production est répartie en flèche, aujourd'hui, le fantôme de la récession refait son apparition parce que la boulimie de devises (800 millions de dollars consommés en 1987) qui, alimentait artificiellement ce modèle ne peut plus être satisfaite.

Avec un déficit budgétaire équivalent à 12 % du PNB en 1987, le gouvernement est obligé de restreindre au maximum les importations. Le coût de la tentative populiste est élevé : une inflation qui menace de dépasser 300 % en 1988 (certains annoncent même 700 %) et le début de la récession. D'après la revue spécialisée *Eficiencia*, la production est en chute libre depuis avril, particulièrement dans l'industrie automobile et le transport, avec une chute de 33,8 % entre avril 1988 et le mois correspondant de 1987. La baisse atteint dans le matériel électrique et électronique 21 % et 17,9 % pour l'industrie.

Le président Alan García ne renonce pas pour autant à l'hétérodoxie. Il estime que quelques « accommodations », notamment la « croissance sélective », lui permettront de tenir bon jusqu'à la fin de son mandat en 1990.

NICOLE BONNET

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le 30 juin 88

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MATRA

Actionnaires de MATRA : notre Assemblée Générale ordinaire se tiendra le jeudi 30 juin 1988 à 10 heures à la Cité des Sciences et de l'Industrie, Centre International de Conférences - 30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris.

Si vous êtes actionnaires NOMINATIFS de MATRA, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents vous permettant de participer ou d'être représentés à l'Assemblée Générale : demande de carte d'admission, formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance.

Si vous êtes actionnaires au PORTEUR de MATRA et si vous désirez participer ou être représentés à l'Assemblée Générale, adressez-vous à l'établissement financier (banque, société de bourse, intermédiaire financier...) auprès duquel vos actions sont inscrites en compte. Vous devrez avoir déposé 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée un certificat d'immobilisation de vos actions auprès des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse Centrale des Banques Populaires, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Banque Indosuez, Banque Paribas, Banque Odier/Bungener/Courvoisier.

Attention, seuls seront pris en compte les formulaires de vote par correspondance dûment remplis parvenus 3 jours au moins avant la réunion à MATRA PARTICIPATIONS, Centre d'Opérations sur titres, 9, rue Beaupré, 75008 PARIS. TEL : (1) 47 66 01 36.

RELATIONS ET INFORMATION ACTIONNAIRES :
A partir du 30 juin 1988 : service minist 3616 code MATRA ; base d'information téléphonique (1) 47 20 20 20.
A partir du 1^{er} septembre 1988 : bureau d'accueil permanent 5, rue Beaupré, 75008 PARIS.

MATRA

IMETAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Réunis le 16 juin sous la présidence de M. Bernard de Villeméjane, les actionnaires d'IMETAL ont approuvé les comptes de l'exercice 1987 et la distribution d'un dividende net de 4 F par action (6 F avec l'avoir fiscal) qui sera mis en paiement à partir du 8 juillet 1988 avec option pour le versement en numéraire ou en actions (sur la base de 183 F l'action).

S'adressant aux actionnaires, M. de Villeméjane a souligné que la reconversion fondamentale des activités de la société, développée au cours des deux derniers exercices, fait désormais d'IMETAL un groupe industriel aux assises plus stables, qui dispose, par son importante trésorerie, des moyens de poursuivre son redéploiement dans de nouveaux domaines. Il a également confirmé qu'IMETAL soutiendrait activement la constitution de Meta-leurop, nouvelle entité qui devrait être créée dans le cadre de l'accord récemment intervenu entre Penaroya et Freusay, et dont elle détiendrait environ 20 %, en s'engageant à convertir en capital, à hauteur de 170 millions, la créance de 250 millions qu'elle possède sur Penaroya et à recevoir, pour le solde, des bons de souscription d'actions. Après avoir rappelé que le secteur des matériaux de construction, en pleine croissance, avait participé pour plus de 150 millions de francs au résultat consolidé d'IMETAL en 1987, le président a indiqué que le vigoureux redressement des résultats de Coperweld Corporation permettrait à cette société de reprendre, dès cette année, le versement d'un dividende. En se basant sur le bon niveau actuel des activités d'IMETAL, dépendantes bien évidemment de la conjoncture mais qui ne sont plus soumises comme auparavant aux brutales variations des métaux, le président de Villeméjane prévoit une sensible amélioration des résultats courants en 1988 et estime que le montant consolidé devrait s'établir autour de 275 millions de francs, soit 26 F par action (plus du double qu'en 1987). Sur cette base, M. de Villeméjane considère que le cours de l'action IMETAL, bien qu'en sensible progression, repose encore sur un multiple de capitalisation modéré.

(Le rapport sur l'exercice 1987 peut être envoyé sur simple demande adressée au siège d'IMETAL, tour Montparnasse, 75753 Paris Cedex 15.)

Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 1988

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 14 juin sous la présidence de Monsieur Armand LEENHARDT a approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par une perte de 397.348.421 Francs après dotation de 1.725.140 Francs aux amortissements des immobilisations. Le résultat consolidé du Groupe VALLOUREC pour cet exercice 1987 est une perte de 451.933.768 Francs (part du Groupe) après dotation de 229.745.210 Francs aux amortissements des immobilisations. Rappelons que le résultat consolidé de l'exercice 1986 était une perte de 401.802.728 Francs après dotation de 208.746.908 Francs aux amortissements des immobilisations.

Il ne sera procédé à aucune distribution de dividende. L'Assemblée a ratifié la nomination comme administrateurs de Messieurs Jean-Claude CABRE et Robert HUDRY et renouvelé le mandat d'administrateur de Monsieur Francis MER. Dans son allocution le Président a précisé que, par suite de la progression importante de l'activité, intervenant une fois achevées les opérations de restructuration industrielle, il était possible de prévoir un résultat consolidé positif du Groupe VALLOUREC pour l'exercice 1988.



groupe vallourec
l'industrie en première ligne

NORD EST

DIVIDENDE : +14 %

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 15 juin 1988 sous la Présidence de Monsieur Gustave RAMBAUD a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

| (en millions de francs) | 1987 | 1986 | % |
|---------------------------------------|------|-------|-----|
| Résultat social | 128 | 99,5 | +29 |
| Dividende global | 52,4 | 45,8 | +14 |
| Résultat consolidé (part de NORD EST) | 142 | 112,9 | +26 |

Le dividende fixé à 4 F par action (plus 2 F d'avoir fiscal) sera mis en paiement le 12 juillet 1988.

Perspectives d'avenir

Le résultat consolidé (part de Nord Est) devrait progresser d'environ 20 % pour l'exercice 1988. Le Groupe NORD EST poursuivra sa croissance en renforçant ses pôles industriels, afin de leur donner, quelle que soit l'issue du procès Magnésia, une dimension Européenne.



s'adapter pour gagner

EXERCICE 1987

Après une année 1986 qui avait bénéficié d'un environnement favorable, la situation du marché pétrolier s'est à nouveau dégradée en 1987. Cependant, pour Esso SAF, les gains de productivité ainsi que les restructurations engagées depuis plusieurs années ont permis de limiter le déficit économique des activités de raffinage-distribution.

La Société poursuit vigoureusement ses efforts en 1988 : dynamisme commercial, rigueur de gestion, recherche de conditions de concurrence équitables.

Des résultats favorables ont été obtenus :
• La filiale Esso REP a redressé sensiblement ses résultats et reste le premier producteur de brut en France.
• L'outil de raffinage, a tourné à 92 % de sa capacité nominale.
• Le plan de modernisation des stations-service Esso s'est poursuivi.
• Le Centre de Recherche a élargi ses activités.

A la suite de l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 juin 1988, le Conseil d'Administration d'Esso SAF a nommé Monsieur Jean Véné, Président-Directeur Général et Monsieur Claude Roux, Président d'Honneur.

Résultats 1987 d'Esso SAF

| | |
|-----------------------------|---------------------------|
| ■ Chiffre d'affaires | 25.148 millions de francs |
| ■ dont taxe intérieure | 9.847 millions de francs |
| ■ Dépenses d'immobilisation | 520 millions de francs |
| ■ Résultat net | 297 millions de francs |
| ■ Dividende net | 25 francs/action |

(dont 15 F payés le 16 février 1988 et 10 F payables le 1^{er} juillet 1988).



SOCIÉTÉ DU GROUPE EXON

CEAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Notre métier : le commerce international.

La CFAO, forte d'une expérience centenaire du commerce international, amplifie sa stratégie de croissance.

Expansion de son implantation internationale :

- Présence dans plus de 30 pays : Europe • Afrique • Caraïbes
- Pacifique Sud • Amérique du Nord.
- Plus de 250 filiales et 25.000 collaborateurs.
- Chiffre d'affaires consolidé estimé, supérieur à 23 milliards en 1988.

Volonté d'élargir ses activités autour de ses métiers de base :

- la distribution de biens de consommation,
- la distribution de biens d'équipement,
- les services, les transports, l'informatique,
- l'industrie.

Détermination pour aborder les marchés mondiaux de la fin du siècle :

La CFAO mise sur la compétence et l'esprit d'entreprise de ses équipes pour renforcer sa présence dans les créneaux économiques qu'elle maîtrise. A cet effet, la CFAO émet des obligations convertibles en actions, afin de se donner les moyens nécessaires à la poursuite de son développement.

Émission d'un emprunt de F 1 MILLIARD en 666.666 obligations de F 1.500 nominal convertibles en actions

Caractéristiques principales

Prix d'émission : 1.500 F par obligation.
Date de jouissance et date de règlement : 11 juillet 1988.
Intérêt annuel : 6,25 %, soit 93,75 F par obligation, payable le 1^{er} janvier de chaque année.
Exceptionnellement, le 1^{er} coupon pour la période du 11 juillet au 31 décembre 1988 sera de F 44,70.
Taux de rendement actuariel brut : 7,66 % au 11 juillet 1988 (en cas de non conversion).
Durée totale de l'emprunt : 7 ans et 174 jours.
Amortissement normal : à F 1.650 par titre, en 4 tranches égales les 1^{ers} janvier des années 1993 à 1996.
Amortissement anticipé : possible par rachats en bourse et par remboursement au gré de l'émetteur.
Conversion des obligations en actions : au gré du porteur, à tout moment à partir du 13 juillet 1988 à raison d'UNE action de F 100 nominal pour UNE obligation.
Cotation : demandée à la Bourse de Paris.

Souscription des obligations

Délai de priorité des actionnaires : souscription réservée par priorité, du 20 juin au 29 juin 1988 inclus, aux actionnaires, à raison de 3 obligations pour 13 actions possédées.
Souscription du public : à partir du 30 juin 1988, les obligations restant disponibles seront offertes au public.

Publication au BALO du 20 juin 1988. La note d'information (visa COB n° 88197 du 15 juin 1988) est à la disposition de toute personne en faisant la demande à la Direction Générale de la société : 7, place d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.



COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Société anonyme au capital de F 275.960.000

Siège social : 32, cours Pierre-Puget

13006-MARSEILLE

RCS-MARSEILLE 8 068 800 692

Direction Générale : 7, place d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.

BOURSE DU 17 JUIN

**Cours relevé
à 17 h 30**

[illegible]

| Cote des changes | | | | | Marché libre de l'or | | | | |
|-----------------------|----------------|---------------|-------------------|--------|-------------------------|----------------|---------------|---------------------------|----------|
| MARCHÉ OFFICIEL | COURS
prix. | COURS
17/6 | COURS DES BILLETS | | MONNAIES
ET DEVISES | COURS
prix. | COURS
17/6 | | |
| | | | Achat | Vente | | | | | |
| Euro-Union (\$ 1) | 5 887 | 5 812 | 8 100 | 6 850 | Or fin (à la livre) | 86300 | 84800 | Barque Hydro-Energie | 280 |
| SDU | 1 011 | 1 004 | | | Or fin (au gram) | 86800 | 86050 | Polynesie | 168 |
| Aluminium (100 lb) | 337 600 | 337 260 | 327 | 347 | Pièce française (20 fr) | 501 | 500 | Europe Nord-Pas de Calais | 1143 28 |
| Pays Bas (100 fl) | 36 133 | 16 130 | 15 580 | 15 580 | Pièce française (10 fr) | 351 | | Europe Nord-Est | 1 128 35 |
| Denmark (100 kr) | 200 450 | 300 150 | 282 | 312 | Pièce française (5 fr) | 531 | 531 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 95 000 | 93 060 | 88 | 93 | Pièce française (20 fr) | 531 | 531 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 598 | 10 528 | 10 300 | 11 | Sous-sol | 621 | 619 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 216 | 4 212 | 3 800 | | Pièce de 20 dollars | 2846 | 2815 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 10 dollars | 1440 | 1400 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 5 dollars | 727 | 700 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 50 cents | 315 | 310 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 10 cents | 614 | 612 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 5 cents | 307 | 303 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Ouest | 1 021 44 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 842 | 4 546 | 4 300 | 4 800 | Pièce de 1 cent | 61 | 61 | Europe Nord-Est | 1 021 |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

